

Décision du 27/07/2012

Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à

EHPAD DU CHU DE BORDEAUX

LORMONT

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n°DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 16/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD DU CHU DE BORDEAUX situé à LORMONT

(N° Finess 330793175)

s'élève à 2 385 002,33 €, et se décompose comme suit :

- 2 385 002,33 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 198 750,19 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables pour le site de Lormont sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 37,99 €

GIR 3-4 : 29,36 €

GIR 5-6 : 20,73 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

Les tarifs journaliers de soins applicables pour le site de l'Alouette sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 58,85 €

GIR 3-4 : 47,64 €

GIR 5-6 : 35,06 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD JACQUELINE AURIOL

SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 30/01/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
70 places, dont 60 places en HP, 10 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/06/2006

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD JACQUELINE AURIOL situé à SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE (N° Finess 330015728)

s'élève à 805 475,48 € , et se décompose comme suit :

- 691 005,48 € pour l'hébergement permanent,
dont 180 656,26 € pour l'expérimentation des médicaments,
- 114 470,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 57 583,79 € pour l'hébergement permanent,
- 9 539,17 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 35,54 €

GIR 3-4 : 26,23 €

GIR 5-6 : 17,03 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD MAISON DE FONTAUDIN

PESSAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 102 places, dont 91 places en HP, 6 places en AJ, 5 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD MAISON DE FONTAUDIN situé à PESSAC

(N° Finess 330803669)

s'élève à 1 003 991,57 € , et se décompose comme suit :

- 880 921,66 € pour l'hébergement permanent,
- 65 834,91 € pour l'accueil de jour,
- 57 235,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 73 410,14 € pour l'hébergement permanent,
- 5 486,24 € pour l'accueil de jour,
- 4 769,58 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 23,48 €

GIR 3-4 : 14,90 €

GIR 5-6 : 6,32 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD ENTRE DEUX MERS

SAUVETERRE-DE-GUYENNE

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/06/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
42 places, dont 42 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD ENTRE DEUX MERS
situé à SAUVETERRE-DE-GUYENNE
(N° Finess 330802968)

s'élève à 465 806,28 € , et se décompose comme suit :

- 465 806,28 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 38 817,19 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 28,52 €

GIR 3-4 : 22,12 €

GIR 5-6 : 15,73 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LE CLOS SAINT MARTIN

PEUJARD

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 10/09/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 42 places, dont 42 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE CLOS SAINT MARTIN situé à PEUJARD

(N° Finess 330800327)

s'élève à 426 940,99 € , et se décompose comme suit :

- 426 940,99 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 35 578,42 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 33,01 €

GIR 3-4 : 27,87 €

GIR 5-6 : 20,31 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LA VILLA DES CHARTRONS

BORDEAUX

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
60 places, dont 60 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LA VILLA DES CHARTRONS situé à BORDEAUX

(N° Finess 330799404)

s'élève à 402 647,38 € , et se décompose comme suit :

- 402 647,38 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 33 553,95 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 23,93 €

GIR 3-4 : 19,29 €

GIR 5-6 : 14,64 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD RESIDENCE DU DUC DE LORGE

SAINT-JEAN-D'ILLAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 28/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
68 places, dont 68 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2003

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD RESIDENCE DU DUC DE LORGE situé à SAINT-JEAN-D'ILLAC

(N° Finess 330799081)

s'élève à 1 483 372,13 € , et se décompose comme suit :

- 1 483 372,13 € pour l'hébergement permanent,
dont 130 994,12 € pour l'expérimentation des médicaments,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 123 614,34 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 60,87 €

GIR 3-4 : 54,05 €

GIR 5-6 : 0,00 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD CLAIREFONTAINE

MARTIGNAS-SUR-JALLE

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 28/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
53 places, dont 47 places en HP, 4 places en AJ, 2 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD CLAIREFONTAINE
situé à MARTIGNAS-SUR-JALLE
(N° Finess 330799032)

s'élève à 929 098,25 € , et se décompose comme suit :

- 862 314,31 € pour l'hébergement permanent,
dont 124 787,45 € pour l'expérimentation des médicaments,
- 43 889,94 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 71 859,53 € pour l'hébergement permanent,
- 3 657,50 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 51,58 €

GIR 3-4 : 44,70 €

GIR 5-6 : 37,82 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LES CHARDONS BLEUS ORPEA

MERIGNAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/08/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LES CHARDONS BLEUS ORPEA situé à MERIGNAC

(N° Finess 330798216)

s'élève à 582 114,99 € , et se décompose comme suit :

- 582 114,99 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 48 509,58 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 29,59 €

GIR 3-4 : 23,29 €

GIR 5-6 : 16,99 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD RESIDENCE MEDICIS

MERIGNAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 24/12/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 100 places, dont 100 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2011

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD RESIDENCE MEDICIS situé à MERIGNAC (N° Finess 330798208)

s'élève à 1 186 137,98 € , et se décompose comme suit :

- 1 186 137,98 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 98 844,83 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 35,89 €

GIR 3-4 : 28,35 €

GIR 5-6 : 20,80 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LE CLOS SAINT JACQUES

GRADIGNAN

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/11/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
32 places, dont 32 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2005

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE CLOS SAINT JACQUES situé à GRADIGNAN

(N° Finess 330798166)

s'élève à 447 828,85 € , et se décompose comme suit :

- 447 828,85 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 37 319,07 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 40,88 €

GIR 3-4 : 33,82 €

GIR 5-6 : 0,00 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD "LE CHALET"

BELIN-BELIET

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
54 places, dont 50 places en HP, 4 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2009

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD "LE CHALET" situé à BELIN-BELIET (N° Finess 330797952) s'élève à 583 001,54 € , et se décompose comme suit :

- 537 213,54 € pour l'hébergement permanent,
- 45 788,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 44 767,80 € pour l'hébergement permanent,
- 3 815,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 25,21 €

GIR 3-4 : 20,23 €

GIR 5-6 : 14,33 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD HOME LA TOUR

TALENCE

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 11/02/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
52 places, dont 52 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2003

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD HOME LA TOUR
situé à TALENCE

(N° Finess 330792201)

s'élève à 453 123,90 € , et se décompose comme suit :

- 453 123,90 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 37 760,33 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 30,28 €

GIR 3-4 : 22,04 €

GIR 5-6 : 13,82 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LE SABLONAT

BORDEAUX

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 10/07/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
62 places, dont 62 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE SABLONAT
situé à BORDEAUX
(N° Finess 330791302)

s'élève à 498 967,55 € , et se décompose comme suit :

- 498 967,55 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 41 580,63 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 18,82 €

GIR 3-4 : 11,94 €

GIR 5-6 : 5,07 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LE CLOS DES ACACIAS

CAUDROT

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2006

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE CLOS DES ACACIAS situé à CAUDROT

(N° Finess 330791054)

s'élève à 801 060,72 € , et se décompose comme suit :

- 744 774,75 € pour l'hébergement permanent,
- 21 944,97 € pour l'accueil de jour,
- 34 341,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 62 064,56 € pour l'hébergement permanent,
- 1 828,75 € pour l'accueil de jour,
- 2 861,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 31,57 €

GIR 3-4 : 24,50 €

GIR 5-6 : 17,43 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD RESIDENCE CLOS LAFITTE

FARGUES-SAINT-HILAIRE

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 14/11/2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
87 places, dont 87 places en HP,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/11/2005

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD RESIDENCE CLOS LAFITTE
situé à FARGUES-SAINT-HILAIRE
(N° Finess 330786252)

s'élève à 1 210 989,95 € , et se décompose comme suit :

- 1 210 989,95 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 100 915,83 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 40,66 €

GIR 3-4 : 33,54 €

GIR 5-6 : 26,42 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD MGEN ARES

ARES

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/07/2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
92 places, dont 89 places en HP, 3 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2010

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD MGEN ARES
situé à ARES

(N° Finess 330786161)

s'élève à 943 205,31 € , et se décompose comme suit :

- 908 000,31 € pour l'hébergement permanent,
- 35 205,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 75 666,69 € pour l'hébergement permanent,
- 2 933,75 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 34,76 €

GIR 3-4 : 26,39 €

GIR 5-6 : 18,03 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD RESIDENCE BELLECROIX

FLOIRAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 27/12/2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
80 places, dont 76 places en HP, 4 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/05/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD RESIDENCE BELLECROIX situé à FLOIRAC

(N° Finess 330782848)

s'élève à 830 747,97 € , et se décompose comme suit :

- 788 347,97 € pour l'hébergement permanent,
- 42 400,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 65 695,66 € pour l'hébergement permanent,
- 3 533,33 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 36,06 €

GIR 3-4 : 25,52 €

GIR 5-6 : 14,99 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD Maison Protestante de Retraite

BORDEAUX

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 20/07/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
74 places, dont 63 places en HP, 10 places en AJ, 1 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2008

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD Maison Protestante de Retraite situé à BORDEAUX

(N° Finess 330782749)

s'élève à 647 332,22 € , et se décompose comme suit :

- 526 160,37 € pour l'hébergement permanent,
- 109 724,85 € pour l'accueil de jour,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 43 846,70 € pour l'hébergement permanent,
- 9 143,74 € pour l'accueil de jour,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 31,03 €

GIR 3-4 : 24,04 €

GIR 5-6 : 17,06 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LE JARDIN DES PROVINCES

PESSAC

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour 2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice 2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2004

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE JARDIN DES PROVINCES situé à PESSAC

(N° Finess 330782574)

s'élève à 1 092 845,26 € , et se décompose comme suit :

- 1 092 845,26 € pour l'hébergement permanent,

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 91 070,44 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 42,14 €

GIR 3-4 : 30,18 €

GIR 5-6 : 18,48 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD GALLEVENT

LE TEICH

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 26/03/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
81 places, dont 80 places en HP, 1 places en HT

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD GALLEVENT
situé à LE TEICH
(N° Finess 330054503)
s'élève à 903 241,90 € , et se décompose comme suit :

- 891 794,90 € pour l'hébergement permanent,
- 11 447,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 74 316,24 € pour l'hébergement permanent,
- 953,92 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 34,85 €

GIR 3-4 : 27,11 €

GIR 5-6 : 19,38 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Décision du 27/07/2012

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour
l'année 2012 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

EHPAD LE PARC DES OLIVIERS

PAREMPUYRE

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

VU le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

VU le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2012,

VU l'arrêté en date du 29/12/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de
74 places, dont 66 places en HP, 6 places en AJ, 2 places en HT,

VU la publication au Journal Officiel n°0111 du 12 mai 2012 de la décision du 27 avril 2012 fixant pour
2012 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de
l'Action Sociale et des Familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement
mentionnés à l'article L. 314-3-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/1A/2012/148 du 5 avril 2012 relative aux orientations de l'exercice
2012 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des
personnes handicapées et des personnes âgées,

VU les propositions budgétaires 2012 transmises par l'établissement,

VU la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 10/07/2012

DECIDE

ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de soins de EHPAD LE PARC DES OLIVIERS situé à PAREMPUYRE

(N° Finess 330026428)

s'élève à 715 100,00 € , et se décompose comme suit :

- 633 600,00 € pour l'hébergement permanent,
- 60 300,00 € pour l'accueil de jour,
- 21 200,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 52 800,00 € pour l'hébergement permanent,
- 5 025,00 € pour l'accueil de jour,
- 1 766,67 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 : 29,46 €

GIR 3-4 : 22,51 €

GIR 5-6 : 15,55 €

Résidents de moins de 60 ans : 0,00 €

ARTICLE 2 -

Tout recours contre la présente décision doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé à la Cour administrative d'appel de Bordeaux, 17 Cours de Verdun, 33074 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle a été notifiée, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

ARTICLE 3 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27/07/2012

La Directrice Générale
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE RIMONS

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 1977 portant constitution de l'association foncière de remembrement de RIMONS,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 26 avril 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de RIMONS,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu en sous-préfecture de Langon le 25 juillet 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de RIMONS tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 26 avril 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de RIMONS et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

La Sous-Préfète de Langon, le Maire de RIMONS, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
La Sous-préfète déléguée

Michelle CAZANOVE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE CAZAUGITAT

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 1977 portant constitution de l'association foncière de remembrement de CAZAUGITAT,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 31 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de CAZAUGITAT,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu à la DDTM de la Gironde le 23 septembre 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de CAZAUGITAT tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 31 mars 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de CAZAUGITAT et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

La Sous-Préfète de Langon, le Maire de CAZAUGITAT, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
La Sous-préfète déléguée

Michelle CAZANOVE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE AURIOLLES

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 1977 portant constitution de l'association foncière de remembrement de AURIOLLES,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 26 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de AURIOLLES,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu à la DDTM de la Gironde le 18 août 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de AURIOLLES tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 26 mai 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de AURIOLLES et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

La Sous-Préfète de Langon, le Maire de AURIOLLES, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
La Sous-préfète déléguée

Michelle CAZANOVE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE SAINT ANTOINE DU QUEYRET

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 1977 portant constitution de l'association foncière de remembrement de SAINT ANTOINE DU QUEYRET,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 2 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de SAINT ANTOINE DU QUEYRET,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu à la DDTM de la Gironde le 6 juin 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de SAINT ANTOINE DU QUEYRET tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 2 mai 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de SAINT ANTOINE DU QUEYRET et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

La Sous-Préfète de Langon, le Maire de SAINT ANTOINE DU QUEYRET, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
La Sous-préfète déléguée

Michelle CAZANOVE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE SOUSSAC

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 1977 portant constitution de l'association foncière de remembrement de SOUSSAC,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 5 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de SOUSSAC,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu à la DDTM de la Gironde le 15 juillet 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de SOUSSAC tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 5 mai 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de SOUSSAC et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

La Sous-Préfète de Langon, le Maire de SOUSSAC, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
La Sous-préfète déléguée

Michelle CAZANOVE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE LAMOTHE-LANDERRON

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 1984 portant constitution de l'association foncière de remembrement de LAMOTHE-LANDERRON,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 5 novembre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de LAMOTHE-LANDERRON,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu en sous-préfecture de Langon le 23 novembre 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de LAMOTHE-LANDERRON tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 5 novembre 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de LAMOTHE-LANDERRON et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

La Sous-Préfète de Langon, le Maire de LAMOTHE-LANDERRON, , le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
La Sous-préfète déléguée

Michelle CAZANOVE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 12 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE SAINT VIVIEN DE BLAYE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1978 portant constitution de l'association foncière de remembrement de SAINT VIVIEN DE BLAYE,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 28 octobre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de SAINT VIVIEN DE BLAYE,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu en sous-préfecture de Blaye le 8 novembre 2011,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 modifié donnant délégation de signature à M. le Sous-préfet de l'arrondissement de Blaye,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de SAINT VIVIEN DE BLAYE tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 28 octobre 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de SAINT VIVIEN DE BLAYE et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

Le Sous-Préfet de Blaye, le Maire de SAINT VIVIEN DE BLAYE, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BLAYE, le 12 JUIN 2012

P/Le Préfet
Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Blaye

Jérôme BURCKEL

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 29 JUIN 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE MARCILLAC

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1978 portant constitution de l'association foncière de remembrement de Marcillac,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 8 février 2012 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de Marcillac,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu en sous-préfecture de Blaye le 20 mars 2012,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 modifié donnant délégation de signature à M. le Sous-préfet de l'arrondissement de Blaye,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de Marcillac tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 8 février 2012 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de Marcillac et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

Le Sous-Préfet de Blaye, le Maire de Marcillac, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BLAYE, le 29 JUIN 2012

P/Le Préfet
Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Blaye

Jérôme BURCKEL

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 2 JUILLET 2012

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIÈRE DE REMEMBREMENT DE LISTRAC DE DUREZE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 octobre 1977 portant constitution de l'association foncière de remembrement de LISTRAC DE DUREZE,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 28 décembre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de LISTRAC DE DUREZE,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu à la DDTM de la Gironde le 3 mars 2012,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de Langon,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de LISTRAC DE DUREZE tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 28 décembre 2011 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de LISTRAC DE DUREZE et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

Le Sous-Préfet de Langon, le Maire de LISTRAC DE DUREZE, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LANGON, le 2 JUILLET 2012

P/Le Préfet
Le Sous-préfet délégué

Frédéric CARRE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER
Service Agriculture, Forêt
et Développement Rural**

Arrêté du 18 Juillet 2012

***ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES NORMES USUELLES ET LES REGLES
RELATIVES AUX BONNES CONDITIONS AGRICOLES ET ENVIRONNEMENTALES
DES TERRES DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE***

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 modifié concernant le soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

Vu le règlement (CE) n° 65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;

Vu le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

Vu le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (dit règlement «OCM unique»);

Vu le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) no 1290/2005, (CE) no 247/2006 et (CE) no 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) no 1782/2003 ;

Vu le règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs ;

Vu le règlement (CE) n° 1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux titres IV et V dudit règlement ;

Vu le règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les sections 4 et 5 du chapitre I^{er} du titre IV du livre III, la section 4 du chapitre V du titre I du livre VI (partie réglementaire) et les articles D.665-17 et D.615-12 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 214.1 à L. 214.6 et L. 214-8 ;

Vu l'arrêté du 26 mars 2004 relatif au report de la date de broyage et de fauchage de la jachère de tous terrains à usage agricole ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 2010 modifié fixant certaines modalités d'application pour la mise en

œuvre de certains régimes de soutien direct en faveur des producteurs dans le cadre de la politique agricole commune (dit « arrêté surfaces ») ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2010 modifié relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer :

ARRETE

Titre 1

Les bonnes conditions agricoles et environnementales

Article 1^{er}

Bande tampon / cours d'eau

Les cours d'eau concernés par la mise en place d'une bande tampon relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales sont définis ainsi qu'il suit pour les déclarations de surfaces valant demande d'aide au titre de la campagne 2012 :

- les cours d'eau représentés par les traits bleu plein sur les cartes les plus récentes éditées au 1/25 000 par l'Institut Géographique National.
- les cours d'eau représentés par les traits bleu pointillés et nommément désignés figurant sur les cartes les plus récentes éditées au 1/25 000 par l'Institut Géographique National.
- dans les cantons et communes figurant en annexe 3, les définitions des points 1 et 2 ci dessus sont remplacées par les documents cartographiés par la Chambre d'Agriculture de la Gironde. Ces documents sont consultables auprès :

*de la Chambre Départementale d'Agriculture de la Gironde - Service agronomie-environnement (17 cours Xavier Arnozan) et ses services décentralisés (ADAR)

*de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Agriculture-Forêt-Développement Rural (cité Administrative-Bordeaux)

Article 2

Bande tampon / couverts autorisés

En application du 2° de l'article 2 de l'arrêté du 13 juillet 2010 susvisé, la liste des espèces herbacées et des dicotylédones autorisées comme bande tampon le long des cours d'eau est en annexe 2.

La liste des espèces considérées comme invasives en application du 1° de l'article 2 de l'arrêté du 13 juillet 2010 modifié figure en annexe 6.

Article 3

Bande tampon / modalités d'entretien

Les bandes tampon respectent les modalités d'entretien précisées par l'article D.615-46 du code rural et de la pêche maritime et l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010.

Outre les règles d'entretien spécifiques aux bandes tampon, celles-ci doivent respecter, le cas échéant, les modalités d'entretien des surfaces sur lesquelles elles sont déclarées.

Exemples :

- Si une bande tampon est sur une parcelle déclarée en jachère faune sauvage, alors elles respectent les conditions d'entretien liées à la jachère faune sauvage.
- Si une bande tampon est sur une parcelle déclarée en prairie, alors elles respectent les conditions d'entretien liées à la prairie.

En application du 3° de l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le broyage et le fauchage des surfaces en bande tampon est interdit sur une période de 40 jours consécutifs du 10 mai au 18 juin. Toutefois, la surface en bande tampon localisée sur des parcelles déclarées en herbe (prairies temporaires, prairies permanentes, estives, landes et parcours) n'est pas concernée par cette interdiction.

En cas de travaux de curage et d'entretien des cours d'eau exécutés en application des articles L 215-14 à L 215-19 du code de l'environnement y compris lorsqu'ils sont réalisés par des collectivités locales dans le cadre d'un programme de travaux déclarés d'utilité publique, le dépôt des matières de curage des cours d'eau est toléré. De même, le dépôt d'embâcles retirés des cours d'eau dans l'attente de leur évacuation est toléré. Il convient que l'exécution de ces travaux reste compatible avec les règles d'entretien des terres.

Article 4

Diversité de l'assolement

En application du second alinéa du 3° de l'article 4 de l'arrêté du 13 juillet 2010 susvisé, l'enfouissement des résidus de récolte est rendu facultatif pour les cultures de maïs grain sur l'ensemble du département afin d'améliorer la gestion de l'avifaune.

En application du 6° de l'article 4 de l'arrêté du 13 juillet 2010 susvisé, les dispositions des arrêtés ci-dessous, relatives à la gestion des résidus de culture ou à l'implantation d'un couvert hivernal en cas de non-respect de la BCAE « diversité des assolements reproduites à l'annexe 4 s'appliquent :

- arrêté du 2/12/2009 pour la zone vulnérable du bassin de la Leyre
- arrêté du 31/12/2009 pour la zone vulnérable Garonne.

Article 5

Règles minimales d'entretien des terres

En application de l'article D.615-50 du code rural et de la pêche maritime, les règles d'entretien des terres sont détaillées à l'annexe 1.

Article 6

Maintien des particularités topographiques

En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, la largeur maximale d'une haie pouvant être retenue comme particularité topographique est fixée à 10 mètres.

En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, la largeur maximale d'une bande tampon pouvant être retenue comme particularité topographique est fixée à 10 mètres.

En application du 2^{ème} alinéa de l'article 7 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le terme « bois » figurant à la liste nationale des éléments pouvant être retenus comme particularité topographique s'entend « bois et forêt ».

En application du 3^o de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, les surfaces en jachère faune sauvage, en jachère fleurie ou en jachère mellifère peuvent être retenues comme éléments topographiques si leurs couverts respectent le cahier des charges repris en annexe 9.

Article 7

BCAE HERBE/ exigences de productivité minimale

En application du premier tiret du 1^o de l'article 9 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le chargement minimal est fixé à 0,2 UGB/HA.

En application du deuxième tiret du 1^o de l'article 9 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le rendement minimal des surfaces de référence en herbe pour les exploitations commercialisant tout ou partie de leur production herbagère est fixée à 1,5 tonnes de foin par ha.

Titre 2

Déclaration de surfaces – Modalités de prise en compte des normes usuelles

Article 8

Eléments de bordures

Les éléments de bordures suivants peuvent, le cas échéant, être définis au titre des normes usuelles. Dans ce cas, ce sont les limites de ces normes usuelles qui sont prises en compte dans la déclaration de surfaces et non les limites maximales retenues au niveau national dans le cadre des éléments topographiques.

Les éléments de bordure suivants pourront éventuellement être inclus dans les surfaces déclarées dans les conditions de largeur telles que résumées dans le tableau ci-dessous :

Définition départementale des largeurs maximales admissibles

Eléments de bordure	Largeur maximale admissible
Fossés	3 mètres largeur moyenne en gueule
Murets	2 mètres
Bords de cours d'eau (<i>autres que les bandes tampon le long des cours d'eau définies en tant qu'élément topographique</i>)	4 mètres

La largeur totale admise en cas de présence de plusieurs éléments de bordure est fixée à 4 mètres.

Peuvent être pris en compte : les passages d'enrouleur pour l'irrigation sur les parcelles irriguées et les dispositions spécifiques liées à la production de semences, ainsi que les tournières dans la limite de 4 mètres.

En cas de dépassement de ces largeurs maximales, la surface totale de l'élément doit être déduite de la surface déclarée.

Article 9
Les surfaces fourragères

Au-delà des éléments de bordure, susvisés, les éléments suivants peuvent être introduits dans les surfaces fourragères :

- les affleurements de rochers dans la limite de 1 are de la surface de l'îlot sur lequel ils sont situés ;
- les bosquets pâturables dans la limite de 10 % de la surface de l'îlot sur lequel ils sont situés (max 15 ares par bosquets)

Les bosquets doivent être en continuité de la prairie, directement accessibles. Ils doivent présenter un couvert herbacé.

- les mares dans la limite de 10% de la surface de l'îlot sur lequel ils sont situés ;
- les trous d'eau dans la limite de 10% de la surface de l'îlot sur lequel ils sont situés ;

En cas de défauts majeurs d'entretien des surfaces fourragères, celles ci ne sont pas admissibles à l'aide découplée. Ces cas de figure sont illustrés par le référentiel photographique en annexe 8-3.

Titre 3
Dispositions finales

Article 10

L'arrêté préfectoral du 8 juillet 2011 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de la Gironde est abrogé.

La convention départementale jachère environnement et faune sauvage 2006 et son avenant 2007 sont abrogés.

Article 11

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les communes du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 Juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général par intérim,

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

Règles minimum d'entretien des terres

A. Les terres en production

1°) Toutes les surfaces mises en culture, y compris les surfaces en herbe, doivent présenter une densité conforme aux pratiques locales pour permettre un couvert uniforme et suffisamment couvrant et être entretenues conformément aux normes locales.

2°) Les surfaces plantées en verger de fruits à coque, en tabac, en houblon, en pommes de terre féculières et en semences doivent être entretenues selon les dispositions communautaires ou, en l'absence de règles établies, selon les bonnes pratiques locales. Ces règles sont également applicables aux surfaces pour lesquelles les aides couplées ne sont pas sollicitées.

3°) Les surfaces implantées en tomates destinées à la transformation doivent faire l'objet de pratiques culturales qui permettent d'assurer, dans de bonnes conditions agro-climatiques, une densité de 12 000 pieds par hectare et une croissance normale de la culture jusqu'au début de la floraison.

4°) Les surfaces plantées en vergers de prunes d'Ente, de pêches Pavie et de poires Williams ou Rocha destinées à la transformation doivent respecter les règles concernant

- la taille des arbres durant l'hiver précédent : les pousses de l'année sont longues d'au moins 10 cm sur au moins 80% des arbres, sauf circonstances exceptionnelles (dommages de grêles antérieures) ;
- l'entretien : ronces âgées de plus d'un an, repousses d'au moins deux ans au pied et lierre ayant atteint la floraison sur au moins 10% des arbres.

5°) Les surfaces plantées en vignes devront respecter les conditions d'entretien suivantes

- taille une fois par an, au plus tard le 15 mai, conformément au cahier des charges de l'appellation ;

Sur les terres qui restent agricoles après arrachage des vignobles, l'implantation, dans les meilleurs délais en fonction des conditions climatiques, d'un nouveau couvert végétal et le respect des règles d'entretien existantes s'impose.

7°) Pour les cultures pérennes ligneuses et ligno-cellulosiques destinées à la production de biomasse non-alimentaire :

- l'utilisation de paillages non bio-dégradables lors de la plantation est interdite.

B. Les surfaces gelées ou retirées de la production

a. Les sols nus sont interdits, à l'exception des périmètres de semences, ou pour des raisons de lutte collective ou de lutte contre l'incendie.

b. Un couvert doit être implanté au plus tard le 1^{er} mai pour éviter l'infestation par les graines d'adventices et protéger les sols pendant les périodes de pluies.

c. Les repousses de cultures sont acceptées, à l'exception des repousses de plantes peu couvrantes : le maïs, le tournesol, la betterave, cultures légumières...

d. Les espèces à implanter autorisées sont :
brome cathartique, brome sitchensis, cresson alénois, dactyle, fétuque des prés, fétuque

élevée, fétuque ovine, fétuque rouge, fléole des prés, gesse commune, lotier corniculé, lupin blanc amer, mélilot, minette, moha, moutarde blanche, navette fourragère, pâturin commun, phacélie, radis fourrager, ray-grass anglais, ray-grass hybride, ray-grass italien, sainfoin, serradelle, trèfle d'Alexandrie, trèfle de Perse, trèfle incarnat, trèfle blanc, trèfle violet, trèfle hybride, trèfle souterrain, vesce commune, vesce velue, vesce de Cerdagne.

- Le mélange de ces espèces, entre elles seules, est également autorisé.

Tout autre mélange relève du cahier des charges des contrats « gel environnement et faune sauvage ».

- En cas de gel pluriannuel, il est recommandé d'utiliser les seules espèces suivantes : dactyle, fétuque des prés, fétuque élevée, fétuque ovine, fétuque rouge, fléole des prés, lotier corniculé, mélilot, minette, moha, pâturin commun, ray-grass anglais, ray-grass hybride, ray-grass italien, serradelle, trèfle d'Alexandrie, trèfle de Perse, trèfle incarnat, trèfle blanc, trèfle violet, trèfle hybride.

- Certaines des espèces autorisées nécessitent les précautions d'emploi recommandées suivantes :

- *Brome cathartique* : éviter montée à graines

- *Brome sitchensis* : éviter montée à graines

- *Cresson alénois* : cycle très court, éviter rotation des crucifères

- *Fétuque ovine* : installation lente

- *Navette fourragère* ; éviter l'emploi dans des parcelles à proximité ou destinées à des productions de betteraves (multiplication des nématodes)

- *Pâturin commun* : installation lente

- *Ray-grass italien* : éviter montée à graines

- *Serradelle* : sensible au froid, réservée sol sableux

- *Trèfle souterrain* : sensible au froid, re-semis spontané important, à réserver aux sols acides à neutres.

e. La fertilisation des surfaces en jachère est interdite sauf en cas d'implantation d'un couvert (dans la limite de 50 unités d'azote par ha).

f. L'entretien des surfaces en gel est assuré par le fauchage et le broyage, sous réserve d'une période d'interdiction de ces deux pratiques pendant 40 jours consécutifs du 10 mai au 18 juin.

g. L'utilisation de produits phytosanitaires doit être limitée.

- L'emploi de produits phytosanitaires doit permettre d'éviter la montée en graines des espèces indésirables suivantes : chardon (*cirsium arvensis*), grande oseille, (*rumex acetosa*), datura et le développement de ligneux, et de lutter contre les organismes, qui présentent un risque de destruction totale du couvert végétal.

- L'emploi de produits phytosanitaires doit respecter les prescriptions mentionnées à l'annexe 5.

h. Le couvert doit rester en place jusqu'au 31 août au moins.

- Toute destruction partielle de la couverture végétale (par les herbicides autorisés dont en particulier les limiteurs de la pousse et de la fructification, ou par façons superficielles) du couvert végétal n'est autorisée qu'aux conditions suivantes :

- cette destruction ne peut intervenir au plus tôt qu'après le 15 juillet,

- elle doit rester partielle, des traces de la couverture végétale détruite doivent subsister en surface .

- Toute intervention sur une parcelle en gel en vue du semis de colza ou de prairie est autorisée à condition :

- qu'elle soit réalisée au plus tôt à la date du 15 juillet ;

- que la direction départementale des territoires et de la mer du département où se trouve le siège d'exploitation en ait été informée par courrier dans les 10 jours précédant l'intervention et qu'elle n'ait pas émis d'avis négatif sur l'intervention.

C. Les surfaces en herbe (prairies temporaires, pâturages permanents, parcours, estives et landes)

Les règles d'entretien des surfaces en herbe sont les suivantes :

- entretien par pâturage ou fauchage au moins une fois par an. Le pâturage doit être accompagné d'un broyage des refus au moins une fois par an.

- en zone humide, les joncs doivent être broyés au moins une fois par an.

Le référentiel photographique en annexe 8 illustre les conditions d'entretien estimées comme satisfaisantes (annexe 8-1), insuffisantes (annexe 8-2) et très insuffisantes (annexe 8-3).

D. Les terres boisées aidées au titre de l'aide au boisement des terres agricoles ou des paiements sylvo-environnementaux.

Absence de végétation ligneuse significativement concurrente de l'essence plantée.

Annexe 2

Liste des espèces herbacées et/ou des dicotylédones autorisées pour le couvert des bandes tampons

La liste des espèces autorisées pour la bande tampon est la suivante :

1. brome cathartique, brome sitchensis, dactyle, fétuque des Prés, fétuque élevée ,fétuque rouge, fléole des prés, lotier corniculé, minette, luzerne, ray grass anglais, ray grass hybride, sainfoin, trèfle blanc ;
2. les dicotylédones de la liste suivante : achillée millefeuille, berce commune, cardère, carotte sauvage, centaurée des près centaurée scabieuse, chicorée sauvage, cirse laineux, grande marguerite, léontodon variable, mauve musquée, origan, radis fourrager, tanaïsie vulgaire, vipérine, vulnéraire ;
3. les espèces annuelles suivantes sont autorisées à titre exceptionnel fétuque ovine, gesse commune,pâturin, trèfle d'Alexandrie,trèfle incarnat,trèfle de Perse et trèfle violet.

Sont également retenus comme couverts autorisés sur les bandes tampons, les couverts des jachères faune sauvage, jachère fleurie et jachère mellifère décrits en annexe 9.

Annexe 3

Cantons et Communes avec cartographie complémentaire des cours d'eau nécessitant une bande tampon au titre des BCAE

Liste des cantons et communes dont les cours d'eau sont identifiés sur des documents cartographiés par la Chambre Départementale d'Agriculture :

cantons de St VIVIEN DU MEDOC

 LESPARRE

 PAUILLAC

 SAINT-LAURENT DU MEDOC

 CASTELNAU

 AUDENGE

 ARCACHON

 BELIN-BELIET

 BLANQUEFORT

 SAINT-MEDARD EN JALLES

 MERIGNAC

 VILLANDRAUT

 LA TESTE DU BUCH

 SAINT-SYMPHORIEN

 SAINT-CIERS SUR GIRONDE

 BLAYE

 LORMONT

 CARBON-BLANC

communes de SAUCATS

 CESTAS

 CAPTIEUX

CUBZAC LES PONTS
SAINT ROMAIN LA VIRVEE
ASQUES
CADILLAC EN FRONSADAIS
LUGON ET L'ILE DU CARNAY
SAINT-GERMAIN LA RIVIERE
LA RIVIERE
SAINT MICHEL DE FRONSAC
FRONSAC
IZON
VAYRES
ARVEYRES
GENISSAC
MOULON
SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC
STE-FLORENCE
SAINT-PEY-DE-CASTETS
CIVRAC-SUR-DORDOGNE
SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS

Annexe 4

Dispositions existantes applicables à la mesure « diversité de l'assolement »

Les mesures de la directive « Nitrates » (voir arrêtés préfectoraux ci-dessous), des plans de prévention des risques d'inondation ou des zones Natura 2000 prévalent sur la gestion des résidus de culture ou l'implantation d'un couvert hivernal en cas de non-respect de la BCAE « diversité des assolements- 2^{ème} alinéa du point 4° de l'article 4 de l'arrêté national

Arrêté préfectoral du 2/12/2009 Zone Vulnérable de la Leyre

Article 4.5 Gestion adaptée des sols :

① Couverture des sols : - obligation d'avoir sur toutes les parcelles situées en zone vulnérable pendant la période inter-culture une couverture des sols, l'objectif étant d'atteindre par exploitation une couverture de 80% des surfaces cultivées en 2010, 90 % en 2011 et 100% en 2012.

On entend par couverture des sols :

- les cultures d'hiver,
- les cultures présentes entre 2 cultures successives et implantées en vue d'absorber de l'azote, dites cultures intermédiaires piège à nitrates (CIPAN),
- les repousses de colza,
- les cultures dérobées,
- le mulching.

Les repousses de colza doivent impérativement être utilisées après les cultures de colza suivies de céréales d'hiver.

Les couvertures des sols doivent être impérativement mises en place avant toute culture de printemps. Toutefois, dans les successions de cultures de maïs grain, tournesol, sorgho suivies d'une culture de printemps, la couverture des sols peut être remplacée par un broyage fin des cannes suivi d'un enfouissement superficiel.

Les CIPAN doivent être implantées rapidement après la récolte et au plus tard au 10 septembre, après toutes les cultures récoltées en juillet et août. Les CIPAN ne peuvent être détruites avant 2,5 mois après leur implantation sauf dans le cas de la mise en place de certaines cultures légumières dont le semis est plus précoce. La destruction des CIPAN par des moyens mécaniques est privilégiée (broyage, travail du sol ou gel).

② Il est recommandé de conserver les prairies permanentes. Les zones humides et les lagunes doivent être préservées.

③ Drainage.

Toutes les techniques permettant de récupérer ou de recycler les eaux de drainages en période d'irrigation sont également à privilégier.

Arrêté préfectoral du 31/12/2009 zone vulnérable bassin de la Garonne

Article 4.5 Gestion adaptée des sols :

① Couverture des sols : - obligation d'avoir sur toutes les parcelles situées en zone vulnérable, pendant la période d'interculture, une couverture des sols.

On entend par couverture des sols :

- les cultures d'hiver,
- les cultures présentes entre 2 cultures successives et implantées en vue d'absorber de l'azote, dites cultures intermédiaires piège à nitrates (CIPAN),
- les repousses de colza,
- les cultures dérobées,
- le mulching (voir précisions ci-dessous).

Les repousses de colza doivent impérativement être conservées jusqu'au travail du sol permettant l'implantation de la culture d'hiver ou avant les labours d'automne. En tout état de cause, les repousses doivent être conservées au moins 2 mois.

Les couvertures des sols doivent être impérativement mises en place avant toute culture de printemps. L'objectif global est d'atteindre sur la zone vulnérable une couverture de 80% des surfaces cultivées en 2010-2011, 90% en 2011-2012 et 100% fin 2012. Le contrôle des couvertures des sols à l'échelle de l'exploitation sera effectif en 2012. Toutefois, dans les successions de cultures de maïs grain, tournesol, sorgho, suivies d'une culture de printemps, la couverture des sols peut être remplacée par un mulching qui consiste à un broyage fin des cannes suivi d'un enfouissement superficiel ou profond (labour).

Les CIPAN doivent être implantées rapidement après la récolte et au plus tard au 10 septembre, après toutes les cultures récoltées en juillet et août. Les CIPAN ne peuvent être détruites avant 2 mois de végétation. Les dates d'implantation et de destruction des CIPAN doivent être enregistrées sur le cahier d'épandage. La destruction mécanique des CIPAN est préférable.

Déroptions possibles :

- à la mise en place de couverture des sols :
 - . dans le cas des récoltes tardives de maïs ensilage (postérieure au 10 septembre) l'absence de couverture des sols est tolérée jusqu'en 2011,
 - . sur les parcelles de vigne, vergers et maraîchage,
 - . sur les parcelles nécessitant des travaux du sol spécifiques en vue de l'implantation de cultures porte-graines.
- à la mise en place de CIPAN :
 - . sur les sols argileux (pourcentage d'argile >22.5) la mise en place d'une CIPAN n'est pas obligatoire. Dans ce cas, l'exploitant devra réaliser en fin de saison culturale un bilan azoté à partir des mesures de reliquat d'azote sortie d'hiver. L'exploitant peut s'appuyer sur les mesures de reliquat d'azote sortie d'hiver réalisées par les chambres d'agriculture de Gironde et Lot-et-Garonne. En cas de litige sur la teneur en argile, une analyse de sol devra être fournie par l'exploitant, à ses frais, pour chaque ensemble d'îlots homogènes.
 - . sur les parcelles ou des stratégies de lutte contre les adventices recourent à l'utilisation de moyens mécaniques (alternance de façons culturales et de faux semis) les CIPAN ne sont pas obligatoires.

Un dispositif expérimental est mis en place au regard de ces dérogations : les services de l'Etat caractérisent les surfaces concernées (localisation, types de rotations), et avec les chambres d'agriculture du Lot-et-Garonne et de la Gironde contribuent au développement de références techniques adaptées au contexte local afin de gérer le risque azote pendant l'interculture.

② Les prairies permanentes doivent être conservées dans la mesure du possible, notamment en bordure des cours d'eau.

Annexe 5 :

Herbicides autorisés pour les parcelles gelées ou retirées de la production

L'utilisation d'herbicides sur des parcelles en gel ou retirées de la production ou destinées à l'être doit être la plus réduite possible. Dans la plupart des situations, la présence de mauvaises herbes dans une parcelle en gel ou retirée de la production ne pose pas de problème particulier, en tout cas, beaucoup moins que dans une parcelle en production.

Seuls les risques de gêne importante lors de l'implantation de la parcelle en gel ou retirée de la production, de développement de mauvaises herbes qui pourraient poser problème dans les parcelles avoisinantes ou les cultures suivantes, ou de gêne pour l'implantation de la culture suivante, peuvent justifier un désherbage, sachant que le désherbage chimique n'est qu'un des moyens de lutte utilisables.

Une attention particulière doit être portée aux mauvaises herbes posant des problèmes de santé publique, en particulier l'ambrosie dont la prolifération doit être maîtrisée de façon prioritaire, ou des mauvaises herbes difficiles à contrôler comme le souchet comestible ou *Sycios angulatus*.

Si des herbicides sont utilisés, il faut s'assurer qu'ils sont autorisés pour l'usage considéré.

Les conditions d'utilisation de ces produits figurant notamment sur leurs étiquettes doivent être strictement respectées.

Les autorisations de mise sur le marché des produits sont susceptibles d'évoluer en fonction des décisions prises par le Ministre chargé de l'agriculture. Seules ces décisions délivrées par le Ministère chargé de l'Agriculture font foi.

La liste des produits bénéficiant d'autorisations de mise sur le marché en cours de validité figure sur le site Internet du ministère chargé de l'agriculture : <http://e-phy.agriculture.gouv.fr>. Elle est régulièrement mise à jour.

Les herbicides autorisés sont les suivants :

Implantation et entretien des parcelles gelées ou retirées de la production :

- les herbicides pouvant être employés pour faciliter l'implantation du couvert végétal sont des spécialités commerciales autorisées comme herbicides sélectifs des espèces implantées. Ainsi, les produits utilisables pour l'implantation d'un couvert semé avec du ray-grass doivent bénéficier d'une autorisation d'emploi pour l'usage « ray-grass-désherbage »

Limitation de la pousse et de la fructification :

- l'entretien chimique du couvert semé ou spontané, permettant une limitation de la pousse et de la fructification ne peut être assuré que par les spécialités commerciales autorisées pour les conditions d'homologation spécifiques pour cet emploi sur jachère.

Ainsi, la limitation de la pousse et de la fructification d'un couvert avec de la phacélie doit être faite avec une préparation autorisée pour l'usage « jachère semée 'phacélie' limitation de la pousse et de la fructification ».

Destruction du couvert :

- les produits autorisés pour la destruction des couverts semés ou spontanés doivent être faits avec des spécialités commerciales bénéficiant d'autorisations pour les usages :
 - traitements généraux désherbage en zones cultivées après récolte ;
 - traitements généraux désherbage en zones cultivées avant mise en culture.

Annexe 6 :

Liste des espèces invasives

En application du 1° de l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010 , la liste des espèces considérées comme invasives sont les suivantes :

Espèce (Nom latin)	Espèce (Nom français)	Famille
Acacia dealbata	Mimosa	Fabaceae
Acer negundo	Erable negundo	Aceraceae
Ailanthus altissima	Faux-vernis du Japon	Simaroubaceae
Ambrosia artemisiifolia	Ambroisie à feuilles d'armoise	Asteraceae
Amorpha fruticosa	Faux-indigo	Fabaceae
Aster lanceolatus	Aster américain	Asteraceae
Aster novi-belgii	Aster américain	Asteraceae
Azolla filiculoides	Azolla fausse-fougère	Azollaceae
Baccharis halimifolia	Sénéçon en arbre	Asteraceae
Bidens frondosa	Bident à fruits noirs	Asteraceae
Buddleja davidii	Buddleia du Père David	Buddlejaceae
Campylopus introflexus		Dicranaceae
Carpobrotus edulis	Griffes de sorcières	Aizoaceae
Carpobrotus acinaciformis	Griffes de sorcières	Aizoaceae
Cortaderia selloana	L'herbe de la pampa	Poaceae
Elodea canadensis	Elodée du Canada	Hydrocharitaceae
Elodea nuttallii	Elodée de Nuttall	Hydrocharitaceae
Elodea callitrichoides	Elodée à feuilles allongées	Hydrocharitaceae
Fallopia japonica	Renouée du Japon	Polygonaceae

Fallopia sachalinensis	Renouée de Sakhaline	Polygonaceae
Impatiens glandulifera	Balsamine géante	Balsaminaceae
Impatiens parviflora	Balsamine à petites fleurs	Balsaminaceae
Lagarosiphon major	Lagarosiphon	Hydrocharitaceae
Lemna minuta	Lentille d'eau minuscule	Lemnaceae
Ludwigia peploides	Jussie	Onagraceae
Ludwigia grandiflora	Jussie	Onagraceae
Myriophyllum aquaticum	Myriophylle du Brésil	Haloragaceae
Paspalum dilatatum	Paspale dilaté	Poaceae
Paspalum distichum	Paspale distique	Poaceae
Senecio inaequidens	Séneçon du Cap	Asteraceae
Solidago canadensis	Solidage du Canada	Asteraceae
Solidago gigantea	Solidage glabre	Asteraceae

Source : MULLER S. (coord) 2004 – plantes invasives en France. Museum national d'Histoire naturelle, Paris, 168p. (Patrimoines naturels,62)

Annexe 7 :

Modalités de prise en compte des particularités topographiques

Annexe 3 - Les particularités topographiques et leur valeur de surface équivalente topographique (SET) - ANNEXE III de l'arrêté relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales

Particularités topographiques	Valeur de la surface équivalente topographique (SET)
Prairies permanentes, landes, parcours, alpages, estives situés en zone Natura 2000	1 ha de surfaces herbacées en Natura 2000 = 2 ha de SET
Bandes tampons en bord de cours d'eau ⁸¹ , bandes tampons pérennes enherbées ⁸² situées hors bordure de cours d'eau	1 ha de surface = 2 ha de SET
Jachères fixes (hors gel industriel)	1 ha de jachère = 1 ha de SET
Jachères mellifères ou apicoles	1 ha de surface = 2 ha de SET
Jachères faune sauvage, jachère fleurie	1 ha de surface = 1 ha de SET
Zones herbacées mises en défens et retirées de la production (surfaces herbacées disposées en bandes de 5 à 10 mètres non entretenues ni par fauche ni par pâturage et propices à l'apparition de buissons et ronciers)	1 m de longueur = 100 m ² de SET
Vergers haute-tige	1 ha de vergers haute-tige = 5 ha de SET
Tourbières	1 ha de tourbières = 20 ha de SET
Haies	1 mètre linéaire = 100 m ² de SET
Agroforesterie ⁸³ et alignements d'arbres	1 mètre linéaire = 10 m ² de SET
Arbres isolés	1 arbre = 50 m ² de SET
Lisières de bois, bosquets, arbres en groupe	1 mètre de lisière = 100 m ² de SET
Bordures de champs : bandes végétalisées en couvert spontané ou implanté ⁸⁴ différenciable à l'œil nu de la parcelle cultivée qu'elle borde, d'une largeur de 1 à 5 mètres, située entre deux parcelles, entre une parcelle et un chemin ou encore entre une parcelle et une lisière de forêt	1 ha de surface = 1 ha de SET
Fossés, cours d'eau, béalières, lévadons, trous d'eau, affleurements de rochers	1 mètre linéaire ou de périmètre = 10 m ² de SET
Mares, lavognes	1 mètre de périmètre = 100 m ² de SET
Murets, terrasses à murets, clapas, petit bâti rural traditionnel	1 mètre de murets ou de périmètre = 50 m ² de SET
Certains types de landes, parcours, alpages, estives définies au niveau départemental Certains prairies permanentes définies au niveau départemental (par exemple prairies humides, prairies littorales, etc.)	1 ha de surface herbacée = 1 ha de SET
« Autres milieux », toutes surfaces ne recevant ni intrant (fertilisants et traitements), ni labour depuis au moins 5 ans (par exemple ruines, dolines ruptures de pente...)	1 mètre linéaire = 10 m ² de SET 1 ha de surface = 1 ha de SET

⁸¹ Lorsqu'un chemin est compris dans la bande tampon, seule la surface végétalisée est retenue pour le calcul.

⁸² Comme pour les bandes tampons le long des cours d'eau, les implantations de miscanthus et, de manière générale, d'espèces invasives sont interdites.

⁸³ Agroforesterie : alignements d'arbres au sein de la parcelle agricole

⁸⁴ Comme pour les bandes tampons, les implantations de miscanthus et, de manière générale, d'espèces invasives sont interdites. Une bordure de champs ne peut pas être une culture valorisée commercialement.

Annexe 5 - Définitions illustrées des éléments topographiques

La HAIE

1 mètre linéaire = 100 m² de SET

La largeur maximale :

- sera fixée par arrêté préfectoral
- ne pourra être supérieure à 10 mètres

Ses modalités d'entretien :

- seront fixées par arrêté préfectoral

Précisions :

- La haie ne peut pas être formée que d'arbres de hauts jets. Dans cette hypothèse, c'est un alignement d'arbres. Pour que cet alignement d'arbres puisse être considéré comme une haie, il faut qu'il soit complété par des arbustes buissonnants
- Comment est comptabilisée une haie qui sépare deux parcelles ?
 - ❑ si un seul exploitant déclare les 2 parcelles, la haie n'est comptabilisée qu'une seule fois au titre des particularités topographiques,
 - ❑ si la haie sépare deux parcelles exploitées par deux agriculteurs distincts, et que chacun assure la maîtrise de la partie joignante de sa parcelle, alors la haie peut être comptabilisée au titre des particularités topographiques pour les deux exploitants

Le verger haute-tige

1 ha de vergers haute-tige = 5 ha de SET

Définition :

Le verger haute-tige est une prairie avec des animaux et sur laquelle il y a une activité arboricole.

Précisions :

- Le verger haute-tige a un coefficient de conversion élevé (1 ha correspond à 5 ha de SET) car il présente un intérêt environnemental bien défini :
 - ❑ production fruitière à faible intrant,
 - ❑ prairie
 - ❑ présence d'animaux.
- Le verger haute-tige a une densité de 30 à 100 arbres par hectare
- Une surface implantée en chênes truffiers n'est pas un verger haute tige.

La bordure de champ

1 ha de surface = 1 ha de SET

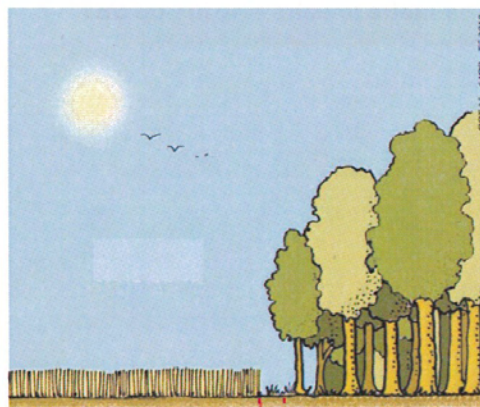
Définition :

C'est une bande végétalisée en couvert spontané ou implanté différentiable à l'œil nu de la parcelle cultivée qu'elle borde, d'une largeur de 1 à 5 mètres, située entre deux parcelles, entre une parcelle et un chemin ou encore entre une parcelle et une lisière de forêt.

Précisions :

- une bordure de champs ne peut pas être une culture valorisée commercialement,
- les implantations de miscanthus et les espèces invasives sont interdites.
- La bordure de champ se distingue de la bande tampon :

	Bande tampon	Bordure de champ
Largeur	au moins égale à 5 mètres	entre 1 et 5 mètres
Couvert	herbacé, arbustif ou arboré / permanent et suffisamment couvrant	Simple repousses / suffisamment couvrant
Entretien	Seul un travail superficiel du sol est admis	Labour autorisé



bordure de champ

L'arbre isolé

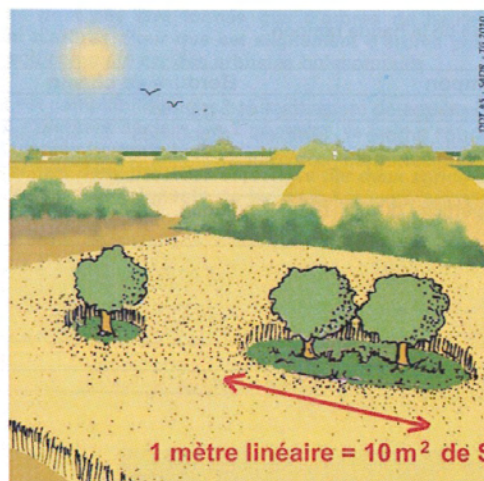
1 arbre = 50 m² de SET

Précisions :

- Les arbres morts ne peuvent être acceptés au titre de particularité topographique

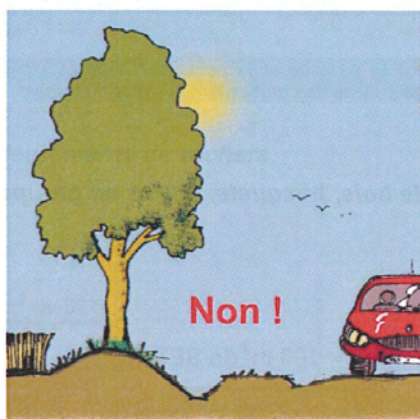
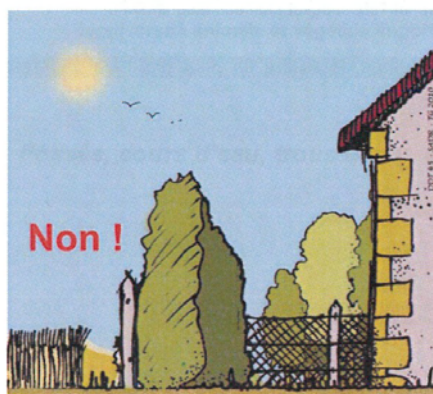
Arbres, alignements d'arbres

1 arbre
=
50 m²
de SET



1 mètre linéaire = 10 m² de SET

**L'exploitant ne doit prendre en compte
que les particularités topographiques dont il a la maîtrise...**



Attention en ce qui concerne les particularités topographiques propriétés de particuliers, collectivités...

Lisières de bois, bosquets, arbres en groupe

1 mètre de lisière = 100 m² de SET

Définition :

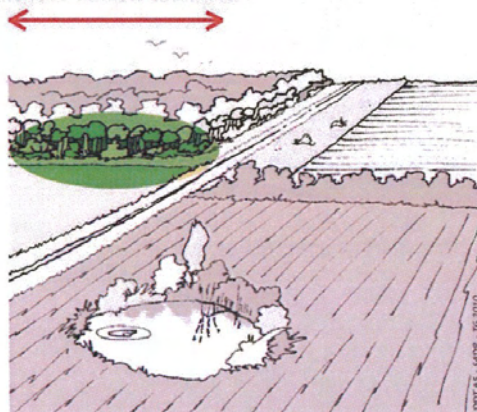
- Les arbres en groupes ou les bosquets sont des regroupements arborés et/ou arbustifs, la plupart du temps naturel ou implantés sans ordre
- La lisière de bois constitue le linéaire de séparation entre une parcelle agricole et un bois.

Précision

- Lorsque la parcelle et le bois sont séparés par un chemin, la lisière ne peut pas être prise en compte au titre des particularités topographiques.

Lisières de bois, bosquets, arbres en groupe

1 ml = 100 m² de SET

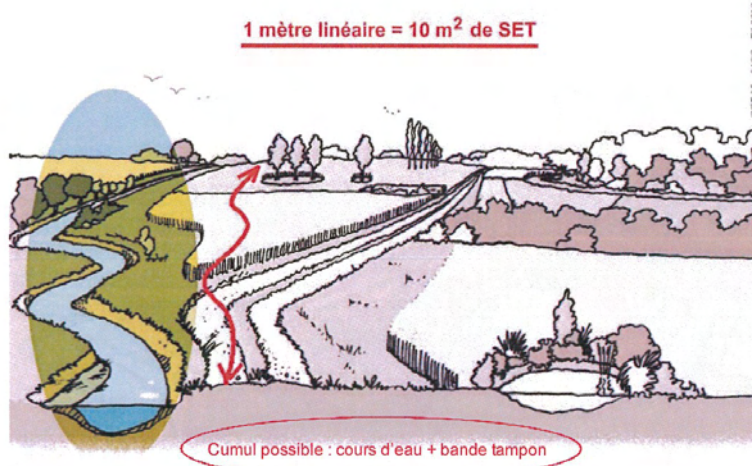


Fossés, cours d'eau, béaliers, lévadons, trous d'eau, affleurements de rochers
1 mètre linéaire ou de périmètre = 10 m² de SET

Précisions :

- les fossés de drainage sont assimilés à des fossés mais doivent être correctement entretenus
- le trou d'eau se distingue de la mare qui est un éco-système complexe et comporte une biodiversité animale et végétale importante

Fossés, cours d'eau, trous d'eau, affleurements de rochers



Mares, lavognes

1 mètre de périmètre = 100 m² de SET

Définition :

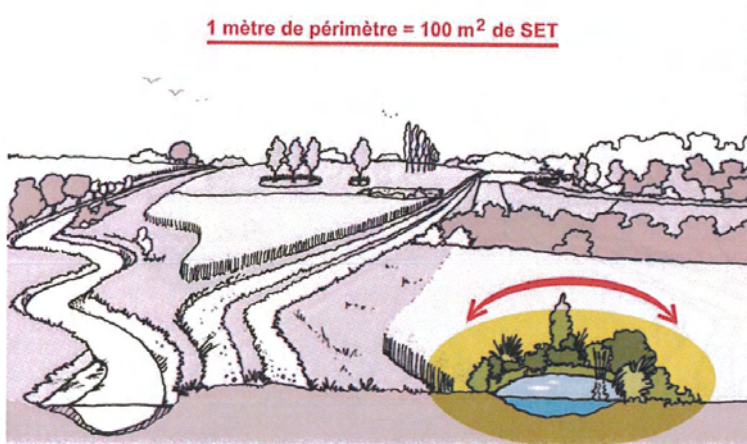
La mare constitue un éco-système complexe et comporte une biodiversité animale et végétale importante.

Précision :

L'étang peut être assimilé à une mare, mais l'agriculteur devra en avoir la maîtrise.

Mares

1 mètre de périmètre = 100 m² de SET



Zones herbacées mises en défens et retirées de la production

1 m de longueur = 100 m² de SET

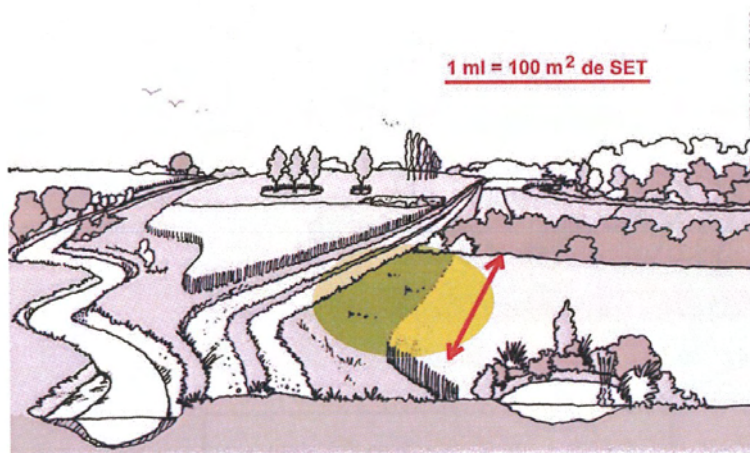
Définition :

Les zones herbacées mises en défens sont des surfaces herbacées disposées en bandes de 5 à 10 mètres non entretenues ni par fauche ni par pâturage et propices à l'apparition de buissons et ronciers. Ces zones doivent être retirées de la production

Précision :

- les ronciers le long d'un fossé (sous réserve du respect de largeur) sont considérés comme des zones herbacées mis en défens et retirées de la production.

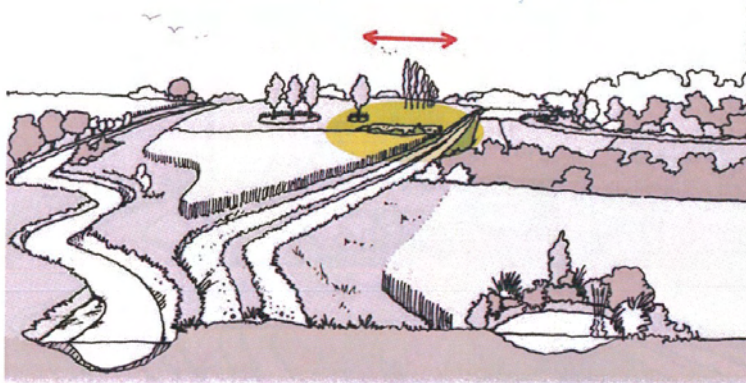
Zones herbacées mises en défens (bandes de 5 à 10 m de large)



Murets, terrasses à murets, clapas, petit bâti rural traditionnel
1 mètre de murets ou de périmètre = 50 m² de SET

Murets, petit bâti rural traditionnel

1 mètre de murets ou de périmètre = 50 m² de SET



L'agroforesterie et l'alignement d'arbres

1 mètre linéaire = 10 m² de SET

Définition :

L'alignement d'arbre est composé d'une ou deux rangées d'arbres de haut-jet plantés en ligne (brise vent, bordure de chemin).

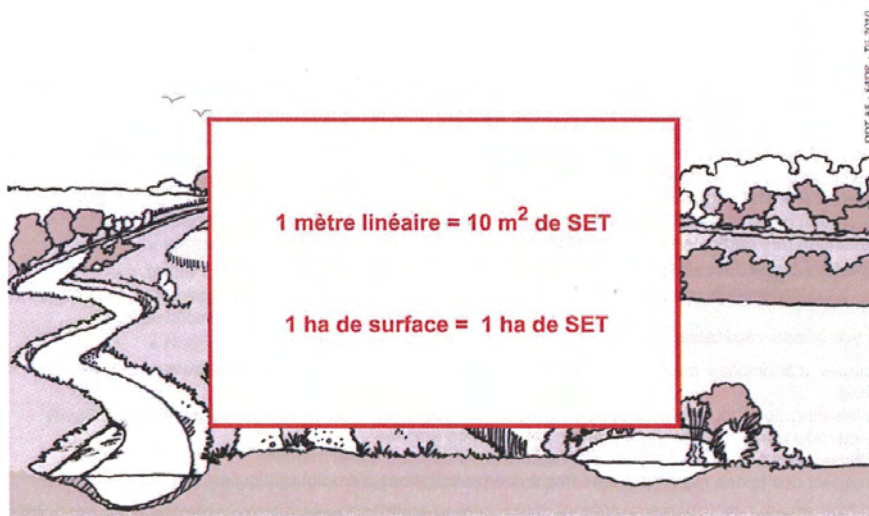
Précisions :

- L'alignement d'arbres ne doit pas être confondue avec les arbres en groupes ou les bosquets qui sont des regroupements arborés et/ou arbustifs, la plupart du temps naturel ou implantés sans ordre et sans valorisation de l'herbe ou sans culture associée.
- Une peupleraie ou un verger ne sont ni la somme de plusieurs alignements ni un regroupement d'arbres et ne peuvent être comptabilisés comme particularités topographiques

Autres milieux

1 mètre de murets ou de périmètre = 50 m² de SET

Autres milieux (exemple : ruines)



Toutes surfaces ne recevant ni intrant (fertilisants et traitements), ni labour depuis au moins 5 ans

Annexe 8 :

Référentiel photographique d'entretien des surfaces fourragères

Annexe 8-1 : SF admissibles





Annexe 8-2 : SF avec problèmes d'entretien



Annexe 8-3 : SF non admissibles





Annexe 9

liste des couverts autorisés et règles d'entretien des jachères faune sauvage, jachère fleurie et jachère mellifère.

1)Les couverts autorisés au titre des jachères faune sauvage sont les suivants :

***contrat classique**

Trèfle violet
Trèfle incarnat
Sainfoin
Lotier corniculé
Vesce commune
Ray grass d'Italie
Ray grass anglais
Ray grass hybride
Radis fourrager
Moha
Sarrazin fourrager
Moutarde blanche

Ce couvert doit être implanté avant le 1er mai et maintenu jusqu'au 31 août. Il ne doit pas faire l'objet d'entretien mécanique entre le 1er avril et le 31 août. Un broyage à l'automne est recommandé

***contrat adapté**

L'implantation de ces cultures, si elles comportent du maïs ou de la moutarde, doit tenir compte de la proximité de zones de production de semences correspondantes. (maïs semence, colza semence).

avoine
Sarrazin
Chou fourrager
Mais
Moha
Millet
phacélie
Moutarde
Seigle forestier
Vesce commune
Seigle forestier
Phacélie
Millet
Vesce
Sarrazin

Trèfle
Mais
Sorgho fourrager
Navette
colza
Mais
sorgho
Luzerne (max 2 ha, bande 10-20m)

L'implantation doit être réalisée avant le 31 mai. L'entretien doit avoir lieu jusqu'au 15 janvier suivant.

***jachère couvert pluriannuel**

Dactyle
Mélilot
Ray grass anglais
Sfoin
Luzerne
Fétuque élevée
Fétuque rouge
Fétuque des

près
Lotier corniculé

2) Le couvert autorisé au titre de la jachère fleurie est le suivant :

Centaurée barbeau varié
Centaurée polka dot
Rudbeckia gloriosa daisy
Cosmos sensation varié
Zinia canary bird
Lin rouge
Lavataire
Eschscholtzia varié

3) Jachère mellifère :

Le semis sera réalisé à l'automne (année n-1 de la déclaration PAC) ou au printemps et dans tous les cas avant le 1er mai.

Pour favoriser la floraison automnale, une fauche (ou broyage) après la floraison de printemps est recommandée. Celle ci aura lieu de préférence en dehors de la période d'activité des abeilles (voir note abeille du BSV de la chambre régionale d'agriculture). Il convient de respecter dans tous les cas la période d'interdiction de fauche des jachères, entre le 10 mai et le 18 juin.

Le mélange doit contenir au moins une espèce à choisir parmi les espèces suivantes :

Trèfle violet, trèfle blanc, trèfle hybride, lotier, vesce, pois minette, luzerne, sainfoin, mélilot, vipérine, bourrache, phacélie, lin .

Les graminées citées ci dessous pourront de plus être utilisées en complément, à hauteur maximum de 30% en poids du mélange :

Dactyle, fétuques des près, fétuque élevée, fétuque ovine, fétuque rouge, fléole des près, moha, paturin

commun, ray grass anglais, ray grass hybride, ray grass italien.

Les spécialités commerciales « spéciales jachère apicole ou mellifère » sont autorisées, seules ou en mélange avec les espèces citées ci dessus.

La réglementation générale sur l'utilisation du couvert de la jachère reste applicable aux parcelles concernées par la jachère mellifère, notamment :

Le couvert doit rester en place jusqu'au 31 aout au moins.

Il ne peut faire l'objet ni de valorisation ni d'utilisation (interdiction d'implanter des ruches) jusqu'à la date du 31 Août.

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE du 23 Juillet 2012

ARRETE PREFECTORAL
ORGANISANT LA LUTTE CONTRE
LE CYNIPS DU CHATAIGNIER (*Dryocosmus kuriphilus*)
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la décision de la commission du 27 juin 2006 relative aux mesures provisoires d'urgence destinées à éviter la propagation dans la communauté de l'organisme *Dryocosmus kuriphilus*, et en particulier son article 5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 2010 relatif à la lutte contre le cynips du châtaignier *Dryocosmus kuriphilus* ;

VU l'arrêté ministériel du 24 mai 2006 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2011 organisant la lutte contre le cynips du châtaignier dans le département de la Gironde ;

CONSIDERANT que le *Dryocosmus kuriphilus* (Cynips du châtaignier) pourrait être l'un des insectes les plus destructeurs du châtaignier et capable de réduire significativement la production et la qualité des châtaignes ;

CONSIDERANT que plusieurs foyers de *Dryocosmus kuriphilus* ont été mis en évidence dans 2 départements de la région Aquitaine depuis le 15 avril 2011; et des nouveaux foyers ont été découverts depuis le 1^{er} Juin 2011 et depuis le 1^{er} Juin 2012 ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Communes contaminées et délimitation des zones de lutte :

En Gironde, les communes d'Audenge, de Bazas, de Cenon et de Villenave d'Ornon sont contaminées par le cynips du châtaignier, *Dryocosmus kuriphilus*.

Les zones de lutte comprennent les communes contaminées et les communes situées dans un périmètre de 15 km autour des communes contaminées.

La liste et les cartes des communes concernées sont jointes au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dispositions générales :

Tout mouvement de végétaux ou parties de végétaux de *Castanea mill.* destinés à la plantation autre que les semences et les fruits est interdit à l'intérieur et vers l'extérieur des zones de lutte sur une période de 3 ans sauf dispositions spécifiques prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Cette disposition s'applique à tous détenteurs de végétaux de *Castanea mill.*, qu'ils soient destinés à la production de fruits ou à la plantation.

On entend par mouvement de végétaux ou parties de végétaux destinés à la plantation tels que définis à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 22 Novembre 2010, la mise en circulation de ces végétaux en dehors de leurs parcelles de production ou du lieu de commercialisation.

Le bois écorcé ou non, y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, n'est pas concerné par l'interdiction de circulation.

ARTICLE 3 : Abrogation :

L'arrêté préfectoral organisant la lutte contre le cynips du châtaignier (*Dryocosmus kuriphilus*) dans le département de la Gironde du 8 Juillet 2011 est abrogé.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, les maires, les officiers de la gendarmerie et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général par intérim,

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER**
Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE du 23 Juillet 2012

**ARRETE PREFECTORAL
ORGANISANT LA LUTTE CONTRE
LA MOUCHE DU BROU DE LA NOIX (*Rhagoletis completa* Cresson)
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L251-3 à 252-5 et R 251-1 à 251-21 du Code Rural,

VU l'arrêté ministériel en date du 24 mai 2006 relatif aux exigences des végétaux, produits végétaux et autres objets,

VU l'arrêté ministériel en date du 31 juillet 2000 relatif à la lutte obligatoire contre les ennemies des cultures,

VU l'arrêté ministériel du 05 juin 2009 relatif à l'utilisation de traitements dans le cadre de la lutte contre *rhynchophorus ferrugineus* (Olivier), *Rhagoletis completa* (CRESSON), *Paysandisia archon* et les larves d'*hoplochelus marginalis* et d'*Alissonotum piceum*,

CONSIDERANT que la mouche du brou de la noix représente un réel danger pour la production de noix du département,

SUR PROPOSITION de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt - Service Régional de l'Alimentation,

ARRETE

Chapitre I : définition de périmètre de lutte

ARTICLE PREMIER - Conformément à l'arrêté du 31 juillet 2000, la lutte contre la mouche du brou de la noix (*Rhagoletis completa* Cresson) est obligatoire dans tout le département de la Gironde.

ARTICLE 2 - Sont déclarées en annexe au présent arrêté : d'une part les communes contaminées et d'autre part la zone de lutte obligatoire.

ARTICLE 3 - Lorsqu'un végétal est reconnu contaminé à la suite d'une constatation officielle, la commune d'implantation du végétal, est déclarée nouvellement contaminée. Les mesures de lutte s'appliquent si besoin l'année même de la constatation.

Chapitre II : dispositions relatives aux mesures de surveillance

ARTICLE 4 - Toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui sur un fonds lui appartenant ou cultivé par elle constate la présence de la mouche ou des symptômes correspondants, doit immédiatement en faire la déclaration, soit directement à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt - Service

ARTICLE 5 - Surveillance (suivi des pièges) :

Toute personne physique ou morale, y compris les particuliers et les collectivités locales, est tenue sur les fonds lui appartenant ou cultivés par elle d'autoriser le relevé de pièges posés sur ces parcelles, dans le cadre du plan de lutte ou de surveillance pour détecter les insectes ou leurs symptômes et permettre une lutte appropriée. Cette surveillance comporte des passages réguliers dans les noyers, à raison d'au moins une fois par semaine.

Chapitre III : Modalités de la lutte contre la mouche (*Rhagoletis completa* Cresson)

ARTICLE 6 - Dès lors qu'un individu de *Rhagoletis completa* Cresson est piégé, la lutte contre la mouche du brou est effectuée dans tous les vergers et sur les noyers dans les communes listées aux articles 2 et 3 au moyen des produits phytopharmaceutiques mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 5 juin 2009 susvisé et selon les modalités fixées par la DRAAF SRAL.

Les traitements sont effectués par dérogation à l'obligation de respect d'une zone non traitée visée à l'article 12-I et II de l'arrêté du 12 septembre 2006 susvisé.

Les dates et modalités d'intervention sont définies par la DRAAF SRAL, après concertation avec les organisations professionnelles, et largement diffusées par les services administratifs concernés et les organisations professionnelles dont la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles. Les informations sont disponibles sur le site internet de la DRAAF - SRAL : <http://draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/> Rubrique Protection des animaux et des végétaux, protection des végétaux, luttas obligatoires en Aquitaine, Mouche du Brou.

Les contrôles portant sur la réalisation du traitement insecticide pourront être effectués dans les jours suivants la date d'application recommandée, par les agents habilités en application de l'article L 251.14 du code rural.

ARTICLE 7 - Dans toute commune contaminée, il est interdit de déplacer de la terre agricole issue de parcelles en vergers de noyers, en dehors de la commune pour ne pas propager les pupes contenues dans la terre potentiellement contaminée.

Chapitre IV : Mesures d'exécution

ARTICLE 8 - En cas de carence du propriétaire ou de l'exploitant, les Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles et leur Fédération départementale assureront l'exécution des mesures prises par les agents visés à l'article L 251.18 en vertu de l'article L 251.10 du Code Rural.

Des procès-verbaux constatant les infractions au présent arrêté seront dressés contre les personnes qui s'opposeront à l'exécution des mesures ci-dessus prescrites, en application de l'article L 251.20 du Code Rural.

ARTICLE 9 - Les frais de toute nature (contrôle, exécution des travaux, etc.) induits par le non-respect de ces obligations seront à la charge des contrevenants.

ARTICLE 10 : La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service régional d'alimentation de la DRAAF Aquitaine, le président de la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles de la Gironde, les présidents des groupements de défense contre les organismes nuisibles de la Gironde, les maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département.

Fait à Bordeaux, le 23 juillet 2012
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général par intérim,

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

ANNEXE
à l'arrêté préfectoral organisant la lutte contre
la mouche du brou de la noix (*Rhagoletis completa* Cresson)
dans le département de la Gironde

Liste des communes contaminées et zones de lutte :

- COUBEYRAC
- TOULENNE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction départementale des territoires
et de la mer de Gironde

ARRETE du

24 JUIL. 2012

**COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES DE GIRONDE**

ARRETE MODIFICATIF

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.111-1-2, L.122-3, L.122-7, L.122-13, L.123-3, L.123-6, L.123-9, L.124-2,

Vu le décret 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions à caractère consultatif,

Vu le décret n°2011-189 du 16 février 2011 relatif à la commission départementale de la consommation des espaces agricoles,

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde du 13 septembre 2011 fixant la composition de la commission départementale de consommation des espaces agricoles de Gironde (CDCEA),

Vu la lettre du président de la chambre des notaires de la Gironde du 3 juillet 2012 désignant Maître Marjorie JORDANA-GOUMARD en tant que suppléant pour représenter la chambre départementale des notaires au sein de la CDCEA,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde,

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté du 13 septembre 2011 portant composition de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles de Gironde est modifié comme suit :

- au titre de la Chambre Départementale des Notaires de Gironde,

- Maître Marjorie JORDANA-GOUMARD sera suppléante de Maître Nicolas MAMONTOFF en remplacement de Maître François-Jean COUTANT, pour la durée du mandat restant à courir.

Le reste est sans changement

Article 2 : La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à BORDEAUX, le

le Préfet,

LE PREFET,
Délégué pour la défense et la sécurité

Hubert WEIGEL

24 JUIL. 2012

PREFECTURE DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service Agriculture Forêt
et Développement Rural

ARRETE DU 25 JUILLET 2012

ARRÊTÉ PREFECTORAL APPROUVANT LES STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE ST DENIS DE PILE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment son article 60,

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102,

Vu les dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 1985 portant constitution de l'association foncière de remembrement de ST DENIS DE PILE,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de remembrement en date du 4 juillet 2012 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Vu les statuts de l'association foncière de remembrement de ST DENIS DE PILE,

Vu le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association foncière de remembrement reçu en sous-préfecture de Libourne le 12 juillet 2012,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié donnant délégation de signature à M. le Sous-préfet de l'arrondissement de Libourne,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

ARRETE :

Article 1 :

Les statuts de l'association foncière de remembrement de ST DENIS DE PILE tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 4 juillet 2012 sont approuvés.

Article 2 :

Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, affiché dans la commune de ST DENIS DE PILE et notifié au président de l'association foncière de remembrement à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires.

Article 3 :

Le Sous-Préfet de Libourne, le Maire de ST DENIS DE PILE, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Chambre d'Agriculture, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LIBOURNE, le 25 JUILLET 2012

P/Le Préfet
Le Sous-Préfet de l'arrondissement de
Libourne

Patrick MARTINEZ



Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales

**Le Préfet de la Région Aquitaine
Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

ARRETE

Autorisant la chambre de métiers et de l'artisanat de la Région Aquitaine
à arrêter un dépassement du produit du droit additionnel
à la cotisation foncière des entreprises

LE PREFET DE REGION D'AQUITAINE

VU le code général des impôts, notamment son article 1601 et l'article 321 bis de son annexe II ;

VU le code de l'artisanat, notamment son article 27 ;

VU la convention passée entre l'Etat et la chambre de métiers et de l'artisanat de région Aquitaine en date du 27 mars 2012 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général aux Affaires Régionales de la Préfecture de Région Aquitaine *par intérim*

ARRETE :

Article 1^{er} : La Chambre de métiers et de l'artisanat de région Aquitaine est autorisée à arrêter le produit du droit additionnel à la cotisation foncière des entreprises à 90 % du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers, pour l'exercice 2012.

Article 2 : Le préfet de région d'Aquitaine est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au ministre chargé de l'artisanat, au directeur régional des finances publiques, au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, et au président de la chambre de métiers et de l'artisanat de région Aquitaine.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le... 11 juillet 2012

POUR AMPLIATION

Le Préfet de région




PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU **21 JUIN 2012**

**ARRÊTÉ RÉGIANT D'OFFICE LE BUDGET PRIMITIF 2012
DE LA COMMUNE DE SAUMOS**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1612-1, L.1612-2, L 1612-20 et L 2121-38 ainsi que ses articles R 1612-8, R 1612-16 et R 1612-18 ;

VU le Code des Juridictions Financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L.241-8, L.244-1, L 244-2, R.212-11, R 232-1 et R242 -1 à R 242-3 ;

VU la loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificatives pour 2012, notamment l'article 31 ;

VU le décret n° 2012-255 du 23 février 2012 relatif aux Chambres Régionales des Comptes ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 11 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif principal et annexe 2012 par la commune de Saumos ;

VU l'avis n°2012-0135-01 du 05 juin 2012 par lequel la Chambre Régionale des Comptes invite M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde à régler et à rendre exécutoire le budget primitif et annexe 2012 de la commune de Saumos ;

• **Propositions de règlement du budget primitif principal 2012**

CONSIDERANT que, s'agissant de l'établissement du budget primitif, il convient d'examiner les inscriptions nécessaires, section par section, en dépenses et en recettes ; que les différents crédits proposés sont évalués à partir des crédits votés au budget de l'exercice précédent, de l'état de notification des taux d'impositions des taxes directes locales, des notifications des dotations à la commune ;

CONSIDERANT que les propositions de règlement du budget de la Chambre Régionale des Comptes intègrent toutes les dépenses obligatoires, notamment en matière de charges de personnel, de remboursement de la dette et de charges à caractère général, ainsi que les dépenses nécessitées par l'urgence et la sécurité ; que les crédits correspondant à des dépenses d'investissement non engagées doivent, en revanche, être annulées ;

CONSIDERANT, en ce qui concerne les produits de fonctionnement qu'il convient d'inscrire au chapitre 013 « atténuation de charges », un crédit de 24 900 € correspondant aux remboursements sur rémunérations du personnel (article 6419) et aux remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance (article 6459) ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre budgétaire 70 « produits des services du domaine et ventes diverses » la somme de 4 550 € qui correspond aux évaluations faites par la commune pour l'année 2012 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 73 « impôts et taxes » un crédit de 103 418 € correspondant à la somme des produits fiscaux de l'exercice 2012, le produit des taxes directes locales étant calculé à taux constants, c'est à dire sur la base des taux approuvés par le conseil municipal pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT que les crédits à inscrire au chapitre 74 « dotations, subventions et participations » s'élèvent à 125 997 €, soit l'addition des dotations 2012, des allocations compensatrices figurant sur l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2012 et des attributions et allocations estimées à partir des recettes de l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 75 « autres produits de gestion de la commune » il convient d'inscrire un montant de 71 943 € correspondant aux loyers et autres produits de gestion courante susceptibles d'être reçus, ces autres produits de gestion courante comportant également à l'article 755 « excédent ou déficit des budgets annexes à caractère administratif » le reversement par le budget annexe Bois, à hauteur de 7 143 €, d'une partie de son excédent de fonctionnement de clôture au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT au vu de la conformité du compte administratif 2011 rejeté par le conseil municipal et du compte de gestion, adopté par l'assemblée délibérante, que le résultat de clôture de la section de fonctionnement au 31 décembre 2011, soit 58 642 €, peut être repris à la rubrique R 002 « excédent reporté » ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 389 450€;

CONSIDERANT, en ce qui concerne les charges de fonctionnement, qu'aux chapitres globalisés 011 « charges à caractère général » et 012 « charges de personnel et frais assimilés », il y a lieu d'inscrire respectivement 100 837 € et 124 101 € ; que les crédits de dépense résultant de la prise en compte de l'exécution du budget 2011 et des crédits consommés au 16 mai 2012 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » la somme de 136 130 €, ce qui inclut notamment, au vu des notifications et données détenues par la commune, 112 585 € de contingents et participations obligatoires (article 655) ;

CONSIDERANT au vu du tableau d'amortissement de l'encours de la dette à long terme, corroboré par les données détenues par le receveur municipal, qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 66 « charges financières » la somme de 10 577€ ;

CONSIDERANT qu'un crédit de 17 805 € peut être inscrit à la rubrique 022 « dépenses imprévues » ; que ce crédit de dépense représente 4,8 % des dépenses réelles prévisionnelles de la section de fonctionnement, ce qui est conforme aux dispositions de l'article L 2322-1 du code général des collectivités territoriales aux termes desquelles un tel crédit ne peut être supérieur à 7,5 % de ces dépenses réelles ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 389 450 € sans qu'il soit nécessaire de prévoir un virement à la section d'investissement ;

CONSIDERANT en ce qui concerne la section d'investissement, que les dépenses réelles et les recettes réelles telles que figurant dans l'avis de la Chambre Régionale des Comptes doivent être prises en compte,

CONSIDERANT en ce qui concerne les recettes d'investissement, qu'après vérification notamment de la déclaration de la TVA remboursable présentée par la commune au fonds de compensation de la TVA, un crédit de recette d'un montant de 5 727 € peut être inscrit au chapitre 10 « dotations et fonds propres » ;

CONSIDERANT qu'en vertu du principe de neutralité qu'implique la non-adoption du budget primitif par le conseil municipal, il conviendra de supprimer des prévisions de dépenses réelles d'équipement non engagées inscrites dans le projet de budget ; que cette suppression limite de ce fait les prévisions de recettes concernant les subventions d'équipement à 4 751 € au titre de l'opération n°10002 « rénovation de la toiture de la salle des fêtes » et à 12 000 € au titre de l'opération n°10003 « aménagement routier » ; que c'est donc au total un crédit de 16 751 € qui peut être inscrit au chapitre 13 « subventions d'équipement » ;

CONSIDERANT que le projet de budget rejeté par le conseil municipal comportait une prévision de recette de 166 187 € au chapitre 16 « emprunts » ; que cette prévision de recette qui ne correspond pas à ce jour à un emprunt contracté, devait financer le remboursement anticipé d'un emprunt de 260 000 € contracté en 2011 ; que l'article L 1612-4 du CGCT interdit le financement d'une annuité en capital par l'emprunt, les prévisions de recettes à inscrire au chapitre 16 doivent être ramenées à zéro ;

CONSIDERANT au vu de la conformité du compte administratif 2011 rejeté par le conseil municipal et du compte de gestion que le résultat de clôture de la section de fonctionnement au 31 décembre 2011, soit 234 243 €, peut être repris à la rubrique R001 « excédent reporté » ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des recettes d'investissement s'élève à 256 721 € ;

CONSIDERANT qu'en ce qui concerne les dépenses d'investissement, que le projet de budget rejeté par le conseil municipal prévoyait au chapitre 16 « emprunts » un crédit de dépense de 260 000 € afin de rembourser de manière anticipée un emprunt contracté en 2011 ; que le contrat d'emprunt prévoit un remboursement différé de ce capital jusqu'en 2013 qui en constitue ainsi l'année d'exigibilité ; que le remboursement anticipé prévu en 2012 dans le projet de budget est pour l'essentiel financé par des ressources propres de la section d'investissement, mais par le projet de souscription d'un autre emprunt ; qu'il n'est pas établi que ces prévisions de dépense et de recette relèvent d'une renégociation envisagée de la dette à long terme et qu'aucune démarche n'a été accomplie en ce sens ; qu'en vertu des dispositions précitées de l'article L 1612-4 du CGCT prohibant le financement de l'annuité en capital par l'emprunt, la prévision de dépense de 260 000 € doit être ramenée à zéro ;

CONSIDERANT que les crédits de dépense du chapitre 16 doivent être inscrits à hauteur de 4 109 € afin de couvrir les annuités de remboursement en capital prévues par le tableau d'amortissement corroboré par les données retenues par le receveur municipal ;

CONSIDERANT qu'un crédit de 1 669 € doit être inscrit au chapitre 20 « immobilisations incorporelles » ;

CONSIDERANT que le principe de neutralité qu'implique le rejet du budget par le conseil municipal nécessite la suppression des dépenses d'équipement non engagées ; que ne peut donc pas être prévu au chapitre 21 « immobilisations corporelles » qu'un crédit de dépense de 140 416 € correspondant à l'opération n°10003 « aménagement routier » actuellement en cours de réalisation, qui était déjà engagée au 1er janvier 2012 et ainsi aurait dû figurer comme reste à réaliser en dépense à la clôture de l'exercice 2011 dans le compte administratif ;

CONSIDERANT qu'un crédit de 11 000 € peut être inscrit à la rubrique 020 « dépenses imprévues » ; que ce crédit de dépense représente 7,5% des dépenses réelles prévisionnelles de la section d'investissement, conformément à l'article L 2322-1 du CGCT selon lequel un tel crédit ne peut être supérieur à 7,5 % de ces dépenses réelles ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses d'investissement s'élèvent à 157 194 € ;

CONSIDERANT que l'annuité en capital de la dette à long terme de la commune s'élève en 2012 à 4 109 € ; qu'au regard de cette somme les ressources propres de la section d'investissement s'élèvent à 5 727 € au chapitre 10 « dotations et fonds propres » ; que les dispositions de l'article L 1612-4 du CGCT sont donc respectées ;

CONSIDERANT que la section de fonctionnement s'équilibre en recettes et en dépenses à 389 450 € ;

CONSIDERANT que les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 157 194 € et les recettes à 256 721 € ; que la section d'investissement présente un excédent de 99 527 € qui reste conforme aux dispositions de l'article L 1612-17 du CGCT aux termes duquel n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget de la commune dont la section d'investissement comporte un excédent ;

- Propositions de règlement du budget primitif annexe du Bois 2012

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 70 « produits des services du domaine et ventes diverses » une prévision de recette de 122 000 € compte tenu des produits mis en recouvrement à hauteur de 55 770 € au 16 mai 2012, du produit de 115 460 € encaissé à ce titre en 2011 et des prévisions de coupes envisagées pour les besoins du présent budget ;

CONSIDERANT au vu de la conformité du compte administratif 2011 rejeté par le conseil municipal et du compte de gestion adopté par l'assemblée délibérante que le résultat de clôture de la section de fonctionnement au 31 décembre 2011, soit 138 246 € peut être repris à la rubrique R002 « excédent reporté » ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les recettes d'investissement s'élèvent à 260 246 € ;

CONSIDERANT qu'en ce qui concerne les charges de fonctionnement , qu'aux chapitres globalisés 011 « charges à caractère général » et 012 « charges de personnel et frais assimilés », il y a lieu d'inscrire respectivement 90 820€ et 61 800 € ; que lesdites sommes résultent de la prise en compte de l'exécution du budget 2011 et de l'analyse des crédits consommés au 16 mai 2012 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » la somme de 8 143 €, cette somme comportant notamment à l'article 6522 « reversement de l'excédent des budgets annexes à caractère administratif au budget principal » un crédit de dépense de 7 143 € correspondant au crédit de recette de 7 143 € inscrit en contrepartie dans la proposition de budget primitif principal à l'article 755 « excédent ou déficit des budgets annexes à caractère administratif » ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 67 « charges exceptionnelles » un crédit de dépense de 96 983 € représentant les annulations de titres de recettes émis en 2010 en vue du recouvrement d'une subvention attendue de l'Etat mais qui a été versée à l'Office National des Forêts ;

CONSIDERANT qu'un crédit de 2 500 € peut être inscrit à la rubrique 022 « dépenses imprévues » ; que ce crédit de dépense représente 1% des dépenses réelles prévisionnelles de la section de fonctionnement, ce qui est conforme aux dispositions de l'article L 2322-1 du CGCT selon lequel un tel crédit ne peut être supérieur à 7,5 % de ces dépenses réelles ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 260 246 € ;

CONSIDERANT que la section de fonctionnement qui constitue l'unique section du budget primitif Bois s'équilibre donc en recettes et en dépenses à 260 246 € ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget primitif principal 2012 de la commune de SAUMOS est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de TROIS CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (389 450 €), et en recettes à la somme de TROIS CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (389 450 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de CENT CINQUANTE SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS (157 194 €), et en recettes à la somme de DEUX CENT CINQUANTE SIX MILLE SEPT CENT VINGT ET UN EUROS (256 721 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	100 837	013	24 900
012	124 101	70	4 550
65	136 130	73	103 418
66	10 577	74	125 997
022	17 805	75	71 943

Total dépenses réelles :	389 450	Total recettes réelles :	330 808
--------------------------	---------	--------------------------	---------

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	389 450		389 450
Recettes	330 808	58 642	389 450

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice	Recettes de l'exercice
------------------------	------------------------

Opérations réelles

16	4 109	10	5 727
20	1 669	13	16 751
21	140 416		
020	11 000		
Total dépenses réelles :	157 194	Total recettes réelles :	22 478
Besoin d'autofinancement :			

Opérations d'ordre

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	157 194			157 194
Recettes	22 478		234 243	256 721

ARTICLE 2 Le budget primitif annexe BOIS 2012 de la commune de SAUMOS est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de DEUX CENT SOIXANTE MILLE DEUX CENT QUARANTE SIX EUROS (260 246 €), et en recettes à la somme de DEUX CENT SOIXANTE MILLE DEUX CENT QUARANTE SIX EUROS (260 246 €)

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice	Recettes de l'exercice
------------------------	------------------------

Opérations réelles

011	90 820		
012	61 800	70	122 000
65	8 143		
67	96 983		
022	2500		
Total dépenses réelles : 260 246		Total recettes réelles : 122 000	

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	260 246		260 246
Recettes	122 000	138 246	260 246

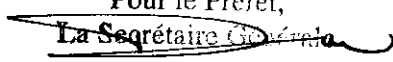
ARTICLE 3- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité de M. le Maire de Saumos par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 4- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le Maire de Saumos, M. le Trésorier de Castelnau Médoc sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **21 JUIN 2012**

LE PREFET,

Pour le Préfet,


~~La Secrétaire Générale~~

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 28 JUIN 2012

ARRÊTÉ RÉGLANT D'OFFICE LE BUDGET PRIMITIF 2012
DE LA COMMUNE DE SAINTE RADEGONDE

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1612-1, L.1612-2, L 1612-20 et L 2121-38 ainsi que ses articles R 1612-8, R 1612-16 et R 1612-18 ;

VU le Code des Juridictions Financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L.241-8, L.244-1, L 244-2, R.212-11, R 232-1 et R242 -1 à R 242-3 ;

VU la loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificatives pour 2012, notamment l'article 31 ;

VU le décret n° 2012-255 du 23 février 2012 relatif aux Chambres Régionales des Comptes ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU le décret du président de la République du 15 mars 2012 portant dissolution du conseil municipal de la commune de Sainte Radegonde ;

VU l'arrêté du Préfet de la Gironde du 14 mars 2012 portant nomination de la délégation spéciale ;

VU le procès-verbal du Sous-Préfet de Libourne du 16 mars 2012 constatant l'élection du président et du vice-président de la délégation spéciale ;

VU les lois et règlements relatifs à la comptabilité des communes et leurs groupements ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 15 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif principal et annexe 2012 par la commune de Sainte Radegonde ;

VU l'avis n°2012-0142 du 13 juin 2012 par lequel la Chambre Régionale des Comptes invite M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde à régler et à rendre exécutoire le budget primitif et annexe 2012 de la commune de Sainte Radegonde ;

VU la lettre du 22 mai 2012 par laquelle le président de la chambre régionale des comptes a informé le président de la délégation spéciale de la commune de Sainte Radegonde de la saisine du préfet de la Gironde;

- **Propositions de règlement du budget primitif principal 2012**

CONSIDERANT que, s'agissant de l'établissement du budget primitif, il convient d'examiner les inscriptions nécessaires, section par section et chapitre par chapitre, en dépenses et en recettes ; que les différents crédits proposés sont évalués à partir des crédits arrêtés par le Préfet au titre du budget de l'exercice précédent, des consommations de crédits de l'exercice en cours, de l'état de notification des taux d'impositions des taxes directes locales, des notifications des dotations revenant à la commune ainsi que des différents documents détenus par cette dernière ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L 2311-5 du CGCT, entre d'une part la date limite de mandatement des dépenses de fonctionnement de l'exercice précédent, fixée au 31 janvier de l'exercice suivant (article L 1612-11 alinéa 3 du CGCT) et, d'autre part, la date limite de vote des taux d'impositions locales, fixée au 15 avril 2012 par l'article 31 de la loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation ;

CONSIDERANT que ces dispositions étant inapplicables postérieurement au 15 avril 2012 et que la délégation spéciale nommée par le Préfet de la Gironde après la dissolution du conseil municipal ne pouvant, de surcroît, recevoir les comptes du maire ainsi qu'en dispose l'article L 2121-38 précité du CGCT, le budget primitif de l'exercice 2012 ne peut reprendre les résultats de fonctionnement et d'investissement de l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT que les propositions de règlement du budget de la Chambre Régionale des Comptes sont faites a minima dans le but d'assurer au mieux le fonctionnement de la commune avant que ce budget puisse, le cas échéant, être ajusté par une décision modificative une fois close la présente procédure budgétaire ; que ces propositions intègrent toutes les dépenses obligatoires, notamment en matière de charges de personnel, de remboursement de la dette et de charges à caractère général, ainsi que les dépenses nécessitées par l'urgence et la sécurité ;

CONSIDERANT, en ce qui concerne les produits de fonctionnement, qu'il convient d'inscrire au chapitre 013 « atténuation de charges », un crédit de 1 700 € correspondant aux remboursements sur rémunérations du personnel (article 6419) et aux remboursements de charges sociales (article 6479) ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre budgétaire 70 « produits des services du domaine et ventes diverses » la somme de 7 594 € qui correspond aux évaluations faites par la commune pour l'année 2012 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 73 « impôts et taxes » un crédit de 84 553 € correspondant à la somme des produits fiscaux de l'exercice 2012, le produit des taxes directes locales étant calculé à taux constants ;

CONSIDERANT que les crédits à inscrire au chapitre 74 « dotations, subventions et participations » s'élèvent à 102 188 €, soit l'addition des dotations 2012, des allocations compensatrices figurant sur l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2012 ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 75 « autres produits de gestion de la commune » il convient d'inscrire un montant de 46 160 € correspondant aux loyers et autres produits de gestion courante attendus ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 77 « produits exceptionnels », il convient d'inscrire la somme de 100€ correspondant au remboursement attendu d'une compagnie d'assurance ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 242 295 € ;

CONSIDERANT, en ce qui concerne les charges de fonctionnement, qu'aux chapitres globalisés 011 « charges à caractère général » et 012 « charges de personnel et frais assimilés », il y a lieu d'inscrire respectivement 76 910 € et 94 730 € ; que l'évaluation du chapitre globalisé 012 tient compte des dépenses obligatoires concernant le personnel mais, en raison des dégradations occasionnées par les intempéries sur la voirie, le chapitre 011 est susceptible de devoir être rehaussé par décision modificative lorsque la présente procédure budgétaire sera close et que le conseil municipal aura adopté avec le compte administratif de l'exercice 2011 le résultat excédentaire de fonctionnement mis en lumière au 31 décembre 2011 par le projet de compte de gestion sur chiffres du receveur municipal ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » la somme de 60 582 €, dont 16 790 € d'indemnités aux élus, 7 663 € de contribution au fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), 31 800 € de contributions à régler à des organismes de regroupement (Syndicat de Regroupement Pédagogique (SIRP), agence de gestion et de développement informatique, syndicat de transports scolaires et SIVU du chenil départemental), 529 € représentant par ailleurs le remboursement au SDIS de la Gironde des intérêts de la dette contractée par ce dernier pour la construction d'une caserne des sapeurs-pompiers, des crédits étant prévus pour les frais de mission éventuels des membres de la délégation spéciale de la commune ; que par application du principe de prudence, la contribution au SIRP, dont le budget primitif de l'exercice 2012 doit également être réglé par le préfet de la Gironde dans le cadre des dispositions de l'article L 1612-2 du CGCT, est évaluée en hypothèse haute à 30 000 €, cette somme pouvant si nécessaire être revue à la baisse par voie de décision modificative lorsque la présente procédure budgétaire sera close et que la commune sera en possession de l'appel de fonds du syndicat ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 66 « charges financières » la somme de 463 € correspondant aux intérêts de l'emprunt de 75 000 € contracté par la commune le 21 mai 2002 pour l'acquisition d'un bâtiment destiné à abriter des commerces ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre sections », la somme de 659 €, ce crédit correspondant à hauteur de 344 € à l'amortissement de la subvention d'équipement en annuités versée en 2011 au SDIS de la Gironde en vue du remboursement de l'annuité en capital de la dette contractée par ce dernier pour la construction d'une caserne des sapeurs-pompiers et à hauteur de 315 € à l'amortissement annuel des frais d'études d'un montant de 1 575,13 € payés en 2011 (article 2031) pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ; que les travaux n'ayant pas été réalisés, les frais d'études doivent donc être amortis sur une période qui ne peut dépasser cinq ans ainsi que le prévoit l'instruction comptable n°07-006- M14 du 19 janvier 2007 (tome1) ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 233 344 € avant virement à la section d'investissement ;

CONSIDERANT en ce qui concerne les recettes d'investissement qu'il convient d'inscrire au chapitre 040 « opérations d'ordre de transfert entre sections » la somme de 659 € correspondant d'une part à 344 € pour l'amortissement de la subvention d'équipement en annuités versée en 2011 au SDIS de la Gironde et d'autre part à 315 € pour l'amortissement annuel des frais d'études d'un montant de 1 575,13 € payés en 2011 et non suivis de réalisation ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des recettes d'investissement s'élève à 659 € ;

CONSIDERANT qu'en ce qui concerne les dépenses d'investissement, qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » la somme de 9 251 € correspondant à l'annuité en capital de l'emprunt de 75 000 € contracté le 21 mai 2002 ;

CONSIDERANT qu'un crédit de 359 € doit être inscrit au chapitre 20 « immobilisations incorporelles » correspondant à la subvention d'équipement en annuités due au SDIS en vue du remboursement de l'annuité en capital de la dette contractée pour la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses d'investissement s'élèvent à 9 610 € ;

CONSIDERANT que l'annuité en capital de la dette à long terme de la commune s'élève en 2012 à 9 251 € ; qu'au regard de cette somme les ressources propres de la section d'investissement s'élèvent à 659 € au chapitre 040 « opérations d'ordre de transfert entre sections » du fait de l'amortissement de la subvention d'équipement en annuités versée en 2011 au SDIS et du fait de l'amortissement des frais d'études payés en 2011 et non-suivis de réalisation ;

CONSIDERANT cependant qu'aux termes de l'article L 1612-4 du CGCT le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel « *lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement ajouté aux recettes propres de cette section à l'exclusion du produit des emprunts et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice* » ;

CONSIDERANT que le remboursement de l'annuité en capital de 9 251 € mais aussi l'équilibre arithmétique de l'ensemble de la section d'investissement nécessitent au total un virement de la section de fonctionnement de 8 951 € à inscrire en dépenses de fonctionnement au chapitre 023 « virement à la section d'investissement » et en recettes d'investissement au chapitre 021 « virement à la section de fonctionnement » ;

CONSIDERANT qu'il résulte de l'ensemble des propositions que les recettes et les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 242 295 € et que les recettes et les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 9 610 €

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget primitif principal 2012 de la commune de Sainte Radegonde est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de DEUX CENT QUARANTE DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT QUINZE EUROS (242 295 €), et en recettes à la somme de DEUX CENT QUARANTE DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT QUINZE EUROS (242 295 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de NEUF MILLE SIX CENT DIX EUROS (9 610 €), et en recettes à la somme de NEUF MILLE SIX CENT DIX EUROS (9 610 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	76 910	013	1 700
012	94 730	70	7 594
65	60 582	73	84 553
66	463	74	102 188
023	8 951	75	46 160
Total dépenses réelles : 241 636		Total recettes réelles : 242 295	

Opérations d'ordre

042	659	
Total dépenses d'ordre	659	

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	242 295		242 295
Recettes	242 295	0	242 295

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
16	9 251	021	8 951
20	359		
21			
20			
Total dépenses réelles :	9 610	Total recettes réelles :	8 951

Opérations d'ordre

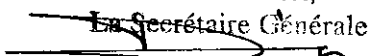
	040	659
--	-----	-----

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	9 610			9 610
Recettes	9 610			9 610

ARTICLE 2- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité de M. le Maire de Sainte Radegonde par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 3- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le Maire de Sainte Radegonde , M. le Trésorier de Castillon la Bataille sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **28 JUIN 2012**

LE PREFET
Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU

5 JUIL. 2012

ARRÊTÉ RÉGLANT D'OFFICE LE BUDGET PRIMITIF 2012
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE REGROUPEMENT PÉDAGOGIQUE DE
DOULEZON - SAINTE RADEGONDE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1612-1, L.1612-2, L 1612-20 et L 5211-8 ainsi que ses articles R 1612-8, R 1612-16 et R 1612-18 ;

VU le Code des Juridictions Financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L.241-8, L.244-1, L 244-2, R.212-11, R 232-1 et R242 -1 à R 242-3 ;

VU la loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificatives pour 2012, notamment l'article 31 ;

VU le décret n° 2012-255 du 23 février 2012 relatif aux Chambres Régionales des Comptes ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU le décret du président de la République du 15 mars 2012 portant dissolution du conseil municipal de la commune de Sainte Radegonde ;

VU l'arrêté du Préfet de la Gironde du 14 mars 2012 portant nomination de la délégation spéciale ;

VU les lois et règlements relatifs à la comptabilité des communes et leurs groupements ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 15 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif du SIRP de Doulezon - Sainte Radegonde ;

• **Propositions de règlement du budget primitif 2012**

CONSIDÉRANT que, s'agissant de l'établissement du budget primitif, il convient d'examiner les inscriptions nécessaires, section par section et chapitre par chapitre, en dépenses et en recettes ; que les différents crédits proposés sont évalués à partir des crédits votés au budget de l'exercice précédent et de leur consommation pendant l'année 2011, des consommations de crédits de l'exercice en cours, des notifications éventuelles des subventions et dotations reçues par le syndicat ainsi que des différents documents détenus par lui ;

CONSIDERANT qu'à la date à laquelle la saisine s'est avérée complète, le 22 mai 2012, le compte administratif de l'exercice 2011 n'était pas encore adopté, l'assemblée délibérante, qui n'est pas dessaisie de ses pouvoirs en la matière, disposant encore d'un délai jusqu'au 30 juin 2012 pour se déterminer conformément aux dispositions de l'article L 1612-2 du CGCT applicable au syndicat en vertu de l'article L 1612-20 du même code ; que les résultats de l'exercice 2011 ne sont donc pas repris dans le budget primitif de l'exercice 2012 proposé par la Chambre Régionale des Comptes ;

CONSIDERANT que les propositions de règlement du budget de la Chambre Régionale des Comptes sont faites a minima dans le but d'assurer au mieux le fonctionnement du syndicat avant que ce budget puisse, le cas échéant, être ajusté par une décision modificative une fois close la présente procédure budgétaire et après l'adoption par l'assemblée délibérante du compte administratif 2011 et de son résultat de clôture au 31 décembre 2011 qui apparaît globalement excédentaire au vu du projet de compte de gestion sur chiffres établi par le receveur municipal ; qu'en application du principe de libre administration des collectivités locales, il convient de laisser au comité syndical le choix de l'affectation de l'excédent de fonctionnement de clôture au 31 décembre 2011, si celui-ci est reconnu exact à l'issue du délibéré relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion sur chiffres ; que le projet de compte de gestion révèle qu'une fois couvert le besoin très limité de financement de la section d'investissement, l'assemblée délibérante devra librement se déterminer en faveur d'une capitalisation ou pas à l'article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » de l'excédent de fonctionnement mis en évidence à la clôture de l'exercice 2011 par ce projet ;

CONSIDERANT que ces propositions intègrent toutes les dépenses obligatoires, notamment en matière de charges de personnel, ainsi que les dépenses nécessitées par l'urgence et la sécurité ;

CONSIDERANT, en ce qui concerne les produits de fonctionnement, qu'il convient d'inscrire au chapitre 013 « atténuation de charges », un crédit de 33 € en raison d'un remboursement attendu de charges de sécurité sociale (article 6459) ; que cette somme a déjà donné lieu à l'émission en 2012 d'un titre de recette ;

CONSIDERANT qu'un remboursement de cotisation également attendu de 160 € peut être inscrit au chapitre 77 « produits exceptionnels » ainsi que le prévoyait le syndicat ; qu'un titre de recette a déjà été émis en 2012 à hauteur de 161,33 € ;

CONSIDERANT que pour le financement du reliquat des dépenses de fonctionnement à prévoir il convient d'inscrire au chapitre 74 « dotations, subventions et participations » la somme totale de 45 000 € ; que la liquidation de la participation des communes de Doulezon et Sainte Radegonde peut s'appuyer sur l'article 7 des statuts du syndicat modifiés par arrêté préfectoral du 1er février 2011 ; qu'aux termes de cet article « *la contribution des communes aux dépenses du syndicat est déterminée au prorata du nombre d'habitants de chaque commune pour toutes des dépenses de fonctionnement (...)* » ;

CONSIDERANT que la population INSEE prise en compte dans la fiche individuelle de la dotation globale de fonctionnement 2011 de la commune de Doulezon est de 269 habitants ; que la population de la commune de Sainte Radegonde est fixée dans le même document à 478 habitants ; que la population totale des deux communes atteint ainsi 747 habitants ;

CONSIDERANT que la commune de Doulezon doit, en application de la règle du prorata fixée par l'article 7 des statuts, verser 36,01% de la contribution de 45 000 € nécessaire au financement des prévisions des dépenses de fonctionnement et la commune de Sainte-Radegonde 63,99 % ; que la contribution de Doulezon s'élève donc à 16 205 € et celle de Sainte-Radegonde à 28 795 € ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 45 193 € ;

CONSIDERANT, en ce qui concerne les charges de fonctionnement, qu'aux chapitres globalisés 011 « charges à caractère général » et 012 « charges de personnel et frais assimilés », il y a lieu d'inscrire

respectivement des crédits de dépenses de 9 800 € et 34 293 € ; que les charges à caractère général se situent à un niveau inférieur à celui des dépenses de l'exercice 2011 qui atteignent en effet, au vu du compte de gestion sur chiffres du receveur municipal 12 082 €, ce qui a pu contribuer sous réserve de sa validation par l'assemblée délibérante au résultat déficitaire du seul exercice 2011 au 31 décembre 2011 ; que les prévisions de dépenses du chapitre 012 tiennent compte cependant des dépenses obligatoires envers le personnel ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » la somme de 1 100 €, ce qui inclut une contribution à un organisme de regroupement de 600 € en hypothèse haute (article 6554) ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 45 193 € ;

CONSIDERANT en ce qui concerne les recettes d'investissement qu'il convient d'inscrire au chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves » un remboursement attendu du fonds de compensation de la TVA de 2 500 € sur la base des dépenses d'investissement de l'exercice 2010 ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des recettes d'investissement s'élève à 2 500 € ;

CONSIDERANT qu'en ce qui concerne les dépenses d'investissement, qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 21 « immobilisations corporelles » d'un crédit de dépense de 2 500 € comportant d'une part l'acquisition d'un photocopieur pour un montant estimé par le syndicat à 1000 € (article 2183) et, d'autre part, l'acquisition de matériel pour les écoles évaluée à 1 500 € (article 2188) ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses d'investissement s'élèvent à 2 500 € ;

CONSIDERANT que le syndicat n'a contracté aucun emprunt et que la section de fonctionnement s'équilibre en recettes et en dépenses à 45 193 € et la section d'investissement à 2 500 € ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget primitif principal 2012 du SIRP de Doulezon - Sainte Radegonde est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de QUARANTE CINQ MILLE CENT QUATRE VINGT TREIZE EUROS (45 193 €), et en recettes à la somme de QUARANTE CINQ MILLE CENT QUATRE VINGT TREIZE EUROS (45 193 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de DEUX MILLE CINQ CENT EUROS (2 500 €), et en recettes à la somme de DEUX MILLE CINQ CENT EUROS (2 500 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	9 800	013	33
012	34 293	74	45 000
65	1 100	77	160
Total dépenses réelles :		Total recettes réelles :	
	45 193		45 193

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	45 193		45 193
Recettes	45 193		45 193

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
21	2 500	10	2 500
Total dépenses réelles : 2 500		Total recettes réelles : 2 500	

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	2 500			2 500
Recettes	2 500			2 500

ARTICLE 2- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité de M. le Président du SIRP de Doulezon - Sainte Radegonde par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 3- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le M. le Président du SIRP de Doulezon - Sainte Radegonde, M. le Trésorier de Castillon la Bataille sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **5 JUIL. 2012**

LE PREFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 18 JUIL. 2012

ARRÊTÉ RÉGLANT D'OFFICE LE BUDGET PRIMITIF 2012
DE LA COMMUNE DE PUISSEGUIN

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-2 et ses articles R 1612-8 à R 1612-18 ;

VU le Code des Juridictions Financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L.244-1, L.241-1 à L.241-5, L.244-2, L.241-8, R.232-1 et R.242-1 à R.242-3 ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 10 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif principal et annexe 2012 par la commune de Puisseguin ;

VU l'avis n°2012-0151 du 15 juin 2012 par lequel la Chambre Régionale des Comptes invite M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde à régler et à rendre exécutoire le budget primitif de la commune de Puisseguin ;

- Propositions de règlement du budget primitif principal 2012

CONSIDÉRANT que le maire a fait préparer un projet de budget pour 2012 ; que même si ce document n'a pas été adopté par le conseil municipal, certaines des prévisions détaillées de dépenses et de recettes qu'il comporte peuvent être utilisées pour faire une proposition de budget 2012 ;

CONSIDÉRANT que les propositions de règlement du budget de la Chambre Régionale des Comptes intègrent toutes les dépenses obligatoires, notamment en matière de charges de personnel, de remboursement de la dette et de charges à caractère général, ainsi que les dépenses nécessitées par l'urgence et la sécurité ;

CONSIDÉRANT, qu'en ce qui concerne le chapitre 011 « charges à caractère général », le maire a proposé d'inscrire un crédit de 383 260,27 € ; que ce montant surestime les dépenses prévues uniquement dans le but de présenter un budget en équilibre ; qu'il convient de ramener cette somme à un montant correspondant aux dépenses réellement prévisibles, soit 240 000 € ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 012 « charges de personnel et assimilées » un crédit de 334 190 €, conforme à la prévision du maire, pour assurer le règlement des rémunérations des agents municipaux ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » le maire propose d'ouvrir un crédit de 84 262,08 € ; que cette somme couvre notamment le règlement des contributions aux organismes de regroupement et aux autres établissements publics locaux ainsi que des subventions de fonctionnement aux associations (28 371,48 €), le règlement des indemnités et cotisations de retraite (32 100 €), une subvention de 19 790 € pour le budget annexe de transports scolaires afin de couvrir les écritures correspondant à l'amortissement des investissements de ce budget annexe ; qu'en effet ce budget annexe est structurellement déficitaire dans la mesure où le service est gratuit conformément à la volonté du conseil municipal ; que les informations recueillies sur place ont confirmé la fiabilité de ces prévisions ; qu'un crédit de 4 000 € est également prévu pour la formation des élus ; que ce dernier peut être ramené à 3 000 € compte tenu des dépenses réalisées chaque année sur ce poste ; qu'il résulte de ces éléments qu'un crédit global de 83 262,08 € peut être prévu au chapitre 65 ;

CONSIDERANT au vu des échéanciers d'emprunts fournis, qu'un crédit égal à 17 121,35 € doit être ouvert au chapitre 66 « charges financières » ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 67 « charges exceptionnelles » le maire a proposé d'inscrire un crédit de 3 100 € afin, de financer des prix pour les enfants de l'école ; qu'il apparaît possible de reprendre cette proposition ;

CONSIDERANT qu'il est prudent de prévoir une provision pour risque financier afin de couvrir le risque de change portant sur l'annuité d'un emprunt contracté en devise étrangère ; que ce risque a pu être évalué par la chambre à environ 6 100 € ; que le maire a également prévu d'inscrire un montant de 10 523 € au titre des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles ; qu'un montant total de 16 623 € peut ainsi être inscrit au chapitre 68 ; que ces crédits sont à prévoir au chapitre globalisé 042 « opérations d'ordre entre sections » pour un montant de 16 623 € ;

CONSIDERANT qu'il est également prudent d'inscrire un montant de 30 000 € au chapitre des dépenses imprévues (022) ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les dépenses de fonctionnement s'élèvent avant virement à 724 296,43 € ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 70 « produits des services du domaine », une prévision de recettes de 33 000 € peut être retenue ; qu'elle englobe les recettes issues de différentes prestations (cantine, garderie, concessions, du cimetière) et d'une redevance d'occupation du domaine public pour une antenne téléphonique ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 73 « impôts et taxes », la somme de 321 810 € peut être retenue ; qu'elle se compose des produits des reversements en provenance de la communauté de communes (25 756 €), du produit attendu de la taxe additionnelle aux droits de mutation (15 000 €) et des contributions directes a été établie à partir des taux en vigueur en 2011 ; qu'en effet, la situation budgétaire de la commune ne nécessite pas un relèvement des taux d'imposition ;

CONSIDERANT au vu des justificatifs fournis, que le montant à inscrire au chapitre 74 « dotations, subventions et participations » s'élève à 227 093 € ; qu'il est obtenu en additionnant les dotations en provenance de l'Etat (186 501 €), les différentes allocations compensatrices figurant dans l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2012 (28 592 €) et une attribution du fonds départemental de la taxe professionnelle (12 000 €) ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 75 « autres produits de gestion courante », la prévision figurant au projet de budget du maire d'un montant de 60 750 € et qui correspond pour l'essentiel au produit de la location de logements communaux paraît fondée ;

CONSIDERANT qu'une recette liée à un remboursement de sinistre peut être inscrite au chapitre 77 « produits exceptionnels » pour la somme de 3 600 € ;

CONSIDERANT que le montant total des recettes de la section de fonctionnement s'élève à 646 553 € ;

CONSIDERANT que le compte de gestion de l'exercice 2011 fait ressortir, en fonctionnement, un résultat de clôture excédentaire de 239 272,12 €, il est proposé de le reprendre en section de fonctionnement du budget 2012 ;

CONSIDERANT que le projet de budget pour la section de fonctionnement est ainsi en sur-équilibre pour un montant de 161 528,69 € ; qu'en vertu de l'article L 1612-7 du CGCT, *« n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget de la commune dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision du conseil municipal »* ;

CONSIDERANT à la lecture de l'échéancier fourni par les services communaux, que les remboursements du capital des emprunts s'élèveront en 2012 à 48 049,62 € ; qu'il est prudent de prévoir une éventuelle dépense en cas de départ des locataires des logements communaux (dépôts et cautionnements reçus) pour un montant de 2 510 € ; qu'une somme totale de 50 559,62 € peut ainsi être inscrite en dépense au chapitre 16 ;

CONSIDERANT après instruction sur place, qu'il apparaît nécessaire d'ouvrir un crédit de 109 541,72€ au chapitre 21 « immobilisations corporelles » pour des acquisitions d'équipements dont le principe a été antérieurement décidé par le conseil municipal ou des travaux relevant de l'urgence et de la sécurité :

- un défibrillateur pour une somme de 1 500 € ;
- une cabine téléphonique pour un montant de 1 850,91 € ;
- des travaux de réparation et de mise aux normes de sécurité en vigueur du foyer rural pour une somme de 106 186,81 € ;

CONSIDERANT que le montant des crédits correspondant à des dépenses d'investissement nouvelles s'élève à 160 101,34 € ;

CONSIDERANT après vérification, qu'un montant de 95 847,07 € doit être retenu au titre des crédits de 2011 restant à réaliser en matière de dépenses d'investissement ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ce qui précède que le montant total des dépenses d'investissement s'élève à 255 948,41 € ;

CONSIDERANT à partir des justificatifs fournis, que peut être inscrite, après vérification, une recette de 35 901 € au chapitre 10 « dotations et fonds propres » correspondant, d'une part, au montant du FCTVA perçu en 2012 au titre des dépenses réalisées en 2010 (17 824 €) et, d'autre part, au montant de FCTVA à percevoir par la commune en 2012 au titre des investissements réalisés en 2011 ;

CONSIDERANT que le montant prévu des recettes nouvelles réelles de la section d'investissement, avant virement de la section de fonctionnement est donc égal à 35 091 € ;

CONSIDERANT qu'une recette d'ordre correspondant à la provision pour risque financier doit être inscrite au chapitre 15 pour 6 100 € et une autre liée aux amortissements pour 10 523 € au chapitre 28 ; que ces crédits sont à prévoir au chapitre globalisé 040 « opérations d'ordre – transfert entre sections » pour un montant de 16 623 € ;

CONSIDERANT que les propositions de la chambre pour les recettes d'investissement s'élèvent à 51 714 € ;

CONSIDERANT que le compte de gestion de l'exercice 2011 fait ressortir en investissement un résultat de clôture excédentaire égal à 350 507,04 €, il convient de reprendre cet excédent en section d'investissement du budget 2012 ;

CONSIDERANT que le projet de budget pour la section d'investissement est ainsi en sur-équilibre pour un montant de 146 272,63 € ; qu'en vertu de l'article L 1612-7 du CGCT « *n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget de la commune dont la section d'investissement comporte un excédent notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigées* » ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L 1612-4 du CGCT les ressources propres de la commune comprenant les dotations et fonds propres (FCTVA) ainsi que les provisions et amortissements (au total 51 714 €), suffisent à couvrir le remboursement en capital de l'annuité d'emprunt à échoir au cours de l'exercice (soit 48 049,62 €) ;

CONSIDERANT que les inscriptions budgétaires figurant au projet de budget annexe des transports scolaires présenté par le maire sont fiables et équilibrées en dépenses et en recettes ; qu'il est possible dès lors de les reprendre intégralement ;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget primitif principal 2012 de la commune de Puisseguin est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de SEPT CENT VINGT QUATRE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS ET QUARANTE TROIS CENTIMES (5 724 296,43 €), et en recettes à la somme de HUIT CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE HUIT CENT VINGT CINQ EUROS ET DOUZE CENTIMES (885 825,12 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de DEUX CENT CINQUANTE CINQ MILLE NEUF CENT QUARANTE HUIT MILLE EUROS ET QUARANTE ET UN CENTIMES (255 948,41 €), et en recettes à la somme de QUATRE CENT DEUX MILLE DEUX CENT VINGT ET UN EUROS ET QUATRE CENTIMES (402 221,04 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	240 000	70	33 300
012	334 190	73	321 810
65	83 262,08	74	227 093
66	17 121,35	75	60 750
022	30 000	77	3 600
Total dépenses réelles : 707 673,43		Total recettes réelles : 646 553	

Opérations d'ordre

042	16 623	

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	724 296,43		724 296,43
Recettes	646 553,00	239 272,00	885 825,12

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice	Recettes de l'exercice
------------------------	------------------------

Opérations réelles

16	50 559,62	10	35 091
21	205 388,79		
(Dont restes à réaliser)	95 847,07		
Total dépenses réelles :	255 948,41	Total recettes réelles :	35 091
Besoin d'autofinancement :			

Opérations d'ordre

	040 16 623

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	255 948,41			255 948,81
Recettes	51 714,00		350 507,04	402 221,04

ARTICLE 3 - Le budget annexe des transports scolaires 2012 de la commune de Puisseguin est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de QUARANTE TROIS MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT EUROS ET QUARANTE QUATRE CENTIMES (43 278,44 €), et en recettes à la somme de QUARANTE TROIS MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT EUROS ET QUARANTE QUATRE CENTIMES (43 278,44 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de VINGT SIX MILLE SEPT CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE EUROS ET QUARANTE QUATRE CENTIMES (26 778,44 €), et en recettes à la somme de VINGT SIX MILLE SEPT CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE EUROS ET QUARANTE QUATRE CENTIMES (26 778,44 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice	Recettes de l'exercice
------------------------	------------------------

Opérations réelles

011	5 500	74	24 990
012	10 500	77	9 645
022	500		
Total dépenses réelles :	16 500	Total recettes réelles :	34 635

Opérations d'ordre

042	26 778,44	
-----	-----------	--

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	43 278,44		43 278,44
Recettes	34 635,00	8 642,84	43 278,44

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice	Recettes de l'exercice
------------------------	------------------------

Opérations réelles

139	9 645	
21	15 633,44	
020	1 500	
Total dépenses réelles :	26 778,44	Total recettes réelles :
Besoin d'autofinancement :		

Opérations d'ordre

	040 26 778,44

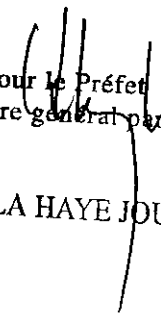
	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	26 778,44			26 778,44
Recettes	0,00		26 778,44	26 778,44

ARTICLE 2- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité de M. le Maire de Puisseguin par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 4- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le Maire de Puisseguin , M. le Trésorier de Libourne-Fronsac-Vayres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **18 JUIL. 2012**

LE PREFET,


 Pour le Préfet
 Le Secrétaire général par intérim

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU **20 JUIL. 2012**

*ARRÊTÉ RÉGLANT D'OFFICE LE BUDGET PRIMITIF 2012
DE LA COMMUNE DE LOUPES*

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1612-1, L.1612-2 et L 1612-20, R 1612-8, R 1612-16 et R 1612-18 ;

VU le Code des Juridictions Financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L 244-1, L 241-1 à L 241-5, L 244-2, L 241-8, R 232-1 et R242 -1 à R 242-3 ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 11 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif principal et annexe 2012 par la commune de Loupes ;

VU l'avis n°2012-0148 du 13 juin 2012 par lequel la Chambre Régionale des Comptes invite M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde à régler et à rendre exécutoire le budget primitif de la commune de Loupes ;

- Propositions de règlement du budget primitif principal 2012

CONSIDERANT que les propositions de règlement du budget de la Chambre Régionale des Comptes intègrent toutes les dépenses obligatoires, notamment en matière de charges de personnel, de remboursement de la dette et de charges à caractère général, ainsi que les dépenses nécessitées par l'urgence et la sécurité ;

CONSIDERANT que s'agissant de l'établissement du budget primitif, il convient d'examiner les inscriptions nécessaires, section par section, en dépenses et en recettes ; que les différents crédits proposés sont évalués à partir des crédits votés au budget de l'exercice précédent et de leur consommation pendant l'année 2011, des consommations de crédits arrêtés au 25 mai 2012, de l'état de notification des taux d'impositions des taxes directes locales et des notifications des dotations ainsi que des différents documents obtenus de la commune ;

CONSIDERANT, qu'en ce qui concerne la reprise des résultats 2011, dans son avis n° 2012-0148-01 du 13 juin 2012, la Chambre Régionale des Comptes a constaté la conformité du projet de compte administratif de l'exercice 2011 au compte de gestion de ce même exercice établi par le comptable public de la commune ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de reprendre les résultats du compte administratif 2011 ; que celui-ci fait apparaître un excédent de fonctionnement de clôture de 36 274,71 € et un solde d'exécution positif de la section d'investissement de 58 321,37 € avant prise en compte des restes à réaliser en dépenses de 1 100 € ;

- ***En ce qui concerne la section de fonctionnement***

Sur les dépenses de fonctionnement :

CONSIDERANT que les dépenses de gestion courante comprennent les charges à caractère général (chapitre 011), les charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) et les autres charges de gestion courante (chapitre 65) ; qu'il résulte de l'instruction et des principes énoncés précédemment, une proposition d'ouverture de crédits à hauteur de 292 101 € ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 66 « charges financières » un montant de 3 200 € correspondant aux intérêts de la dette ; que de plus, une charge exceptionnelle d'un montant de 120 € est à envisager au titre de la franchise d'un sinistre ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède, une prévision des dépenses réelles de fonctionnement à hauteur de 295 421 € ; que suite aux opérations d'ordre entre sections pour l'amortissement d'une subvention d'équipement (chapitre 042 ; 9 500 €), le total prévisionnel des dépenses de fonctionnement pour 2012 est évalué à 304 921 € ;

Sur les recettes de fonctionnement :

CONSIDERANT que le conseil municipal de la commune de Loupes n'a pas pris pour 2012 de décisions en matière de taux des contributions directes ; qu'il convient par suite de prendre en compte les taux d'imposition des taxes locales votés en 2011 et de les appliquer aux bases d'imposition prévisionnelles 2012, bases figurant sur l'état de notification des taux d'imposition directes locales pour 2012 tel qu'il a été adressé par la trésorerie de Créon ;

CONSIDERANT que le produit attendu issu de ces taux constants donne un montant de 127 791 € ; que ce montant ajouté aux autres postes des ressources de nature fiscale (taxe additionnelle aux droits de mutation ; 10 000 €), cotisation sur valeur ajoutée (10 100 €) ou recettes provenant des fonds nationaux de garantie individuelles de ressources (14 260 €), ou d'autres versements de fiscalité, donnent une prévision de recettes de 163 657 € au chapitre 73 « impôts et taxes » ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 74 « dotations et participations » un montant de 77 689 € ; enfin, au titre des autres produits de gestion courante (chapitre 75) et des atténuations de charge (chapitre 013), un montant de 8 000 € et de 500 € est à prévoir respectivement sur ces deux chapitres ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède et après reprise du résultat reporté (R 002 : 36 275 €), le montant des recettes de fonctionnement s'élève à 304 921 €

- ***En ce qui concerne la section d'investissement***

Sur les recettes d'investissement :

CONSIDERANT qu'il convient de reprendre par anticipation en recettes au chapitre R001 « solde d'exécution positif reporté » le résultat positif 2011 de la section d'investissement de 58 322 € ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 040 « opérations d'ordre de transfert entre sections » la somme de 9 500 € correspondant à l'amortissement d'une subvention d'équipement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prévoir une somme de 30 288 € au titre du FCTVA et de la taxe locale d'équipement ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que le montant des recettes d'investissement s'élève à 98 110 € ;

Sur les dépenses d'investissement :

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'inscrire au chapitre 16 « remboursement d'emprunts » un montant de 4 793 € correspondant à l'annuité en capital de cet emprunt pour l'exercice 2012 ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 20 « immobilisations incorporelles » il convient d'inscrire des crédits à hauteur de 4 800 € correspondant à des frais d'études à hauteur de 3 000 € (mise aux normes électriques d'un local accueillant du public) et à des frais d'insertion pour 800 € ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'inscrire aux chapitres 21 « immobilisations corporelles » et 23 « immobilisations en cours » la somme de 85 717 € correspondant pour une partie aux restes à réaliser en dépenses au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que le montant total des dépenses d'investissement s'élève à 98 110 € ;

BUDGET PRIMITIF TRANSPORT SCOLAIRE

CONSIDERANT que par avis n°2012-018-01 du 13 juin 2012, la chambre régionale des comptes a constaté la conformité du projet de compte administratif de l'exercice 2011 au compte de gestion de ce même exercice établi par le comptable public de la commune ; que par suite, les propositions pour le budget 2012 « transport scolaire » reprennent les résultats de l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT que les autres propositions détaillées dans le tableau du présent arrêté ont pour objet d'assurer le fonctionnement normal du service public local « transport scolaire » ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que les dépenses et les recettes d'exploitation s'équilibrent à 18 841 € et que les recettes et les dépenses d'investissement s'équilibrent à 14 108 € ;

BUDGET PRIMITIF ASSAINISSEMENT

CONSIDERANT que par avis n°2012-0148-01 du 13 juin 2012, la chambre régionale des comptes a constaté la conformité du projet de compte administratif de l'exercice 2011 au compte de gestion de ce même exercice établi par le comptable public de la commune ; que par suite, les propositions pour le budget 2012 « assainissement » reprennent les résultats de l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT que les autres propositions détaillées dans le tableau du présent arrêté ont pour objet d'assurer le fonctionnement normal du service public local « assainissement » ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que les dépenses et les recettes d'exploitation s'équilibrent à 90 245 € et que les recettes et les dépenses d'investissement s'équilibrent à 31 938 € ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget primitif principal 2012 de la commune de Loupes est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de TROIS CENT QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT ET UN EUROS (304 921 €), et en recettes à la somme de TROIS CENT QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT ET UN EUROS (304 921 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE CENT DIX EUROS (98 110 €), et en recettes à la somme de QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE CENT DIX EUROS (98 110 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	40 400	70	16 000
012	131 900	73	163 657
65	119 801	74	77 689
66	3 200	75	8 000
67	120	013	500
Total dépenses réelles : 295 421		Total recettes réelles : 265 846	

Opérations d'ordre

D 042	9 500	R 042	2 800
-------	-------	-------	-------

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	304 921		304 921
Recettes	268 646	36 275	304 921

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
16	4 793	10	30 288
20	4 800		
21	14 217		
23	71 500		
Total dépenses réelles :	95 310	Total recettes réelles :	30 288

Opérations d'ordre

D 040	2 800	R 040	9 500

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	98 110			98 110
Recettes	39 788		58 322	98 110

ARTICLE 2 - Le budget annexe des transports scolaires 2012 de la commune de Loupes est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section d'exploitation** en dépenses à la somme de DIX HUIT MILLE HUIT CENT QUARANTE ET UN EUROS (18 841 €), et en recettes à la somme de DIX HUIT MILLE HUIT CENT QUARANTE ET UN EUROS (18 841 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de QUATORZE MILLE CENT HUIT EUROS (14 108 €), et en recettes à la somme de QUATORZE MILLE CENT HUIT EUROS (14 108 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section d'exploitation

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	4 813	70	13 500
012	9 000	74	2 403
66	451		
Total dépenses réelles :		Total recettes réelles :	
14 264		15 903	

Opérations d'ordre

D 042	4 577	
-------	-------	--

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	18 841		18 841
Recettes	15 903	2 938	18 841

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
21	11 394		
16	2 714		
Total dépenses réelles :	14 108	Total recettes réelles :	

Opérations d'ordre

	R 040	4 577

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	14 108			14 108
Recettes	4 577		9 531	14 108

ARTICLE 3 - Le budget annexe Assainissement 2012 de la commune de Loupes est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section d'exploitation** en dépenses à la somme de QUATRE VINGT DIX MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ EUROS (90 245 €), et en recettes à la somme de QUATRE VINGT DIX MILLE DEUX CENT QUARANTE CINQ EUROS (90 245 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de TRENTE ET UN MILLE NEUF CENT TRENTE HUIT EUROS (31 938 €), et en recettes à la somme de TRENTE ET UN MILLE NEUF CENT TRENTE HUIT EUROS (31 938 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section d'exploitation

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	19 960	70	37 000
012	5 500		
65	1 999		
66	1 152		
67	31 634		
Total dépenses réelles :	60 245	Total recettes réelles :	37 000

Opérations d'ordre

D 042	30 000	R 042	15 407
-------	--------	-------	--------

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	90 245		90 245
Recettes	52 407	37 838	90 245

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
20	8 000		
21	5 341		
16	3 190		
Total dépenses réelles : 16 531		Total recettes réelles :	

Opérations d'ordre

D 041	15 407	R 041	30 000
-------	--------	-------	--------

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	31 938			31 938
Recettes	30 000		1 938	31 938

ARTICLE 2- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité de M. le Maire de Loupes par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 4- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le Maire de Loupes, M. le Trésorier de Créon sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **20 JUIL. 2012**

LE PREFET,

~~Le Sous-Prefet, Directeur de Cabinet,~~
Pour le Prefet,

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU **26 JUIL. 2012**

ARRÊTÉ RÉGLANT D'OFFICE LE **BUDGET PRIMITIF 2012**
DE LA COMMUNE DE **CAUDROT**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-2 et L 1612-20, R 1612-8 à R 1612-18 ;

VU le Code des juridictions financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L 244-1, L 241-1 à L 241-5, L 244-2, L 241-8, R 232-1 et R242 -1 à R 242-3 ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 15 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif principal 2012 par la commune de Caudrot ;

VU l'avis n°2012-0207 du 13 juillet 2012 par lequel la Chambre Régionale des Comptes invite M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde à régler et à rendre exécutoire le budget primitif de la commune de Caudrot ;

- Sur l'affectation des résultats

CONSIDERANT que par délibération du 15 mars 2012, le conseil municipal a approuvé, à l'unanimité, le compte administratif du budget principal de la commune de Caudrot et celui du budget annexe du service de l'assainissement ;

CONSIDERANT que par cette même délibération, le conseil municipal a approuvé , à l'unanimité, l'affectation des résultats de ces deux comptes ;

- Propositions de règlement du budget primitif principal 2012

CONSIDERANT que le maire a fait préparer un projet de budget pour 2012 dont les dépenses et les recettes ont été évaluées de façon sincère et qui est présenté en équilibre après reprise des résultats de l'exercice 2011 ; qu'ainsi les propositions des dépenses et des recettes des sections de fonctionnement du budget principal et du budget annexe du service de l'assainissement peuvent être retenues ;

- ***En ce qui concerne la section de fonctionnement***

Sur les dépenses de fonctionnement :

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au chapitre 011 « charges à caractère général » la somme de 230 384 € ;

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir le montant du chapitre 65 « autres charges de gestion courante » à 68 962 € ; que toutefois à l'intérieur de ce chapitre, il convient de prévoir à l'article 657.3 « subvention de fonctionnement » une somme de 135 € au profit du CCAS et de diminuer l'article 653 « indemnités et frais de mission des élus » du même montant ;

CONSIDERANT que le montant total des dépenses de fonctionnement, avant virement à la section d'investissement s'élève à 644 646 € ;

Sur les recettes de fonctionnement :

CONSIDERANT qu'au chapitre 73 « impôts et taxes » il convient de retenir le montant de 525 703 € ; qu'il n'y a pas lieu d'augmenter les taux de fiscalité et que le montant des contributions directes peut être évalué à 407 643 € ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 013 « atténuations des charges » le maire n'a proposé aucune somme ; que toutefois il convient d'inscrire la somme de 16 500 € correspondant aux atténuations de charges pour maladie, somme qui a été inscrite à tort au chapitre 77 « produits exceptionnels » ; ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que le montant des recettes de fonctionnement s'élève à 826 990 € ;

CONSIDERANT que l'ensemble des opérations décrites ci-dessus permet de prévoir un virement à la section d'investissement égal à 182 344 € ;

- ***En ce qui concerne la section d'investissement***

Sur les dépenses d'investissement :

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu d'inscrire en restes à réaliser, une dépense de 1 509 € qui apparaît au compte administratif 2011 car il ne s'agit pas d'un reste à réaliser ; que cette somme par ailleurs n'a pas été reprise dans le projet de budget ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire en remboursement d'emprunts une somme de 123 547 € correspondant au montant de l'annuité en capital à payer en 2012 ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de retenir d'opérations nouvelles aux chapitres 21 et 23 ;

Sur les recettes d'investissement :

CONSIDERANT au vu des justificatifs produits qu'il convient de retenir au chapitre 13 « subvention d'équipement » la somme de 7 000 € correspondant aux opérations d'équipement retenues et au chapitre 10 « dotations et fonds divers » la somme de 11 593 € ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de retenir au compte 16 d'emprunts ;

CONSIDERANT que le virement de la section de fonctionnement au chapitre 021 constitue une recette de la section d'investissement d'un montant de 182 344 € ;

CONSIDERANT que le montant total des recettes d'investissement s'élève à 200 937 € ;

CONSIDERANT qu'il convient de reprendre l'excédent de fonctionnement 2011 pour un montant de 205 407 € ;

CONSIDERANT qu'après prise en compte du déficit d'investissement de 282 797 € à fin 2011 les opérations de la section d'investissement sont équilibrées ;

BUDGET PRIMITIF ASSAINISSEMENT

- ***En ce qui concerne la section d'exploitation***

- les dépenses d'exploitation**

CONSIDERANT qu'il y a lieu de retenir au chapitre 011 « charges à caractère général » la somme de 44 199 € et au chapitre 66 « charges financières » la somme de 3 468 € ;

CONSIDERANT que le virement entre sections au chapitre 042 peut être arrêté à la somme de 34 830€

CONSIDERANT que le montant total des dépenses d'exploitation s'élève à la somme de 82 497 € ;

- les recettes d'exploitation**

CONSIDERANT qu'il convient de retenir au chapitre 70 « ventes, prestations de services » la somme de 24 100 € et au chapitre 74 « subventions d'exploitation » la somme de 7 000 € ;

CONSIDERANT qu'au chapitre 042 « opérations d'ordre entre sections » il convient de retenir la somme de 8 089 € ;

CONSIDERANT que le montant total des recettes d'exploitation peut être arrêté à la somme de 39 189 € ;

CONSIDERANT toutefois qu'après intégration du résultat excédentaire d'investissement reporté de l'exercice 2011 (43 308 €) le montant total des recettes d'investissement s'élève à 82 497 € ;

CONSIDERANT ainsi que la section d'exploitation du budget du service de l'assainissement est équilibrée ;

- ***En ce qui concerne la section d'investissement***

- les dépenses d'investissement**

CONSIDERANT qu'il y a lieu de retenir au chapitre 16 « remboursement d'emprunts » la somme de 7 930 € et au chapitre 27 « TVA » la somme de 34 482 € ;

CONSIDERANT qu'il convient de retenir une somme de 10 000 € au chapitre 21 « immobilisations corporelles » et non de 175 410,54 €, le montant proposé ne correspondant pas à des dépenses réelles mais ayant pour objet d'équilibrer la section d'investissement ;

CONSIDERANT que le montant total des dépenses d'investissement après intégration des opérations d'ordre (8 089 € au chapitre 040) s'élève à 60 501 € ;

les recettes d'investissement

CONSIDERANT que le montant des recettes d'investissement peut être arrêté à la somme de 34 965 € se répartissant pour 135 € au chapitre 138 « subventions d'investissement non affectées » et pour 34 830 € au chapitre 040 « opérations d'ordre entre sections » ;

CONSIDERANT qu'après intégration de l'excédent de la section d'investissement de 2011 (199 947 €) le montant total des recettes d'investissement s'élève à 225 912 € ;

CONSIDERANT que la section d'investissement présente un excédent de 165 411 € ; qu'en application des dispositions de l'article L 1612-7 du CGCT, le budget dont la section d'investissement comporte un excédent est en équilibre ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget primitif principal 2012 de la commune de Caudrot est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de HUIT CENT VINGT SIX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX EUROS (826 990 €), et en recettes à la somme de HUIT CENT VINGT SIX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX EUROS (826 990 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de SOIXANTE MILLE CINQ CENT UN EUROS (60 501 €), et en recettes à la somme de DEUX CENT VINGT CINQ MILLE NEUF CENT DOUZE EUROS (225 912 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	230 384	70	36 300
012	275 600	73	525 703
65	68 962	74	207 477
66	69 200	75	41 000
022	500	76	10
		013	16 500
Total dépenses réelles :	644 646	Total recettes réelles :	826 990

Opérations d'ordre

023	182 344		

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	826 990		826 990
Recettes	826 990		826 990

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
16	123 547	10	11 593
		13	7 000
Total dépenses réelles :	123 547	Total recettes réelles :	18 593

Opérations d'ordre

	R 021	182 344

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	123 547		282 797	406 344
Recettes	200 937		205 407	406 344

ARTICLE 2 - Le budget annexe du service de l'assainissement 2012 de la commune de CAUDROT est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section d'exploitation** en dépenses à la somme de QUATRE VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS (82 497 €), et en recettes à la somme de QUATRE VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS (82 497 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de SOIXANTE MILLE CINQ CENT UN EUROS (60 501 €), et en recettes à la somme de DEUX CENT VINGT CINQ MILLE NEUF CENT DOUZE EUROS (225 912 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section d'exploitation

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	44 199	70	24 100
66	3 468	74	7 000
Total dépenses réelles : 47 667		Total recettes réelles : 31 100	

Opérations d'ordre

D 042	34 830	R042	8 089
-------	--------	------	-------

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	82 497		82 497
Recettes	39 189	43 308	82 497

Section d'investissement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
16	7 930	27	135
27	34 482		
20 21 23	10 000		
Total dépenses réelles :	52 412	Total recettes réelles :	135

Opérations d'ordre

D 040	8 089	R 040	34 830
-------	-------	-------	--------

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses	60 501			60 501
Recettes	34 965		190 947	225 912

ARTICLE 3- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité de M. le Maire de CAUDROT par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 4- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le Maire de CAUDROT, M. le Trésorier de Langon – Saint Macaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **26 JUIL. 2012**

LE PREFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire général par intérim

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 26 JUIL. 2012

**ARRÊTÉ RÉGLANT D'OFFICE LE BUDGET PRIMITIF 2012
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA COMMUNE DE CAUDROT**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-2, R 1612-8 à R 1612-18 ;

VU le Code des juridictions financières, notamment les articles L.211-7, L.232-1, L 244-1, L 241-1 à L 241-5, L 244-2, L 241-8, R 232-1 et R242 -1 à R 242-3 ;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes ;

VU la saisine de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine en date du 15 mai 2012 au titre de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour non adoption du budget primitif principal 2012 du CCAS de la commune de Caudrot ;

VU l'avis n°2012-0208 du 13 juillet 2012 par lequel la Chambre Régionale des Comptes invite M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde à régler et à rendre exécutoire le budget primitif 2012 du CCAS de la commune de Caudrot ;

• **Sur l'affectation des résultats**

CONSIDERANT que le conseil d'administration du CCAS n'a pas pu voté le compte administratif 2011 ; que la section de fonctionnement dégagerait un excédent de 612,28 € ; mais qu'en l'absence de vote du compte administratif 2011, l'excédent ne peut être repris au budget 2012 ;

• **Propositions de règlement du budget du CCAS 2012**

CONSIDERANT que le budget du CCAS de la commune de Caudrot ne comporte que la section de fonctionnement ;

- Sur les dépenses de fonctionnement :

CONSIDERANT que le projet de budget fait apparaître une somme de 75,00 € au chapitre 012 « charges de personnel » concernant les cotisations URSSAF réglées pour les bénévoles ;

CONSIDERANT que le projet de budget fait apparaître une somme de 537,28 € au compte 011 « charges à caractère général » ; que cette somme ne correspond pas à des dépenses réelles mais sert à l'équilibre de la section ;

CONSIDERANT toutefois qu'il convient d'inscrire une somme de 60 € pour les frais liés aux colis de la croix rouge ;

CONSIDERANT que le montant total des dépenses de fonctionnement s'élève à 135 € ;

- Sur les recettes de fonctionnement :

CONSIDERANT qu'en l'absence de vote du compte administratif 2011, l'excédent ne peut être repris au budget 2012 ;

CONSIDERANT que dans son avis du même jour relatif au budget de la commune de Caudrot, la Chambre Régionale des Comptes a prévu, au chapitre 65, une subvention communale au profit du CCAS de 135 € ;

CONSIDERANT qu'il convient d'inscrire au compte 74 un montant de 135 € ;

CONSIDERANT que la section de fonctionnement est équilibrée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Le budget du CCAS 2012 de la commune de Caudrot est réglé et rendu exécutoire comme suit :

- **Section de fonctionnement**, en dépenses à la somme de CENT TRENTE CINQ EUROS (135€), et en recettes à la somme de CENT TRENTE CINQ EUROS (135 €)
- **Section d'investissement**, en dépenses à la somme de CENT TRENTE CINQ EUROS (135€), et en recettes à la somme de CENT TRENTE CINQ EUROS (135 €)

Ce budget s'établit conformément au tableau d'équilibre ci-après détaillé :

Section de Fonctionnement

Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice	
Opérations réelles			
011	60	74	135
012	75		
Total dépenses réelles : 135		Total recettes réelles : 135	

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Cumul section
Dépense	135		135
Recettes	135		135

ARTICLE 2- Le présent arrêté ainsi que l'avis émis par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes devront être publiés, sous la responsabilité du Président du CCAS de la commune de Caudrot par affichage ou insertion dans un bulletin officiel, et portés à la connaissance du conseil municipal.

ARTICLE 3- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, M. le Président du CCAS de la commune de Caudrot, M. le Trésorier de Langon – Saint Macaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **26 JUIL. 2012**

LE PREFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire général par intérim

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ DU **20** JUIL. 2012

ARRÊTÉ RELATIF A LA CRÉATION DE RÉGIES D'ÉTAT
COMMUNE DE SALLES

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2212-5,
- VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18,
- VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976,
- VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
- VU le code de la route, notamment son article R.130-2,
- VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de l'Etat auprès des Services régionaux ou départementaux relevant du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.
- VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire,
- VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,
- VU la demande de création d'une régie de recettes d'état de police municipale et de nomination de régisseur formulées par le maire de Salles en date du 12 avril 2012,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Il est institué auprès de la police municipale de la commune de Salles, une régie de recettes de l'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

ARTICLE 3 : Le régisseur, son suppléant et ses mandataires encaissent et reversent les fonds au poste comptable. Les versements devront intervenir deux fois par semaine au minimum.. Le Trésorier Payeur Général ainsi que le comptable local doivent toujours être en possession de la liste exhaustive des mandataires.

Le régisseur, suppléant(s) et mandataires ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Le régisseur et suppléant(s) sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Le régisseur et suppléant(s) sont tenus d'appliquer chacun en ce qui les concerne les dispositions de la circulaire n°32 du 24 Juin 2002 relative à l'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale

ARTICLE 4 : Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Gironde et Monsieur le Maire de Salles sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, **20 JUIL. 2012**

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,


Thibault de LA HAYE JOUSSELEIN



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 20 JUIL. 2012

ARRÊTÉ RELATIF A LA NOMINATION DES RÉGISSEURS
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MÉDOC-ESTUAIRE

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU L'arrêté préfectoral du 09 mars 2006 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la communauté de communes de Médoc-Estuaire,

VU L'arrêté préfectoral portant nomination des régisseurs du 10 mars 2006,

VU La demande du maire sollicitant la modification de l'arrêté de nomination des régisseurs du 24 janvier 2012,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - L'arrêté préfectoral portant nomination du régisseur du 10 mars 2006 est modifié comme suit:

ARTICLE 2 - Madame DABIS Caroline est nommée suppléante de Monsieur LAPEGUE Laurent, responsable de la police municipale de la communauté de communes de Médoc-Estuaire.

ARTICLE 3 - Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 JUIL 2012

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet Directeur de Cabinet,

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 20 JUIL. 2012

ARRÊTÉ RELATIF A LA NOMINATION DES RÉGISSEURS
COMMUNE DE LACANAU

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU L'arrêté préfectoral du 1er avril 2003 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune de LACANAU,

VU L'arrêté préfectoral portant nomination des régisseurs du 16 novembre 2011,

VU La demande du maire sollicitant la modification de l'arrêté de nomination des régisseurs du 24 avril 2012,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - L'arrêté préfectoral portant nomination du régisseur du 16 novembre 2011 est modifié comme suit :

ARTICLE 2 - Monsieur Yannick ROUSSEL, chef de service de la police municipale de la commune de LACANAU, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

ARTICLE 3 - Les autres policiers municipaux de la commune de LACANAU sont désignés mandataires.

ARTICLE 4 - Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 20 JUIL. 2012

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Thibault de LA HAYE JOUSSELEN

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU **20 JUIL. 2012**

ARRÊTÉ RELATIF A LA NOMINATION DES RÉGISSEURS
COMMUNE DE **LA RÉOLE**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU L'arrêté préfectoral du 18 mars 2010 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune de La Réole,

VU La demande du maire sollicitant la modification de l'arrêté de nomination des régisseurs du 5 septembre 2011 ;

•

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

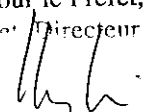
ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - L'arrêté préfectoral du 05 septembre 2011 est modifié comme suit :

ARTICLE 2 - Messieurs TELLEZ David et M'SSIEH Abdeslam sont désignés suppléants de Monsieur Laurent Vasseau, responsable de la police municipale de la commune de La Réole.

ARTICLE 3 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **20 JUIL. 2012**

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet / Directeur de Cabinet,

Thibault de LA HAYE JOUSSEIN

PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

ARRÊTÉ DU 30 JUIL. 2012

ARRÊTÉ RELATIF A LA NOMINATION D'UN RÉGISSEUR
COMMUNE DE SALLES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU L'arrêté préfectoral du 20 JUILLET 2012 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune de SALLES,

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTÉ

ARTICLE PREMIER - Monsieur FOLLOPE Sylvain, Agent de police municipale de la commune de Salles, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 - Madame Marie-José MALEJAC est désignée suppléante.

ARTICLE 3 - Les autres policiers municipaux de la commune de Salles sont désignés mandataires.

ARTICLE 4 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 JUIL. 2012

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Thibault de LA HAYE JOUSSELIN



PRÉFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DES
RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle
et des Dotations Budgétaires

ARRÊTÉ DU 01 AOÛT 2012

**ARRÊTÉ PORTANT NOMINATION DU COMPTABLE DE LA RÉGIE COMMUNAUTAIRE
« CENTRE SOCIOCULTUREL » D'AMBARÈS ET LAGRAVE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2221-10 relatif aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- VU la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2221-59 ;
- VU le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public ;
- VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU la demande écrite du Président du centre socioculturel d'Ambarès et Lagrave, en date du 25 mai 2012;
- VU la délibération du 5 mars 2012 du conseil municipal de la commune d'Ambarès et Lagrave décidant la création de la régie personnalisée du « centre socioculturel » d'Ambarès et Lagrave, adoptant les statuts et désignant les membres du conseil d'administration de l'établissement public local ;
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques de la Gironde en date du 31 juillet 2012,
- SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Monsieur PATIES Rolland, comptable de la trésorerie de Cenon est nommé comptable public de la régie communautaire du centre socioculturel dotée de personnalité morale et de l'autonomie financière à compter de ce jour.

ARTICLE 2 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques et M. le Président du Conseil d'administration de la régie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Isabelle DILHAC

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL

mention de l'affichage dans la mairie concernée des décisions de la CDAC prises dans sa

REUNION DU JEUDI 19 JUILLET 2012

Les décisions suivantes ont été transmises aux maires des communes d'implantation concernées en vue de leur affichage pendant une durée d'un mois :

<i>N° Dossier</i>	<i>OBJET</i>	<i>SURFACE</i>
-------------------	--------------	----------------

12/016	MAZERES	2298 m²
--------	---------	---------

Création d'un ensemble commercial, secteur 2, équipement de la personne à enseignes CHAUSS FAMILLE, CARRE DE MODE, BAG JANE par la SCI LOTHAL représentée par M et Mme Mauriac : autorisé		
---	--	--

12/017	BEGLES	75 m²
--------	--------	-------

Extension d'un ensemble commercial Rives d' Arcins , par extension du centre auto « feu vert » , secteur 2 à enseigne FEU VERT par la SAS SOGARA représentée par M Philippe Lartigue : autorisé		
---	--	--

REPUBLIQUE FRANCAISE

-- :-- :--

PREFECTURE DE LA GIRONDE

-- :-- :--

CONVENTION D'UTILISATION
033-2011-0087

-- :-- :--

Les soussignés :

17 JUIL 2011

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 02 mai 2011, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Bordeaux, représenté par M. Patrice BRETOUT son Directeur, dont les bureaux sont situés 18, rue du Hamel CS 11616, à Bordeaux, ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

EXPOSE

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un terrain situé à **MERIGNAC (33700) dénommé Résidence Clairefontaine 2, sur le Domaine Public Universitaire de l'Etat.**

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

CONVENTION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins d'**une Résidence Universitaire dénommée Clairefontaine 2, constituée de 53 logements étudiants**, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2

Désignation de l'immeuble

L'ensemble immobilier est un terrain nu appartenant à l'Etat sis à MERIGNAC constitué de la parcelle cadastrée CP 781 pour 1 737 m², tel qu'il figure, délimité par un liseré (*annexer un plan*), immatriculé dans CHORUS sous le numéro 166584 / 327353.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

Article 3

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 33 années entières et consécutives qui commence à la date à laquelle les immeubles sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 4

Etat des lieux

Un état des lieux, établi en double exemplaire, est dressé contradictoirement entre le propriétaire et l'utilisateur au début de la présente convention ainsi qu'au départ de l'utilisateur.

Article 5

Ratio d'occupation

Actuellement sans objet.

Article 6

Etendue des pouvoirs de l'utilisateur

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1^{er} et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Article 7

Impôts et taxes

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

Article 8

Responsabilité

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Cependant, l'utilisateur n'est pas responsable des charges financières ou indemnités liées à des risques susceptibles de générer des pertes d'exploitation dues à des faits imputables au bailleur.

Article 9

Entretien et réparations

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget ou est effectuée sous maîtrise d'ouvrage du rectorat ou d'une collectivité territoriale, selon le montage d'opération retenu, avec les dotations inscrites au budget de l'Etat en application des dispositions du code de l'éducation (cf article L719-4).

Dans la mesure où l'utilisateur assumera seul les travaux de grosses réparations et de gros entretien au sens de l'article 606 du Code Civil, l'utilisateur constituera des provisions qui ne seront en aucun cas versées au bailleur.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

Article 10

Engagements d'amélioration de la performance immobilière

Actuellement sans objet

Article 11

Loyer

Actuellement sans objet

Article 12

Révision du loyer

Actuellement sans objet.

Article 13

Contrôle des conditions d'occupation

Le service chargé du domaine s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le service chargé du domaine en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le service chargé du domaine dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1^{er}. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai de un an maximum, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14

Terme de la convention

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit au terme de la 33^e année suivant la date à laquelle les immeubles ont été mis à la disposition de l'utilisateur.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (actuellement sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Article 15

Pénalités financières

En cas de retard dans le paiement des loyers, les sommes dues portent intérêt au taux légal sans nécessité de mise en demeure (actuellement sans objet).

Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant du loyer au maximum

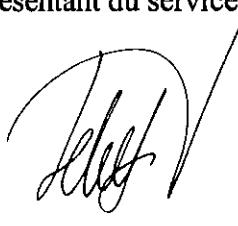
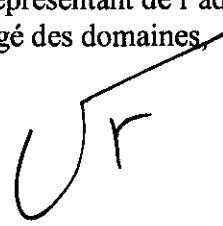
A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement du loyer, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure (actuellement sans objet).

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le représentant de l'administration
chargé des domaines,

Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

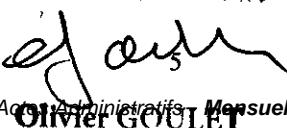
VISA **Thibault de LA HAYE JOUSSELIN**

Pour le Directeur Régional

Visa du contrôleur budgétaire et comptable ministériel
ou du contrôleur financier régional

Le Contrôleur financier régional

11 JUL. 2012



OLIVIER GOULET

PREFET DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service de l'Eau et de la Nature
Unité police de l'eau et milieux aquatiques

ARRETE SEN2012/07/04-55

**Arrêté Préfectoral de MISE EN DEMEURE de la Société des Vignobles Francis Courcelles
de satisfaire aux dispositions de l'arrêté préfectoral SNER 2011/10/12-86 du 12 octobre 2011
portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement au titre de
régularisation d'un plan d'eau construit sans autorisation préfectorale
sur le territoire de la commune de La Sauve**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le Code de l'Environnement,
- VU le Code Civil et notamment les articles 1382 à 1386 et 1792
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE,
- VU les termes de la transaction pénale proposée à la Société des Vignobles Francis Courcelles par la Direction régionale de l'environnement et du logement (DREAL) le 15 octobre 2010, acceptée le 29 octobre 2010 par la Société des Vignobles Francis Courcelles et notifiée à cette dernière le 15 décembre 2010,
- VU l'arrêté préfectoral SNER 2011/10/12-86 du 12 octobre 2011 portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement au titre de régularisation d'un plan d'eau construit sans autorisation préfectorale sur le territoire de la commune de La Sauve notifié à la Société des Vignobles Francis Courcelles le 17 octobre 2011,
- VU le rapport du contrôle effectué le 27 juin 2012 par des agents du Service chargé de police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde et de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques ONEMA,

CONSIDERANT que l'article 7 de l'arrêté préfectoral SNER 2011/10/12-86 du 12 octobre 2011 prescrit que les travaux nécessaires à la réalisation de la dérivation du lit du cours d'eau, la mise en conformité du barrage et du plan d'eau doivent être exécutés et terminés dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, conformément aux termes de la transaction pénale notifiée à la Société des Vignobles Francis Courcelles le 15 décembre 2010,

CONSIDERANT que le délai prescrit par l'article 7 de l'arrêté préfectoral SNER 2011/10/12-86 du 12 octobre 2011 est arrivé à son terme le 17 avril 2012, soit six mois à compter de sa notification, le 17 octobre 2011,

CONSIDERANT que la Société des Vignobles Francis Courcelles n'a pas fait part au service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer de l'impossibilité d'intervenir pour réaliser les terrassement en raison des conditions climatiques durant le délai prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation,

CONSIDERANT que le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer a informé la Société des Vignobles Francis Courcelles de la date du contrôle, le 27 juin 2012, par courrier recommandé avec accusé réception notifié le 12 juin 2012,

CONSIDERANT que le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer a confirmé à la Société des Vignobles Francis Courcelles, la date du contrôle, le 27 juin 2012, par courrier recommandé avec accusé réception du 11 juin 2012, notifié le 22 juin 2012,

CONSIDERANT que le rapport du contrôle effectué le 27 juin 2012 établi par le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer indique, sur la déclaration de M. Courcelles, que les prescriptions de l'arrêté préfectoral SNER 2011/10/12-86 du 12 octobre 2011 ne sont pas respectées au terme du délai prescrit et que les travaux ont débuté quatre jours avant la date du contrôle soit plus de deux mois après le terme du délai prescrit.

SUR PROPOSITION du Directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : la Société des vignobles Francis Courcelles, est mise en demeure, sous un délai de 100 jours à compter de la date de la notification du présent arrêté, de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral SNER 2011/10/12-86 du 12 octobre 2011 portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement au titre de régularisation d'un plan d'eau construit sans autorisation préfectorale sur le territoire de la commune de La Sauve.

ARTICLE 2 : En cas de non respect des dispositions de l'article 1 du présent arrêté, la Société des vignobles Francis Courcelles est passible des sanctions administratives prévues à l'article L216-1 du code de l'environnement ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L216-9, L216-10 et L216-12 du même code.

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à la Société des vignobles Francis Courcelles.

En vue de l'information des tiers :

Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde,

Une copie en sera déposée à la mairie de la commune de la Sauve où elle pourra être consultée. Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

ARTICLE 5 : Ainsi que prévu à l'article L216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de BORDEAUX à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 6 : La Secrétaire Générale de la PREFECTURE de la Gironde,
- Le Directeur Départemental des territoires et de la mer de la Gironde,
- Le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Gironde;
- Le Chef du Service départemental de la Gironde de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le

09 JUL 2012

Pour le Préfet
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer, et par délégation,
L'Adjoint du Chef du Service de l'Eau et de la Nature

Jean-Louis Mayonnade

PREFET DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service de l'Eau et de la Nature
Unité police de l'eau et milieux aquatiques

ARRETE SEN2012/07/04-57

**Arrêté Préfectoral de MISE EN DEMEURE de Monsieur et Madame JOUFFRAU
de satisfaire aux dispositions des articles L214-1 à L214-9 du code de l'environnement en
déposant auprès du Préfet de la Gironde les compléments à une demande d'autorisation
relative à la régularisation d'un aménagement réalisé et exploité dans le lit mineur de la Berle
de Cassy sans l'autorisation requise par le code de l'environnement
sur le territoire de la commune de Lanton**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le Code de l'Environnement,
VU le Code Civil et notamment les articles 1382 à 1386 et 1792
VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE,
VU le procès-verbal de constatation 20110907-2766-01 dressé le 26 août 2011 et clôturé le 15 septembre 2011 par les agents commissionnés et assermentés de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) à l'encontre de Monsieur Jean Pierre Jouffrau et de Madame Meynard Nadine son épouse, pour la réalisation d'un rideau de palplanches dans le lit mineur de la Berle de Cassy et le remblaiement de la berge du cours d'eau sans l'autorisation requise par le code de l'environnement au 14 allée de Robinvillie à Lanton,
VU le courrier daté du 17 octobre 2011 adressé par le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) pour demander à M. et Mme Jouffrau de déposer un dossier d'autorisation "loi sur l'eau" au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement afin de régulariser l'aménagement réalisé et exploité dans le lit mineur de la Berle de Cassy,
VU le dossier de demande d'autorisation déposé le 21 février 2012 au guichet unique de l'eau de la DDTM par M. et Mme Jouffrau,
VU le courrier du 7 mars 2012 notifié le 8 mars 2012 à M. et Mme Jouffrau, (AR n°1A04761967589) par lequel le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la DDTM les informe que le dossier de demande déposé le 21 février 2012 est incomplet.

CONSIDERANT que l'aménagement dans le lit mineur de la Berle de Cassy n'a pas d'existence légale en raison de sa réalisation sans disposer de l'autorisation préfectorale requise par le code de l'environnement,

CONSIDERANT que M. Jouffrau a été informé par un courrier, daté du 17 octobre 2011, du service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), de la nécessité de disposer d'une autorisation préfectorale pour la réalisation de son aménagement situé dans le lit mineur de la Berle de Cassy, confirmant ainsi les termes de son entretien avec un agent de la DDTM le 11 octobre 2011,

CONSIDERANT que M. et Mme Jouffrau ont été informés par courrier AR notifié le 8 mars 2012, par le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), de la nécessité de compléter le dossier déposé le 21 février 2012,

- CONSIDERANT** que l'objectif affiché dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 21 février 2012 par M. et Mme Jouffrau est de lutter contre les risques de submersions marines et qu'à ce titre l'aménagement relève des dispositions du code de l'environnement relatives aux digues de protection contre les inondations et les submersions,
- CONSIDERANT** que les matériaux utilisés par M. et Mme Jouffrau pour le remblai de la berge de la Berle de Cassy sont des déchets au sens du titre 4 du Livre 5 du code de l'environnement qui doivent faire l'objet d'une élimination conforme aux dispositions du même code,
- CONSIDERANT** que M. et Mme Jouffrau, au 10 juillet 2012, n'ont pas fait parvenir les éléments demandés dans son courrier notifié le 8 mars 2012 par le service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) pour compléter la demande d'autorisation
- SUR PROPOSITION** du Directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : Monsieur et Madame Jouffrau, domiciliés 4 allée Marguerite 33138 Lanton, sont mis en demeure, sous un délai de 90 jours à compter de la date de la notification du présent arrêté, d'adresser au service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) les compléments au dossier d'autorisation demandés dans son courrier notifié le 8 mars 2012.

ARTICLE 2 : En cas de non respect des dispositions de l'article 1 du présent arrêté, Monsieur et Madame Jouffrau sont passibles des sanctions administratives prévues à l'article L216-1 du code de l'environnement ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L216-9, L216-10 et L216-12 du même code.

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur et Madame Jouffrau.

En vue de l'information des tiers :

Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde,

Une copie en sera déposée à la mairie de la commune de Lanton où elle pourra être consultée. Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

ARTICLE 5 : Ainsi que prévu à l'article L216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de BORDEAUX à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 6 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- le Sous-Préfet de d'Arcachon
- Le Directeur Départemental des territoires et de la mer de la Gironde,
- Le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Gironde,
- Le Chef du Service départemental de la Gironde de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le **16 JUL. 2012**

Pour le Préfet,
Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer, et par délégation,
L'Adjoint du Chef du Service de l'Eau et de la Nature

Jean-Louis Mayonnade

PREFET DE LA GIRONDE

*Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde*

*Service Eau et Nature
Unité de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques*

***Arrêté de mise en demeure n° 2012/07/13-59
(article L 216.I du code de l'environnement)***

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

VU la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive européenne n° 91/271/CEE modifiée du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines,

VU le code de l'environnement,

VU le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé le 1 décembre 2009,

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO,

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation de la station d'épuration de St Sulpice de Faleyrens pour une capacité de 2500 EH en date du 4 juillet 2000,

VU le constat de mortalité piscicole sur le ruisseau du Fongaband en date du 16 août 2010 sur la commune de Saint Emilion au lieu dit La Gaffetière Est établi par l'ONEMA,

VU le courrier en date du 1 octobre 2010 du service de police de l'eau,

VU la mise en œuvre de la procédure contradictoire prévue par l'article 24 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,

CONSIDERANT qu'en application du SDAGE Adour Garonne, le rejet de la station d'épuration doit être compatible avec l'ensemble des usages ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de la chef de la cellule qualité de l'eau, trame bleue

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR WWW.GIRONDE.PREF.GOUV.FR

ARRETE

ARTICLE PREMIER – Le Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement de l'Est du Libournais est mis en demeure de déposer un dossier de déclaration ou d'autorisation (selon les capacités) pour les trois déversoirs d'orages du système d'assainissement de St Sulpice de Faleyrens. Ce dossier doit comporter impérativement un calendrier de travaux relatif à la mise en place d'équipements d'autosurveillance sur l'ensemble des déversoirs d'orage concernés.

ARTICLE 2 – Le Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement de l'Est du Libournais a jusqu'au 31 décembre 2012 pour respecter les prescriptions énoncées à l'article premier.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement de l'Est du Libournais. En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde. Une copie de cet arrêté sera affichée en mairies de St Sulpice de Faleyrens et de St Emilion pendant un délai minimum d'un mois. Un certificat attestant de l'information au public sera transmis par les mairies à la direction départementale des Territoires et de la Mer, Service Eau et Nature, Unité de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques, Cité Administrative, BP 90, 33 090 Bordeaux cedex.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 4 - Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

ARTICLE 5 - Exécution :

- Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le garde-chef de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- Monsieur le maire de St Sulpice de Faleyrens,
- Monsieur le maire de St Emilion,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le

18^{ème} JUIL. 2012

Pour le Préfet,
La chef de la cellule qualité de l'eau - trame bleue


Véronique Miguel

PREFET DE LA GIRONDE

*Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde*

*Service Eau et Nature
Unité de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques*

*Arrêté de mise en demeure n° 2012/07/19-60
(article L 216.1 du code de l'environnement)*

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

VU la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive européenne n° 91/271/CEE modifiée du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines,

VU le code de l'environnement,

VU le code de la santé publique,

VU le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé le 1 décembre 2009,

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO,

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté de prescriptions spécifiques n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011 relatif à l'exploitation de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay pour une capacité de 2000 EH,

VU le rapport de contrôle établi en date du 6 juin 2012 par le service de police de l'eau faisant état de la non réalisation des analyses physico chimiques dans la Renaudière à des périodes précisées dans l'arrêté n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011,

VU le courrier de rappel du service de police de l'eau du 11 juin 2012 des prescriptions de l'arrêté n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011 relatif à l'exploitation de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay et des engagements pris par le SIAEPA du Cubzadais Fronsadais,

VU le courrier du SIAEPA du Cubzadais Fronsadais en date du 11 juillet 2012,

CONSIDERANT que l'article 4 (notamment le paragraphe 4-2 relatif à la surveillance de la qualité du milieu récepteur) de l'arrêté n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011 relatif à l'exploitation de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay n'a pas été respecté,

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR WWW.GIRONDE.PREF.GOUV.FR

CONSIDERANT qu'au vu du dossier déposé en date du 7 juin 2010 par le SIAEPA du Cubzadais Fronsadais le rejet de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay déclassé la Renaudière sur les paramètres DBO5, DCO, MES, NGL, NTK, NH4, NO2, Pt,

CONSIDERANT que le rejet de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay est peu significatif sur le Frayche,

CONSIDERANT que le courrier du 11 juin 2012 du service de police de l'eau rappelle que les 4 analyses prescrites par l'arrêté n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011 relatif à l'exploitation de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay n'ont pas été réalisées et qu'elles devaient être réalisées avant le 1^{er} juillet 2012,

CONSIDERANT que le SIAEPA prévoit de dresser un bilan de l'impact du rejet de la station d'épuration dans la Renaudière mi 2013,

CONSIDERANT que la non réalisation des analyses aux échéances prévues dans l'arrêté et que l'établissement du bilan de l'impact du rejet de la station d'épuration dans la Renaudière mi 2013 sont incompatibles avec les prescriptions de l'arrêté n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011,

CONSIDERANT qu'en application de la directive européenne cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000, que le rejet de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay doit permettre à la masse d'eau référencée FRFRT32-17 d'atteindre le bon état chimique en 2021, le bon état écologique pour 2027 et le bon état global pour 2027,

CONSIDERANT qu'en application du SDAGE Adour Garonne, le rejet de la station d'épuration doit être compatible avec l'ensemble des usages ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du chef du Service Eau et Nature,

ARTICLE PREMIER – Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement du Cubzadais Fronsadais est mis en demeure conformément à l'arrêté n°SNER/11/07/07-73 du 7 juillet 2011 de :

- réaliser deux analyses physico chimiques à l'amont et à l'aval du rejet dans la Renaudière sur l'ensemble des paramètres suivants :
 - Bilan de l'oxygène (oxygène dissous, taux de saturation en oxygène, DBO5, carbone organique dissous),
 - Température de l'eau,
 - Salinité (conductivité, chlorures, sulfates),
 - Nutriments : l'azote organique, l'ammoniacal, les nitrites, les nitrates; le phosphore minéral (phosphates) ainsi que le - phosphore total,
 - Acidification (pH),
 - MES,
 - DCO.
- réaliser une note précisant l'impact du rejet de la station d'épuration de Lugon et l'île du Carnay sur la Renaudière conformément à l'ensemble des paramètres décrits dans l'arrêté du 25 janvier 2010 (notamment les nitrites, les nitrates, l'ammonium, le phosphate et le phosphore total).

ARTICLE 2 – Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement du Cubzadais Fronsadais a jusqu'au 30 septembre 2012 pour respecter l'ensemble des prescriptions énoncées à l'article premier.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera notifié aux communes de Cadillac en Fronsadais, Lugon et l'île du Carnay et La lande de Fronsac. En vue de l'information des tiers, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde. Une copie de cet arrêté sera affichée en mairies de Cadillac en Fronsadais, Lugon et l'île du Carnay et La

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR WWW.GIRONDE.PREF.GOUV.FR

lande de Fronsac pendant un délai minimum d'un mois. Un certificat attestant de l'information au public sera transmis par les mairies à la direction départementale des Territoires et de la Mer, Service Eau et Nature, Unité de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques, Cité Administrative, BP 90, 33 090 Bordeaux cedex.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 4 - Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

ARTICLE 5 - Exécution ;

- Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,
- Monsieur le sous préfet de Libourne
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le garde chef de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- Monsieur le maire de Lalande de Fronsac,
- Monsieur le maire de Cadillac en Fronsadais,
- Monsieur le maire de Lugon et l'Ile du Carnay,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le **24 JUL. 2012**

Pour le Préfet,

Le directeur départemental adjoint au directeur département des
territoires et de la mer



Jean Luc JEMMOLO

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR WWW.GIRONDE.PREF.GOUV.FR

PREFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Bureau des Élections, des Consultations

et Enquêtes d'Utilité Publique

ARRETE DU 19 JUILLET 2012

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CUBZAGUAIS

**PROROGATION DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES
TRAVAUX DE CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ
« PARC D'AQUITAINE » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE
DE SAINT-ANDRÉ DE CUBZAC ET DES ACQUISITIONS DE PARCELLES
DE TERRAIN NÉCESSAIRES À LA RÉALISATION DE CE PROJET**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment l'article L.11-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 2008 déclarant d'utilité publique les travaux de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Parc d'Aquitaine » sur la commune de Saint-André de Cubzac et les acquisitions de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du projet ;

VU la délibération du Conseil de Communauté en date du 20 juin 2012 mentionnant la complexité des opérations à mener, les deuxième et troisième phases d'expropriation prévues et les acquisitions de terrains nécessaires non encore réalisées à ce jour ;

VU la lettre de M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en date du 5 juillet 2012 demandant de proroger la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique pour une période de cinq ans ;

CONSIDERANT que les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet n'ont pu être effectuées dans le délai de cinq ans imparti ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde.

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Est reportée au 21 mars 2018 la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

ARTICLE 2 - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

M. le Sous-Préfet de Blaye,

M. le Président de la Communauté de Communes du Cubzaguais,

M. le Maire de Saint-André de Cubzac,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 juillet 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet

Le Secrétaire général par intérim

Thibault-de LA HAYE JOUSSELIN

PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Langon
Pôle Réglementation

N°3/2012

LE SOUS PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LANGON

VU le Code du Sport notamment le chapitre 1^{er} du titre III du livre III,

VU le Code du Sport notamment le chapitre II du titre II du livre III,

VU le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000

VU le décret n° 2011-269 du 15 mars 2011 pris pour l'application de l'article L362-3 du code de l'environnement et relatif aux épreuves et compétitions de sports motorisés sur les voies non ouvertes à la circulation publique

VU les règles techniques et de sécurité des circuits d'endurance Tout Terrain de la fédération Française de Motocyclisme,

VU l'arrêté préfectoral du 30 mai 1984 relatif aux installations sanitaires lors de manifestations,

VU l'arrêté préfectoral n° 3/2012 du 11 juillet 2012 portant homologation pour quatre ans de la piste d'endurance Tout Terrain située lieu-dit "715 Pargade" à SOULIGNAC,

VU la demande présentée par M. Christophe Lassus Vice-Président du Quad Cross Passion Evasion, en vue d'une demande d'homologation,

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de Sécurité Routière réunie sur les lieux le 11 juillet 2012,

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 2012 donnant délégation de signature à M. Frédéric CARRE, Sous-préfet de l'arrondissement de LANGON,

ARRETE

ARTICLE 1er - L'homologation de la piste d'endurance tout terrain, située lieu-dit "715 Pargade" à SOULIGNAC, est homologuée pour une période de quatre ans, sous le n° 3/2012, conformément au tracé figurant sur le plan annexé au présent arrêté.

La piste délimitée par de la rubalise a une longueur de 6000m et une largeur minimum de 5 mètres sur au moins 90 % de la longueur du circuit. Le nombre de participants par manche est fixé à 30 au kilomètre pour la catégorie motos ainsi que pour la catégorie quad selon les règles techniques de sécurité de la Fédération Française de Motocyclisme.

.../...

ARTICLE 2- les prescriptions de sécurité suivantes devront être respectées:

PUBLIC

- L'accès des spectateurs se fera par le CD 139.
- Les parkings se trouvent sur les parcelles situées de chaque côté de l'allée centrale
- Des places de parking devront être réservées aux personnes à mobilité réduite et seront signalées.
- Les emplacements réservés au public seront séparés de la piste par des barrières de 2 mètres de haut ou du grillage de 1,50 mètre de haut à un minimum de 3 mètres de la piste.

SERVICE DE SECOURS ET D'INCENDIE

- Les itinéraires et voies réservées aux véhicules de secours doivent être maintenus libres d'accès en permanence.

SECURITE

- Chaque compétiteur devra être doté d'un extincteur personnel et d'un tapis environnemental

MESURES SANITAIRES ET RESTAURATION

- Un sanitaire pour personnes à mobilité réduite est disponible et accessible sur le site toute l'année dans le restaurant « grill du Château Pargade ».

ARTICLE 3 - Le déroulement sur cette piste de toute épreuve comportant la présence de spectateurs est soumis à autorisation du Sous-préfet de Langon. A cette fin, les dossiers seront déposés au minimum deux mois avant la date des épreuves.

ARTICLE 4 - Tout utilisateur ou organisateur d'activité sur cette piste devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite dans les conditions définies par le Code du Sport.

ARTICLE 5 : - Conformément au Code du Sport et notamment l'article R322-6, l'exploitant d'un établissement dans lequel sont pratiquées des activités physiques ou sportives, est tenu d'informer le préfet de tout accident grave survenu dans l'établissement.

ARTICLE 6 - L'homologation est accordée pour le circuit tel qu'il est présenté sur le plan annexé. Toute modification de sa configuration devra être soumise à l'examen de la Commission Départementale de la Sécurité Routière, trois mois avant la date prévue pour la première manifestation.

La demande en vue du renouvellement de la présente homologation devra être également déposée trois mois avant son expiration.

ARTICLE 7 -

Monsieur le Maire de Soullignac,
Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Langon,
Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de la Gironde,
Monsieur le responsable du centre routier départemental, antenne rive droite
M. le Représentant de l'Association Quad Cross Passion Evasion,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Gironde.

Fait à LANGON, le 11 juillet 2012

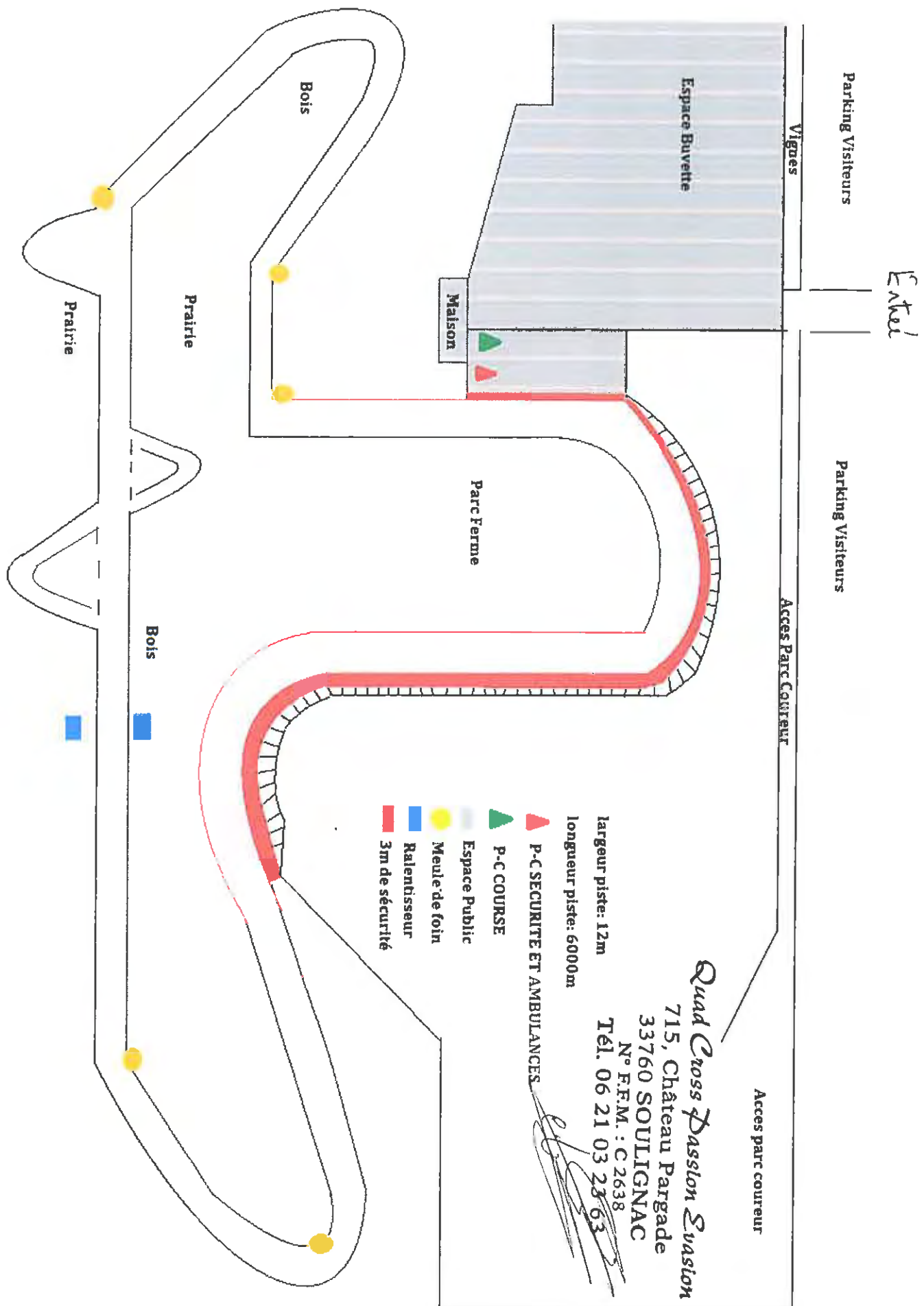
Le Sous-préfet,



Frédéric CARRE.

"Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, Esplanade Charles de Gaulle, 33077 BORDEAUX Cedex ;*
 - un recours hiérarchique adressé au Ministre ; par exemple M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales ;*
 - un recours contentieux, adressé au Tribunal Administratif de Bordeaux (9, rue Tastet - B. P. 947 - 33063 BORDEAUX Cedex).*
- Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique)."*



ARRÊTÉ MODIFICATIF D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

DE L'ENTREPRISE EURL "CONVOI SERVICE BORDEAUX" A BORDEAUX (33100)

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté initial préfectoral d'habilitation funéraire délivré le 2 mai 2012 ;

VU l'extrait Kbis présenté par Monsieur DAUPHIN Stéphane concernant une modification de l'intitulé des activités exercées au sein de l'entreprise ;

CONSIDÉRANT que ce changement est sans incidence sur l'habilitation n°12-33-0390 ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - L'entreprise EURL dénommée "CONVOI SERVICE BORDEAUX" sise 44, rue Montméjean à Bordeaux (33) et exploitée par Monsieur DAUPHIN Stéphane, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations ;
- Fourniture de corbillard ;
- Fourniture de voiture de deuil ;
- Transport de corps avant mise en bière ;
- Transport de corps après mise en bière.

ARTICLE 2 - L'habilitation susvisée est enregistrée sous le n° 12-33-0390

.../...

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est fixée à **1 an** soit jusqu'au 1^{er} mai 2013
sous réserve de la production en temps utile des attestations de conformité nécessaires.

ARTICLE 4 - Toute modification dans les indications fournies par Monsieur DAUPHIN Stéphane doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde.

ARTICLE 5 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Directeur
des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques

SIGNÉ

Christian VERGES

ARRÊTÉ MODIFICATIF ET DE RENOUELEMENT
D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE
de la SARL "AQUITAINE FOSSOYAGE NIETO" à SAINT-MARIENS (33620)

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, L.2223-23 à L.2223-25 et R.2223-56 à R.2223-65 ;

VU la loi n°93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté initial préfectoral d'habilitation funéraire délivré le 27 janvier 2011 ;

VU les statuts et l'extrait Kbis présentés par Monsieur NIETO Vincent concernant un changement dans la forme et la dénomination de l'entreprise individuelle "NIETO Vincent" dorénavant intitulée "AQUITAINE FOSSOYAGE NIETO" Sarl située à Saint-Mariens (33) ;

VU la demande de renouvellement de l'habilitation funéraire n°33-0370 présentée par Monsieur NIETO Vincent ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - La Sarl "AQUITAINE FOSSOYAGE NIETO" sise 22, Lieu-Dit Le Haro à Saint-Mariens (33) et dirigée par Monsieur NIETO Vincent, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national, l'activité funéraire suivante :

- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

ARTICLE 2 - L'habilitation susvisée est enregistrée sous le n° **12-33-0370**.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est fixée à **1 an** à compter du 27 janvier 2012
soit jusqu'au : **26 juillet 2013**

sous réserve de la production en temps utile des attestations de conformité nécessaires.

ARTICLE 4 - Toute modification dans les indications fournies par Monsieur NIETO Vincent doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde.

ARTICLE 5 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et Monsieur Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Blaye sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Directeur
des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques

SIGNÉ

Christian VERGES

**ARRÊTÉ MODIFICATIF ET DE
RENOUVELLEMENT D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE
AJOUT DE PLUSIEURS ACTIVITÉS FUNÉRAIRES**

SARL "AMBULANCE CDS JEANNEAU" à SAUVETERRE DE GUYENNE (33540)

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté initial en date du 15 décembre 2004 habilitant dans le domaine funéraire l'entreprise Sarl "AMBULANCE CDS JEANNEAU" située 1, Bonnard à Sauveterre de Guyenne (33) ;

VU les statuts et l'extrait Kbis présentés par Monsieur JEANNEAU Sylvain concernant un changement dans la dénomination sociale de l'entreprise "AMBULANCE CDS LASSAGNE" dorénavant intitulée "AMBULANCE CDS JEANNEAU"

VU la demande de renouvellement de l'habilitation funéraire n°33-0306 présentée par Monsieur JEANNEAU Sylvain ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

AR R E T E

ARTICLE PREMIER - L'entreprise Sarl dénommée "AMBULANCE CDS JEANNEAU" sise 1, Bonnard à Sauveterre de Guyenne (33) et exploitée par Monsieur JEANNEAU Sylvain, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations ;
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- Fourniture de corbillard ;
- Fourniture de voiture de deuil ;
- Organisation des obsèques ;
- Transport de corps avant mise en bière ;
- Transport de corps après mise en bière.

.../...

ARTICLE 2 - L'habilitation susvisée est enregistrée sous le n° **12-33-0306** ;

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est fixée à **6 ans** à compter du 15 décembre 2010
soit jusqu'au **14 décembre 2016**

sauf pour les activités de : ***Fourniture de voiture de deuil*** et ***Fourniture de corbillard***
fixés à 1 an soit jusqu'au **18 juillet 2013**

sous réserve de la production en temps utile des attestations de conformité nécessaires

ARTICLE 4 - Toute modification dans les indications fournies par Monsieur JEANNEAU Sylvain doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde.

ARTICLE 5 - Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Langon sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Directeur
des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques

SIGNÉ

Christian VERGES

**ARRÊTE AUTORISANT LE TRANSFERT D'UNE
OFFICINE DE PHARMACIE**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-3 à L.5125-18 et R.5125-1 à R.5125-24,
- VU** l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- VU** la demande présentée par la Pharmacie SAUVAGE dont le titulaire est Monsieur Jérôme SAUVAGE en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie à BORDEAUX, 33000, du 117 cours Victor Hugo à l'Ilot Saint Exupéry, Les Berges du Lac, demande déclarée complète à la date du 5 mars 2012,
- VU** l'avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens en date du 25 avril 2012,
- VU** l'avis de l'Union régionale des pharmacies d'Aquitaine en date du 3 mai 2012,
- VU** l'avis de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde en date du 20 mars 2012,
- VU** l'absence d'avis de l'Union syndicale des pharmacies d'officine de la Gironde, et du Préfet du département de la Gironde, sollicités le 7 mars 2012.

Considérant que la population municipale de la commune où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 236.725 habitants, pour 131 pharmacies,

Considérant que le transfert envisagé du centre de Bordeaux vers la périphérie n'est pas de nature à compromettre l'approvisionnement normal en médicaments de la population du quartier d'origine,

Considérant que l'emplacement proposé pour le transfert se situe dans une zone d'aménagement concerté, créée à l'initiative de la ville de Bordeaux et de la communauté urbaine, et qui dispose de projets immobiliers certains à ce jour,

Considérant que ce transfert va donc répondre aux besoins en médicaments de la population résidente de la zone d'accueil,

Considérant qu'ainsi les conditions prévues par les articles L.5125-3 et L.5125-14 du code de la santé publique sont remplies,

ARRÊTE

Art. 1^{er}. – La Pharmacie SAUVAGE, dont le titulaire est Monsieur Jérôme SAUVAGE, est autorisée à transférer son officine de pharmacie au sein de la commune de BORDEAUX, 33000, du 117 cours Victor Hugo à l'Ilot Saint Exupéry, Les Berges du Lac.

Art. 2. – La licence ainsi accordée est enregistrée sous le numéro 33#001041 et se substituera à la licence de l'officine transférée à la date de début d'exploitation de la nouvelle officine.

Art. 3.- Sauf cas de force majeure constaté par la directrice générale de l'agence régionale de santé, l'officine de pharmacie qui fait l'objet du transfert, doit être ouverte dans un délai d'un an, et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle ni être transférée ou faire l'objet d'un regroupement avant un délai de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 4.- Si pour une raison quelconque, l'officine faisant l'objet de la présente licence venait à être fermée définitivement, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devraient retourner cette licence à la directrice générale de l'agence régionale de santé où elle serait annulée.

Art. 5. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 6. – La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012
la Directrice générale de l'agence régionale de santé
d'Aquitaine,
Nicole KLEIN

**ARRÊTE AUTORISANT LE TRANSFERT D'UNE
OFFICINE DE PHARMACIE**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-3 à L.5125-18 et R.5125-1 à R.5125-24,
- VU** l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- VU** la demande présentée par la Pharmacie JEAN dont la titulaire est Madame Anne-Marie JEAN en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie à SAINTE EULALIE, 33560, du centre commercial « l'Estey Fleuri », 2 place Mozart au centre commercial « les Vergers de Sainte Eulalie », 26 avenue d'Aquitaine, demande déclarée complète à la date du 12 avril 2012,
- VU** l'avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens en date du 1^{er} juin 2012,
- VU** l'avis de l'Union régionale des pharmacies d'Aquitaine en date du 10 juin 2012,
- VU** l'avis de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde en date du 15 juin 2012,
- VU** l'avis de l'Union syndicale des pharmacies d'officine de la Gironde en date du 22 mai 2012.
- VU** l'avis du Préfet du département de la Gironde, en date du 12 juin 2012,

Considérant que la population municipale de la commune où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 4683 habitants, pour deux pharmacies

Considérant que l'emplacement proposé pour le transfert est distant d'environ 350 mètres de l'emplacement actuel,

Considérant que le transfert répond aux besoins en médicaments de la population de la commune, et que les conditions d'exercice de la pharmacie seront améliorées,

Considérant qu'ainsi les conditions prévues par les articles L.5125-3 et L.5125-14 du code de la santé publique sont remplies,

ARRÊTE

Art. 1^{er}. – La pharmacie JEAN, dont la titulaire est Madame Anne-Marie JEAN, est autorisée à transférer son officine de pharmacie au sein de la commune de SAINTE EULALIE, 33560, du centre commercial « l'Estey Fleuri », 2 place Mozart, au centre commercial « les Vergers de Sainte Eulalie », 26 avenue d'Aquitaine.

Art. 2. – La licence ainsi accordée est enregistrée sous le numéro 33#001042 et se substituera à la licence de l'officine transférée à la date de début d'exploitation de la nouvelle officine.

Art. 3.- Sauf cas de force majeure constaté par la directrice générale de l'agence régionale de santé, l'officine de pharmacie qui fait l'objet du transfert, doit être ouverte dans un délai d'un an, et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle ni être transférée ou faire l'objet d'un regroupement avant un délai de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 4.- Si pour une raison quelconque, l'officine faisant l'objet de la présente licence venait à être fermée définitivement, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devraient retourner cette licence à la directrice générale de l'agence régionale de santé où elle serait annulée.

Art. 5. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 6. – La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 juillet 2012
la Directrice générale de l'agence régionale de santé
d'Aquitaine,
Nicole KLEIN

**ARRETE REJETANT LE TRANSFERT D'UNE OFFICINE
DE PHARMACIE**

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-3 à L.5125-18 et R.5125-1 à R.5125-24,
- VU** l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- VU** la demande présentée par Monsieur Alexandre GARNAUD, pharmacien titulaire, en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie du 168 rue de Pessac, 33000, BORDEAUX au 94 rue André Messenger, 33520, BRUGES, demande déclarée complète à la date du 16 avril 2012,
- VU** l'avis du Conseil régional des pharmaciens d'officine en date du 4 juin 2012,
- VU** l'avis de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde en date du 15 juin 2012,
- VU** l'absence d'avis de l'Union régionale des pharmacies d'Aquitaine, de l'Union syndicale des pharmaciens d'officine de la Gironde, et du Préfet de la Gironde, sollicités le 16 avril 2012,

Considérant que la population municipale de la commune de BRUGES où le transfert est projeté est de 14.499 habitants,

Considérant que la commune de BRUGES où le transfert est projeté dispose de cinq officines,

Considérant que la population de la commune de BRUGES devrait atteindre 25.000 habitants pour qu'une sixième licence de pharmacie puisse être accordée,

Considérant qu'ainsi les conditions prévues par les articles L.5125-3 et L.5125-14 du code de la santé publique ne sont pas remplies,

ARRETE

Art. 1^{er}. – La demande de transfert de l'officine de pharmacie de Monsieur Alexandre GARNAUD, du 168 rue de Pessac, 33000, BORDEAUX au 94 rue André Messenger, 33520, BRUGES, est rejetée.

Art. 2. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 3. – La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 24 juillet 2012
La Directrice générale de l'Agence régionale de santé
d'Aquitaine

Nicole KLEIN

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 88/2012
portant agrément de gérant d'une société de sécurité privée

Le président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 612-6 à L. 612-8 et L. 622-6 à L. 622-8 ;

Vu le code du commerce ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds ;

Vu le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage ;

Vu le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à la qualification professionnelle des dirigeants ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu la demande présentée par M. CATHERINE Kevin né le 05/04/1974 à LE PORT (974), de nationalité française, demeurant 4 allée des Fougères, appt 1566 à MERIGNAC (33700), gérant de la société d'exploitation directe dénommée « GISP » sise 4 allée des Fougères à MERIGNAC (33700) ;

Considérant que l'intéressé remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DECIDE

Article 1 : M. CATHERINE Kévin né le 05/04/1974 à LE PORT (974), de nationalité française, demeurant 4 allée des Fougères, appt 1566 à MERIGNAC (33700), est agréé à exercer la fonction de gérant d'une société ayant pour objet les activités de surveillance humaine, le gardiennage de biens et intervention sur site à compter de la notification de la présente décision.

Article 2 : Le numéro de cet agrément doit figurer sur tous les documents de nature informative, contractuelle ou publicitaire, y compris toute annonce ou correspondance émanant de la société.

Article 3 : Le bénéficiaire du présent agrément est tenu de signaler tout changement de situation et notamment d'adresse, de gérant ou d'associé etc.

Article 4 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Fait à Bordeaux, le 16 juillet 2012.

Le président de la commission
interrégionale d'agrément et de
contrôle

Hubert WEIGEL



CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 89/2012
portant autorisation de fonctionnement
d'une société de sécurité privée

Le président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 612-9 à L. 612-15 ;

Vu le code du commerce ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds le cas échéant ;

Vu le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds le cas échéant ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 règlementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu le décret n° 2011-1919 du 22 décembre 2011 relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 règlementant les activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

PREFECTURE DE LA GIRONDE

Vu la décision n° 88/2012 du 16 juillet 2012 portant agrément de Monsieur CATHERINE Kévin en qualité de gérant ;

Vu la demande présentée par M. CATHERINE Kévin né le 05/04/1974 à LE PORT (974), de nationalité française, demeurant 4 allée des Fougères, appt 1566 à MERIGNAC (33700), gérant de la société d'exploitation directe dénommée « GISP » sise 4 allée des Fougères à MERIGNAC (33700) ;

Considérant que l'intéressée remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

DECIDE

Article 1^{er} : La société d'exploitation directe dénommée « GISP » sise 4 allée des Fougères à MERIGNAC (33700), représentée par M. CATHERINE Kévin né le 05/04/1974 à LE PORT (974), de nationalité française, demeurant 4 allée des Fougères, appt 1566 à MERIGNAC (33700), est autorisée à exercer les activités de gardiennage, sécurité et télésurveillance à compter de la notification de la présente décision.

Article 2 : Cette décision est valable pour le fonctionnement du seul établissement dont l'intitulé et l'adresse figurent à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3 : Le numéro de cette décision ainsi que les dispositions de l'article L.612-14 du code de sécurité intérieure : selon lesquelles « l'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics », devront figurer sur tous les documents de nature informative, contractuelle ou publicitaire, y compris toute annonce ou correspondance émanant de la société.

Article 4 : Le bénéficiaire de la présente décision est tenu de signaler tout changement de situation, notamment d'adresse, de gérant ou d'associé.

Article 5 : L'activité de cette société est strictement limitée à la surveillance et au gardiennage. Est exclue l'activité de protection physique des personnes ainsi que les activités non liées directement ou indirectement à la sécurité ou au transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux.

Article 6 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Fait à Bordeaux, le 16 juillet 2012.

Le Président de la Commission
Interrégionale d'Agrément et de
Contrôle Sud Ouest

Hubert WEIGEL

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 91/2012
portant agrément de dirigeant d'une société de sécurité privée

Le président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 612-6 à L. 612-8 et L. 622-6 à L. 622-8 ;

Vu le code du commerce ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds ;

Vu le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage ;

Vu le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à la qualification professionnelle des dirigeants ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu la demande présentée par Monsieur GRASSI Massimo né le 18/09/1961 à FIRENZE (ITALIE), demeurant 41 Delstrunde (BELGIQUE), président de la SAS dénommée « STANLEY SOLUTIONS DE SECURITE » sise 2 avenue Rudolf DIESEL à MERIGNAC (33700) ;

Considérant que l'intéressée remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur GRASSI Massimo né le 18/09/1961 à FIRENZE (ITALIE), demeurant 41 Delstrunde (BELGIQUE), est agréé à exercer la fonction de Président d'une société ayant pour objet les activités de surveillance humaine et le gardiennage de biens à compter de la notification de la présente décision.

Article 2 : Le numéro de cet agrément doit figurer sur tous les documents de nature informative, contractuelle ou publicitaire, y compris toute annonce ou correspondance émanant de la société.

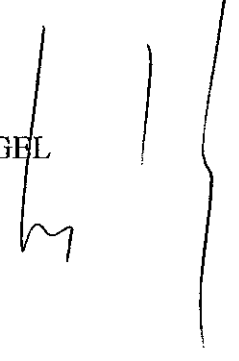
Article 3 : Le bénéficiaire du présent agrément est tenu de signaler tout changement de situation et notamment d'adresse, de gérant ou d'associé etc.

Article 4 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Fait à Bordeaux, le 16 juillet 2012.

Le président de la commission
interrégionale d'agrément et de
contrôle

Hubert WEIGEL



CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 92/2012
portant agrément de dirigeant d'une société de sécurité privée

Le président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 612-6 à L. 612-8 et L. 622-6 à L. 622-8 ;

Vu le code du commerce ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds ;

Vu le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage ;

Vu le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à la qualification professionnelle des dirigeants ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu la demande présentée par Monsieur GUILMIN Luc né le 20/02/1972 à Essey Les Nancy (54), demeurant 10 Chemin Tronchil à Sainte Consorce (69280), directeur général adjoint de la SAS dénommée « STANLEY SOLUTIONS DE SECURITE » sise 2 avenue Rudolf DIESEL à MERIGNAC (33700) ;

Considérant que l'intéressée remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur GUILMIN Luc né le 20/02/1972 à Essey Les Nancy (54), demeurant 10 Chemin Tronchil à Sainte Consorce (69280) est agréé à exercer la fonction de directeur général adjoint d'une société ayant pour objet les activités de surveillance humaine et le gardiennage de biens à compter de la notification de la présente décision.

Article 2 : Le numéro de cet agrément doit figurer sur tous les documents de nature informative, contractuelle ou publicitaire, y compris toute annonce ou correspondance émanant de la société.


Article 3 : Le bénéficiaire du présent agrément est tenu de signaler tout changement de situation et notamment d'adresse, de gérant ou d'associé etc.

Article 4 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Fait à Bordeaux, le 16 juillet 2012.

Le président de la commission
interrégionale d'agrément et de
contrôle

Hubert WEIGEL



CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 93/2012
portant autorisation de fonctionnement
d'une société de sécurité privée

Le président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 612-9 à L. 612-15 ;

Vu le code du commerce ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds le cas échéant ;

Vu le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds le cas échéant ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu le décret n° 2011-1919 du 22 décembre 2011 relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

Vu la décision n° 91/2012 du 16 juillet 2012 portant agrément de Monsieur GRASSI Massimo en qualité de Président et la décision n° 92/2012 du 16 juillet 2012 portant agrément de Monsieur GUILMIN Luc en qualité de directeur général adjoint ;

Vu la demande présentée par Monsieur GRASSI Massimo né le 18/09/1961 à Firenze (Italie), de nationalité italienne, demeurant 41 Delstrunde à Bruxelles (Belgique), Président de la SAS dénommée « STANLEY SOLUTIONS DE SECURITE » sise 2 Avenue Rudolf Diesel à MERIGNAC 33700 ;

Considérant que l'intéressée remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

DECIDE

Article 1^{er} : La SAS dénommée « STANLEY SOLUTIONS DE SECURITE » sise 2 Avenue Rudolf Diesel à MERIGNAC 33700, représentée par Monsieur GRASSI Massimo né le 18/09/1961 à Firenze (Italie), de nationalité italienne, demeurant 41 Delstrunde à Bruxelles (Belgique), est autorisée à exercer les activités de gardiennage et sécurité à compter de la notification de la présente décision.

Article 2 : Cette décision est valable pour le fonctionnement du seul établissement dont l'intitulé et l'adresse figurent à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3 : Le numéro de cette décision ainsi que les dispositions de l'article L.612-14 du code de sécurité intérieure : selon lesquelles « l'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics », devront figurer sur tous les documents de nature informative, contractuelle ou publicitaire, y compris toute annonce ou correspondance émanant de la société.

Article 4 : Le bénéficiaire de la présente décision est tenu de signaler tout changement de situation, notamment d'adresse, de gérant ou d'associé.

Article 5 : L'activité de cette société est strictement limitée à la surveillance et au gardiennage. Est exclue l'activité de protection physique des personnes ainsi que les activités non liées directement ou indirectement à la sécurité ou au transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux.

Article 6 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Fait à Bordeaux, le 16 juillet 2012.

Le Président de la Commission
Interrégionale d'Agrément et de
Contrôle Sud Ouest

Hubert WEIGEL

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 80/2012
portant autorisation de fonctionnement d'un service interne de sécurité

Le Président de la Commission Interrégionale
d'Agrément et de Contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment son article L.612-25 ;

Vu le code du commerce ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;

Vu le décret n°2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu le décret n°2011-1919 du 22 décembre 2011 relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu la demande présentée par Monsieur DHALLUIN Philippe né le 01/07/1957 à VALENCIENNES (59), en sa qualité de Président du Directoire en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'un service interne de sécurité pour la Société Anonyme « BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD » sise rue de Grassi à PAUILLAC 33250 ;

Considérant la nomination de Monsieur Pascal LE BER, Directeur des moyens généraux châteaux et coordonnateur sécurité de BPHR SA, en qualité de responsable de la sécurité ;

Considérant que l'intéressé remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

Considérant que la dite entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

DECIDE

Article 1^{er} : La Société Anonyme « BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD » sise rue de Grassi à PAUILLAC 33250 représentée par Monsieur DHALLUIN Philippe est autorisée à exercer les activités de surveillance et de gardiennage pour son propre compte à compter de la date de la notification de la présente décision.

Article 2 : La Société Anonyme « BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD » sise rue de Grassi à PAUILLAC 33250 représentée par Monsieur DHALLUIN Philippe est autorisée à charger certains de ses salariés, titulaires de la carte professionnelle à effectuer des missions de surveillance et de gardiennage pour son propre compte à compter de la date de notification de la présente décision.

Article 3 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Le Fait à Bordeaux,
 23 JUL. 2012

Le Président de la Commission
Interrégionale d'Agrément et de
Contrôle Sud Ouest

Hubert WEIGEL

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ

Décision n° 81/2012
portant autorisation de fonctionnement d'un service interne de sécurité

Le Président de la Commission Interrégionale
d'Agrément et de Contrôle Sud Ouest

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure, notamment son article L.612-25 ;

Vu le code du commerce ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986, relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;

Vu le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;

Vu le décret n°2005-1124 du 06 septembre 2005 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

Vu le décret n°2011-1919 du 22 décembre 2011 relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu la demande présentée par Mademoiselle RODRIGUEZ Ingrid née le 01/12/1988 à BORDEAUX (33), en sa qualité de gérante en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'un service interne de sécurité pour l'EURL RDL, établissement « LE LOFT » sis 1 route de l'Océan à VENSAC (33) ;

Considérant la nomination de Mademoiselle RODRIGUEZ Ingrid en qualité de responsable de la sécurité ;

Considérant que l'intéressée remplit les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

Considérant que la dite entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

DECIDE

Article 1^{er} : L'EURL RDL, établissement « LE LOFT » sis 1 route de l'Océan à VENSAC (33) représentée par Mademoiselle RODRIGUEZ Ingrid, est autorisée à exercer les activités de surveillance et de gardiennage pour son propre compte à compter de la date de la notification de la présente décision.

Article 2 : L'EURL RDL, établissement « LE LOFT » sis 1 route de l'Océan à VENSAC (33) représentée par Mademoiselle RODRIGUEZ Ingrid est autorisée à charger certains de ses salariés, titulaires de la carte professionnelle à effectuer des missions de surveillance et de gardiennage pour son propre compte à compter de la date de notification de la présente décision.

Article 3 : Le président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud Ouest est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au bulletin d'informations administratives des services de l'Etat.

Fait à Bordeaux,
Le 23 JUL. 2012

Le Président de la Commission
Interrégionale d'Agrément et de
Contrôle Sud Ouest

Hubert WEIGEL

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRÊTÉ du **6 AOUT 2012**

**Portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2010
portant institution d'une régie d'avances auprès de la
Direction Régionale des Finances Publiques d'Aquitaine et du
département de la Gironde**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique notamment l'article 18 ;

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics.

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs.

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001.

Vu l'arrêté du 13 janvier 1997 relatif au montant par opération des dépenses d'intervention et subventions payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances.

Vu l'arrêté ministériel du 13 septembre 2010 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et ou d'avances de l'Etat auprès des services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vu l'arrêté du 29 novembre 2010 portant institution d'une régie d'avances auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde.

Vu l'avis conforme du comptable en date du 19 Juillet 2012.

ARRÊTE

Article 1^{er} et unique :

l'article 2 de l'arrêté du 29 novembre 2010 susvisé est modifié comme suit.

Le montant maximal de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 50 000 euros.
L'avance est versée par le comptable public assignataire sur demande du régisseur visée par l'ordonnateur

Fait à Bordeaux, le **6 AOUT 2012**

Le Préfet de Région,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales p.i.

Xavier DESURMONT



PRÉFET DE LA GIRONDE

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

ARRÊTÉ DU 11.07.2012

**Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire
et de l'environnement**

Service de la protection des animaux, des végétaux
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
Bruges CS 60074
33070 Bordeaux cedex

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 42 44 69

Réf. : MR/SA1201212

**ARRETE PREFECTORAL
D'ABROGATION DU MANDAT SANITAIRE ATTRIBUE AU
DOCTEUR VETERINAIRE DJABRI DANIEL**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 accordant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire DJABRI Daniel ;
- VU la cessation d'activité professionnelle dans le département de la Gironde du docteur vétérinaire DJABRI Daniel depuis décembre 2011 ;
- SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

A R R E T E :

- Article 1 : L'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 octroyant le mandat sanitaire dans le département de la Gironde au docteur vétérinaire **DJABRI Daniel**, numéro d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires 7483, est abrogé.
- Article 2 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le onze juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FERS FRANÇAIS

Arrêté du ... 17 JUIL. 2012

ARRÊTÉ

**LIGNE DE BORDEAUX ST LOUIS à POINTE DE GRAVE
Communes de SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL et LEPARRE
Classement des passages à niveau n° 77 et 80**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 mars 1997 portant classement des passages à niveau n° 77 et 80 ;

VU la proposition d'automatisation des passages à niveau n° 77 et 80 formulée par la Société nationale des Chemins de Fer Français (SNCF – Infrapôle Aquitaine) en date du 06 décembre 2011 ;

VU l'avis favorable de la Mairie de LEPARRE en date du 25 mai 2012, concernant le passage à niveau n° 80 ;

VU l'avis favorable de la Mairie de SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL en date du 04 juillet 2012, concernant le passage à niveau n° 77 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les passages à niveau n° 77 et 80 de la ligne de BORDEAUX ST LOUIS à POINTE DE GRAVE, situés respectivement sur les communes de SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL et LEPARRE, sont classés conformément aux indications portées sur les fiches individuelles ci-annexées.

ARTICLE 2

Le présent arrêté n'abrogera celui en date du 06 mars 1997 qu'en ce qui concerne les passages à niveau n° 77 et 80 et n'entrera en application que lorsque seront mises en service les signalisations automatiques lumineuses et sonores avec deux demi-barrières.

ARTICLE 3

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde et Monsieur le Directeur SNCF de l'Infrapôle Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2012
Le Préfet de Gironde

FICHE INDIVIDUELLE DU PASSAGE À NIVEAU N°77
ANNEXÉE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 17 JUIL. 2012

LIGNE DE BORDEAUX ST LOUIS À POINTE DE GRAVE
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Commune : SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL

Point kilométrique ferroviaire : 58+801

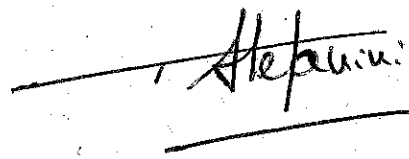
Désignation de la voie routière : VOIE COMMUNALE

Catégorie du PN : 1 ère – ouvert à la circulation de l'ensemble des usagers de la route.

Dispositions particulières :

- est muni d'une signalisation automatique lumineuse et sonore complétée par deux demi-barrières à fonctionnement automatique, annonçant aux usagers de la route l'approche des trains.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2012
Le Préfet de Gironde



Patrick STEFANINI

FICHE INDIVIDUELLE DU PASSAGE À NIVEAU N°80
ANNEXÉE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 17 JUIL. 2012

LIGNE DE BORDEAUX ST LOUIS À POINTE DE GRAVE

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Commune : LEPARRE

Point kilométrique ferroviaire : 62+316

Désignation de la voie routière : VOIE COMMUNALE

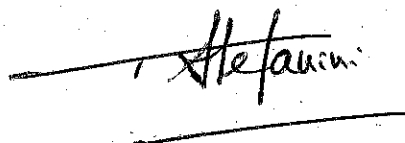
Catégorie du PN : 1 ère – ouvert à la circulation de l'ensemble des usagers de la route.

Dispositions particulières :

- est muni d'une signalisation automatique lumineuse et sonore complétée par deux demi-barrières à fonctionnement automatique, annonçant aux usagers de la route l'approche des trains.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2012

Le Préfet de Gironde



Patrick STEFANINI

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752372771 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 2 juillet 2012 par l'association COACH'IN BORDEAUX ? 2 rue Gambetta Bât C Appt 18 -33200 BORDEAUX-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de association COACH'IN BORDEAUX , sous le n°SAP. 752372771

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

■ cours à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 3 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 € /mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL ALTEADIS, 5 rue Georges Latécoère 33850 LEOGNAN établi par les services de l'Etat en date du 2 juin 2009
- VU** le courrier transmis le 5 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de la SARL ALTEADIS dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que la SARL ALTEADIS, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL ALTEADIS le 2 juin 2009 sous le n° **N020609F033S047** est **retiré**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex 13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur David LABOLLE, auto entrepreneur, 1 B rue Vincent Van Gogh 33600 PESSAC établi par les services de l'Etat en date du 23 mars 2010
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur David LABOLLE le 23 mars 2010 sous le n° n230310f033s053 est retiré.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL TAVIE , 53 Allée du bord de l'eau 33550 PAILLET établi par les services de l'Etat en date du 1^{er} octobre 2007
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL TAVIE le 1^{er} octobre 2007 sous le n°N011007F033S120 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Laetitia BERGEY, auto entrepreneur, 2 les Places Lieu Dit Mouliey 33730 BALIZAC établi par les services de l'Etat en date du 23 avril 2010
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame Laetitia BERGEY le 23 avril 2010 sous le n° N230410F033S067 est retiré.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'enregistrement de la déclaration « services à la personne » concernant Monsieur Jean Maxime MEUNIER-LACAY – gérant de la SARL « EASYLIA » - 55, rue Camille Pelletan- 33150 CENON , établi par les services de l'Etat en date du 3 février 2012,
- VU** la demande de Monsieur MEUNIER –LACAY, en date du 29 juin 2012, renonçant à la déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N°SAP 538981978,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'enregistrement de la déclaration en date du 3 février 2012 sous le n° **SAP538981978** et concernant Monsieur MEUNIER - LACAY – «EASYLIA » est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde

.Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

P/Le Préfet de la Région Aquitaine et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752189399 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 29 juin 2012 par Monsieur Christophe BOULANGER, auto entrepreneur, 80 rue Claude Debussy 33160 St MEDARD en JALLES

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Christophe BOULANGER, sous le n°SAP752189399.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

■ cours à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 € /mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Laétitia BARTHELIER, auto entrepreneur, 44 bis ave de la Garonne 33440 St LOUIS de MONTFERRAND établi par les services de l'Etat en date du 24 août 2010
- VU** le courrier transmis le 6 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame BARTHELIER dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Madame BARTHELIER, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Madame BARTHELIER le 24 août 2010 sous le n°N240810F033S117 est **retiré** à compter du 5 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant l'association GIRONDE REPAS SERVICES , 40 ave de la Libération 33660 St ANTOINE sur l'ISLE établi par les services de l'Etat en date du 10 décembre 2009
- VU** le courrier transmis le 26 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de l'association GIRONDE REPAS SERVICES dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que l'association GIRONDE REPAS SERVICES, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à GIRONDE REPAS SERVICES le 10 décembre 2009 sous le n°N101209A033S135 est **retiré** à compter du 5 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément qualité N°010210A033Q023 concernant l'association ISIS et BASTET, 181 bis ave Jean Cordier 33600 PESSAC établi par les services de l'Etat en date du 1^{er} février 2010,
- VU** le courrier transmis le 27 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de l'association ISIS et BESTET dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que l'association ISIS et BASTET, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : *« l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée »*,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément qualité délivré à l'association ISIS et BASTET le 1^{er} février 2012 sous le N°N010210F033Q023 est **retiré** à compter du 5 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Philippe CENTIS, auto entrepreneur, 6 route de Boutric 33640 ISLE st GEORGES établi par les services de l'Etat en date du 16 mars 2010
- VU** le courrier transmis le 11 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur CENTIS dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur CENTIS, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur CENTIS le 16 mars 2010 sous le n°N160310F033S047 est **retiré** à compter du 5 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Lionel HAZARD, auto entrepreneur, 48 rue du domaine de Bacalan 33600 PESSAC établi par les services de l'Etat en date du 3 août 2009
- VU** le courrier transmis le 27 juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Monsieur HAZARD dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que Monsieur HAZARD, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur HAZARD le 3 août 2009 sous le n°**N030809F033S083** est **retiré** à compter du 5 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752389080 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 2 juillet 2012 par Mla SARL ALM SERVICES, 19 ave Pierre Techouerye 33138 LANTON

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL ALM SERVICES, sous le n°SAP752389080.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP510550825 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 3 juillet 2012 par Monsieur Mathias DUPUY, auto entrepreneur

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Mathias DUPUY, sous le n°SAP510550825.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et internet à domicile ;

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 € /mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'enregistrement de la déclaration « services à la personne » concernant Monsieur Nicolas BUCHOUL , entreprise individuelle « NICOLAS LE JARDINIER » 7 chemin de Lou Traoulet 33610 CESTAS, établi par les services de l'Etat en date du 21 décembre 2011
- VU** la demande de Monsieur Nicolas BUCHOUL , en date du 8 juillet 2012, renonçant à la déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N°SAP 531350882

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'enregistrement de la déclaration en date du 21 décembre 2011 sous le n° **SAP531350882** et concernant l'entreprise individuelle « NICOLAS LE JARDINIER » est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde

.Fait à Bordeaux, le 9 juillet 2012

P/Le Préfet de la Région Aquitaine et par délégation,
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Voies de recours

*Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :*

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde, **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,

- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP751415241 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 6 juillet 2012 par Monsieur Anthony PETIT, auto entrepreneur, 457 route du Médoc Bât A4-33520 BRUGES-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur Anthony PETIT, sous le n°SAP751415241.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

L'activité déclarée est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

■ cours à domicile ;

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY.

118, cours du Maréchal Juin – 33075 Bordeaux cedex
Standard 05 56 00 07 77 Allô service public 39 39 (0,06 € /mn)
www.service-public.fr - www.aquitaine.travail.gouv.fr - www.travail-solidarite.gouv.fr - www.economie.gouv.fr - www.emploi.gouv.fr
www.aquitaine.pref.gouv.fr

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP499247922 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 29 décembre 2012 par Monsieur Sébastien JUGE, gérant de la SARL JPSAD IDEAL SERVICE, 16-18 rue Emile Gély 33200 BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de JPSAD IDEAL SERVICE, sous le n°SAP499247922.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE- unité territoriale de Gironde

**Arrêté portant renouvellement de l'agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro : SAP263301384**

Le Préfet de Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

Vu l'agrément qualité N°2006233172..attribué le 1^{er} janvier 2007..au CCAS de CREON.,

Vu la demande de renouvellement d'agrément déposée le 21 mai 2012. par Madame Danielle LATASTE, en qualité de responsable du CCAS de CREON.,

Vu l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde à l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale de Gironde (UDCCAS) dont le CCAS de CREON est membre,

Arrête :

Article 1 : L'agrément du CCAS de CREON dont le siège social est situé 50 place de la Prévôté 33670 CREON...est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2012...

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R. 7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : Cet agrément couvre les activités suivantes :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

Article 3 : Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de :

- Prestataire

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet d'agrément,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 : Le présent arrêté peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE AQUITAINE- Unité Territoriale de Gironde. ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne - Immeuble Bervil 12, rue Villiot
75572 Paris Cedex 12.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification en saisissant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet.

Bordeaux le 11 juillet 2012
Pour le préfet et par délégation
La directrice adjointe au travail

Catherine FOURMY

.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP263301384 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 21 mai 2012 par Madame Danielle LATASTE, responsable du CCAS 50 place de la Prévoté 33670 CREON

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom du CCAS de CREON, sous le n°SAP.263301384

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752423889 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 9 juillet 2012 par Monsieur Antoine YAHNIAN, gérant de l'EURL AMBIANCE VERTE, 165 rue Albert Einstein 33260 LA TESTE DE BUCH

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL AMBIANCE VERTE, sous le n° SAP752423889.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Cette activité déclarée est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

■ Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY.



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Antoine PELLERIN, auto entrepreneur, 33 ave de la Californie 33600 PESSAC établi par les services de l'Etat en date du 18 septembre 2009
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Antoine PELLERIN le 18 septembre 2009 sous le n° N180909F033S103 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
la directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Emilie PEYRE, gérante de la SARL PEYRE SERVICES 152 rue du Gal de Gaulle 33310 LORMONT, établi par les services de l'Etat en date du 20 janvier 2011
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL PEYRE SERVICES le 20 janvier 2011 sous le n°N200111F033S015 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
la directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Jérôme PEPLAW, entrepreneur, 22 rue du Médoc 33185 LE HAILLAN établi par les services de l'Etat en date du 25 septembre 2008
- VU** la cessation d'activité

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à Monsieur Antoine PEPLAW le 25 septembre 2008 sous le n°N250908F033S076 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
la directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP752336685 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 2 juillet 2012 par Mademoiselle Laëtitia PRUNEAU, gérante de l'EURL AD'HOME, 20 rue des Résédas appt 1010 -33600 PESSAC-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL AD HOME sous le n°SAP752336685.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus de trois ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 12 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
La directrice adjointe du travail

Catherine FOURMY.



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Martine LECOEUR ?auto entrepreneur, 15 route de Roaillan –Domaine Volutis appt J 001-33210 LANGON établi par les services de l'Etat en date du 22 janvier 2010
- VU** la cessation d'activité de services à la personne

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : Retrait de l'agrément simple délivré à Madame LECOEUR le 22 janvier 2010 sous le n°N220110F033S016 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la SARL ALIENOR ASSISTANCE SERVICES, lieu dit Saransot 33480 LISTRAC MEDOC établi par les services de l'Etat en date du 6 août 2010
- VU** le courrier transmis le 1^{er} juin 2012 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de la SARL ALIENOR ASSISTANCE SERVICES dans les délais prévus à l'article R.7235615 du code du travail,

CONSIDERANT que la SARL ALIENOR ASSISTANCE SERVICES, titulaire d'un agrément préfectoral « services à la personne » ne respecte pas les dispositions de l'article R.7232-10 du code du travail qui stipule : « *l'association ou l'entreprise agréée s'engage à produire chaque année un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée* »,

CONSIDERANT que le non respect de l'article R.7232-10 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément, conformément à l'article R.7232-13-5° du code du travail,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à la SARL ALIENOR ASSISTANCE SERVICES le 6 août 2010 sous le n°N060810F033S104 est **retiré** à compter du 16 juillet 2012.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social- Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECCTE AQUITAINE - unité territoriale de la Gironde.

**Arrêté portant agrément
d'un organisme de services à la personne
numéro :SAP750226995**

Le Préfet de Gironde

Vu le code du travail et notamment les articles L. 7232-1, R. 7232-1 à R. 7232-13, D. 7231-1, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

Vu la demande d'agrément reçue le 17 avril 2012 . par Madame Isabelle LALANNE, en qualité de gérante de la SARL GSO SERVICES,

Vu la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 19 avril 2012

Arrête :

Article 1 : L'agrément de la SARL GSO SERVICES..dont le siège social est situé 22 ave du Gal de Gaulle 33120 ARCACHON..est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 18 juillet 2012 sous le numéro SAP750226995

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-9 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : Cet agrément couvre les activités et les départements suivants :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile

Article 3 : Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées en qualité de :

- Prestataire

Sur le département de la Gironde

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'organisme envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail,
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux déclarées dans la demande d'agrément,
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan quantitatif et qualitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L. 7232-1-2).

Article 7 : Le présent arrêté peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - Unité Territoriale de Gironde.. ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social Mission des services à la personne - Immeuble Bervil 12, rue Villiot 75572 Paris Cedex 12.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification en saisissant le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet.

A Bordeaux le 18 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur délégué

Jean Philippe AURIGNAC

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP539532184 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 15 juillet 2012 par Madame Pascale SIMON, présidente de la SAS AQUITAINE VIGILANCE ET MAINTIEN (AVEM), 26 ave Gustave Eiffel 33700 MERIGNAC

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de AQUITAINE VIGILANCE ET MAINTIEN (AVEM), sous le n°SAP539532184.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Cette activités déclarée est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

■ télé/vision assistance

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP334635083 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 16 juillet 2012 par Madame Farhad NEZAM SHAHIDI, auto entrepreneur, 4 chemin Lartigue 33880 St CAPRAIS de BORDEAUX

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame Farhad NEZAM SHAHIDI, sous le n°SAP334635083.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

L'activité déclarée est la suivante à l'exclusion de toute autre :

■ cours à domicile ;

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N°SAP498217009 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 12 juillet 2012 par Madame Martine PLANTON, gérante de l'EURL ADSA, 1 Hilassoun 33730 NOAILLAN

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL ADSA, sous le n°SAP498217009.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistré
sous le N° SAP750226995 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 17 avril 2012 par Madame Isabelle LALANNE, gérante de la SARL GSO SERVICES, 22 ave du Gal de Gaulle 33120 ARCACHON

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de GSO SERVICES, sous le n°SAP.750226995

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfant de plus et moins de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.

PREFET DE LA GIRONDE

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence, de la
consommation, du travail
et de l'emploi d'Aquitaine
Direccte Aquitaine

Unité territoriale de Gironde

Pôle Développement Local

Téléphone : 05 56 00 07.55
Télécopie : 05 56 00 08 25
Renseignements droit du
travail :
05.56.00.07.20

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne enregistrée
sous le N° SAP539498253 et formulée conformément à
l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de Gironde du 24 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le directeur de l'unité territoriale Direccte de Gironde,

Le Préfet de Gironde et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Gironde,

CONSTATE,

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Gironde de la DIRECCTE d'Aquitaine le 17 juillet 2012 par Monsieur David ROUSSILLON, auto entrepreneur, 103 rue Bourbon Appt 9 -33000 BORDEAUX-

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de David ROUSSILLON, sous le n°SAP539498253.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Gironde qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant :

Prestataire

L'activité déclarée est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

■ cours à domicile ;

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 juillet 2012

P/Le Préfet de la région Aquitaine
et par délégation.
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC.



PREFET DE LA GIRONDE

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE**

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Christelle PEREZ, gérante de l'EURL REPAS ET SERVICES A DOMICILE, 51 rue de la Fosse du Moulin 33450 IZON établi par les services de l'Etat en date du 15 avril 2010
- VU** la cessation d'activité,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER : L'agrément simple délivré à l'EURL REPAS ET SERVICES A DOMCILE le 15 avril 2010 sous le n°N150410F033S064 est **retiré**.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 19 juillet 2012

P/Le Préfet et par délégation,
le Directeur Délégué

Jean Philippe AURIGNAC

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

Voies de recours

Vous disposez d'un délai de **deux mois** à compter de la présente notification pour introduire un recours :

- **gracieux** auprès de la DIRECCTE- Unité Territoriale de Gironde,
- **hiérarchique** auprès du Ministère du travail, t de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social – Mission des services à la personne – 6 Rue Louise Weiss – 75703 paris Cedex13,
- **contentieux** devant le Tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

PREFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la Police Administrative et des
Activités Règlementées

ARRETÉ PORTANT RECAPITULATIF DES DÉCISIONS RELATIVES AUX
INSTALLATION DE SYSTÈMES DE VIDÉOPROTECTION POUR LES DOSSIERS
EXAMINÉS EN COMMISSION DU **27 JUIN 2012**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment le livre II – Titre V – consacré à la vidéoprotection ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 modifiés ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques de vidéosurveillance ;

VU l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection constituée par arrêté préfectoral du 25 mai 2009,
en date du 27 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT la finalité du système : prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement
exposés à des risques d'agression et de vol ;

CONSIDÉRANT que l'information du public est satisfaisante ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Les établissements listés en annexe ont fait l'objet d'une décision concernant l'autorisation à exploiter
un système de vidéoprotection. Pour chacun d'entre eux, a été établi un arrêté individuel par lequel leurs obligations leur sont prescrites
conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 - La durée de validité de ces autorisations est de **5 ans** à compter de la date de chaque arrêté individuel ou
récapitulatif et devra faire l'objet d'une demande de renouvellement 4 mois avant son délai d'expiration

ARTICLE 3 - Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera
publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 13 juillet 2012

LE PREFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Signé : Isabelle DILHAC

COMMISSION DE VIDEOPROTECTION

du mercredi 27 juin 2012

1	Dossier 2011/0351 – Restaurant QUICK – 35, avenue du Président Kennedy - MERIGNAC Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras :sur 12 demandées (8 intérieures et 4 extérieures) :2 refusées (salles restaurant non respect vie privée) ; 3 hors champ HC(cuisines et entrée personnel) relevant du code du travail et du code civil ; autorisation pour 3 intérieures et 4 extérieures Délai de conservation des images : 21 j Arrêté préfectoral n° 33 12 138
2	Dossier 2011/0481 – Direction Commerciale Régionale Sud-Ouest EDF – 39/40, place Gambetta - BORDEAUX Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 5 caméras intérieures Délai de conservation des images : 21 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 139
3	Dossier 2011/0585 – Agence BNP PARIBAS – 22, rue Edmond Faulat – AMBARES ET LAGRAVE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :3 intérieures et 1 extérieure DAB Délai de conservation des images : 30 J Arrêté préfectoral n° 33 98 038
4	Dossier 20110590 - Agence BNP PARIBAS – 71, rue Waldeck Rousseau - LIBOURNE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :3 intérieures et 1 extérieure DAB Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 98 038
5	Dossier 20110626 - Agence BNP PARIBAS – 35, cours Victor Hugo - BORDEAUX Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :5 intérieures et 1 extérieure DAB Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 98 038
6	Dossier 2011/0634 – Sport Attitude GB SARL – Zone Commerciale Les Bouchets - PINEUILH Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :5 caméras intérieures Délai de conservation des images : 21 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 140
7	Dossier 20110741 – Le Géant des Beaux Arts – 2 rue du Parlement Ste Catherine - BORDEAUX Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 8 caméras intérieures sur 9 (1 HC bureau/réserve relevant du code du travail et du code civil) Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 141-2-
8	Dossier 2011/0837 – Librairie Papeterie SARL ABCD – 5 rue Louis Nicolas Robert - BIGANOS Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 7 caméras : 6 caméras intérieures sur 7 (1 HC réserve relevant du code du travail et du code civil) et 1 extérieure Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 142
9	Dossier 2011/0840 – Bar Restaurant Les Allées – 15 allée de Boissière - AUDENGE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :2 caméras intérieures Délai de conservation des images : 21 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 143
10	Dossier 2011/0857 – TOP GUN EVASION – 310 avenue de la Côte d'Argent - BIGANOS Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 4 caméras extérieures Délai de conservation des images : 15 j (10 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 144
11	Dossier 2011/0864 – Boulangerie Pâtisserie LE 48 – 6 avenue Gustave Eiffel – PESSAC Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 3 caméras intérieures sur 4 (1 HC zone préparation relevant du code du travail et du code civil) et 3 extérieures Délai de conservation des images : 15 j (7 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 145

12	Dossier 2011/0875 – PICARD Les Surgelés - rue des Fonderies - BIGANOS Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :4 caméras intérieures Délai de conservation des images : 15 j (10 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 146
13	Dossier 2011/0891 – Tabac Café du Sport - 5 rue de la Colonne – ST YZANS DE MEDOC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :3 caméras intérieures et 1 extérieure (parking) Délai de conservation des images : 21 j (15 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 147
14	Dossier 2011/0894 – Garage DULUCQ – 4 rue d'Aquitaine - HOURTIN Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :3 caméras intérieures et 1 extérieure (pompes à essence) Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 148
15	Dossier 2012/0015 – Restaurant Cap'Tain Aldo – 22 boulevard Veyrier Montagnères - ARCACHON Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 3 autorisées (n° 4, 5 et 6) – 5 hors champ (n° 8, 9, 10, 11 et 13 relevant du code du travail et du code civil) – 5 refusées au motif de non respect de la vie privée (n° 3, 7 et 12) + risque vision voie publique (n° 1 et 2) Délai de conservation des images : 20 j Arrêté préfectoral n° 33 12 149
16	Dossier 2012/0016 – LEROY MERLIN – Centre Commercial AUCHAN – ZAC Bonneau – BOULIAC – Périmètre vidéoprotégé - Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 16 intérieures dont 1 HC en réserve relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 150
17	Dossier 2012/0017 – Cuisine PERENE – 187 avenue du Maréchal Foch – LIBOURNE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :6 caméras : 4 intérieures et 2 extérieures Délai de conservation des images : 15 j (7 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 151
18	Dossier 2012/0018 – Restaurant La Villa Tresses – 7 route de Branne - TRESSES Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras :3 caméras intérieures sur 4 (1 HC cuisine relevant du code du travail et du code civil) Délai de conservation des images : 15 j (7 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 152
19	Dossier 2012/0020 – Pharmacie BENESSE – 52 rue Maréchal Joffre – PAUILLAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :4 caméras intérieures Délai de conservation des images : 20 j Arrêté préfectoral n° 33 12 153
20	Dossier 2012/0021 – Camping Sandaya Soulac Plage – lieu-dit l'Amélie – SOULAC sur MER Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :3 caméras : 2 intérieures et 1 extérieure entrée parking Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 154
21	Dossier 2012/0023 – Cinéma Centre Culturel EDEN – 7 rue Porte du Dropt - MONSEGUR Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras :3 caméras intérieures sur 4 (1 HC bureau relevant du code du travail et du code civil) Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 155
22	Dossier 2012/0024 – Tabac Presse Loto Le Gaillan – 7 route de Lesparre – GAILLAN MEDOC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras :3 caméras dont 2 extérieures vues entrées et parking public Délai de conservation des images : 21 j (15 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 156
23	Dossier 2012/0027 – Restaurant Le Chinois Gourmand – Centre Commercial Grand Tour – SAINTE EULALIE Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras :7 caméras autorisées : 5 intérieures (2 sur caisses et 3 sur buffet) et 2 extérieures (protection accès) ; 1 HC en réserve relevant du code du travail et du code civil ; 2 refusées sur la salle de restaurant au motif du non respect de la vie privée Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 157

24	Dossier 2012/0030 – Bar Tabac Le Saint Laurent - 97 rue de la République - CAMPS SUR L'ISLE Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 2 caméras intérieures autorisées sur 3 : 1 HC en réserve relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 12 158
25	Dossier 2012/0032 – Station Hippolavage – 2 avenue du Bas Vallon- AUDENGE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 5 caméras extérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 160
26	Opération 2012/0034 – Modification – INTERMARCHÉ – 32 route de Lussac – ST DENIS DE PILE – Changement de PDG et rajout de 12 caméras intérieures portant à 27 le nombre de caméras dont 3 extérieures Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 26 caméras autorisées sur 27 : 1 HC relevant du code du travail et du code civil (presse carton) Délai de conservation des images : 15 J Arrêté préfectoral n° 33 10 032 B
27	Dossier 2012/0035 – Garage Kruggracing – 9 rue Gustave Eiffel – ZI Frimont – LA REOLE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 4 caméras autorisées dont 2 extérieures Délai de conservation des images : 15 j (7 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 161
28	Dossier 2012/0037 - CULTURA – Rue Denis Papin - BEGLES Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 10 caméras sur 12 autorisées : 2 intérieures HC C1 et C2 relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 7 j Arrêté préfectoral n° 33 12 162
29	Dossier 2012/0038 – Union de Copropriété des 4 Pavillons – Galerie Marchande CC Rive Droite – LORMONT – Périmètre vidéoprotégé Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 13 caméras autorisées dont 6 extérieures Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 99 008 B
30	Dossier 2012/0044 – Salon de Coiffure Au Ciseau d'Or – CC Super U - BASSENS Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 2 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 163
31	Dossier 2012/0045 – Corner GUCCI – Galeries Lafayette - BORDEAUX Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 6 caméras intérieures autorisées sur 8 : 2 HC en sous-sol relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 164
32	Dossier 2012/0047 – Prêt à porter SARL S Point – 28 rue du Pas St Georges – BORDEAUX Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 3 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 165
33	Dossier 2012/0048 – Blanchisserie Location Pressing – rue Bossuet - PAUILLAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 2 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 166
34	Dossier 2012/0049 - Blanchisserie Location Pressing – rue René Roque – LEPARRE MEDOC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 2 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 167
35	Dossier 2012/0050 – Bijouterie DANSSE – 10 place Maréchal Foch - PAUILLAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 1 caméra intérieure autorisée Délai de conservation des images : 21 j (15 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 168

36	Dossier 2012/0057 – Agence CREDIT AGRICOLE AQUITAINE – 52 avenue Georges Pompidou – LIBOURNE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 4 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 98 010
37	Dossier 2012/0058 – Agence CREDIT AGRICOLE AQUITAINE – 20 rue Jacques Prévert - MERIGNAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 1 caméra intérieure autorisée Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 98 010-6-
38	Dossier 2012/0060 – Galeries Lafayette – 3 place du Général de Gaulle - LANGON Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 14 caméras autorisées dont 2 extérieures Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 169
39	Dossier 2012/0061 – PUB The Charles Dickens – 9 quai des Douanes - BORDEAUX Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 4 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j (30 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 170
40	Dossier 2012/0062 – Mr Bricolage – RN 113 – Centre Commercial de Frimont – LA REOLE Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 16 caméras autorisées dont 6 extérieures Délai de conservation des images : 10 j Arrêté préfectoral n° 33 12 171
41	Dossier 2012/0073 - LIDL – Avenue de Césarée – CC Grand Large – GUJAN MESTRAS Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 12 caméras intérieures sur 13 autorisées : 1 HC salle coffre relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 15 j (10 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 172
42	Dossier 2012/0074 – INTERMARCHE - Bellevue – SAINT SAVIN Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 28 caméras autorisées dont 2 extérieures Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 173
43	Dossier 2012/0075 – Pharmacie Parc du Château – 28 rue Richard Wagner - MERIGNAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 4 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 21 j (14 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 174
44	Dossier 2012/0076 – Restaurant Mac Donald's – 15 Bois Redon – ST MARTIN LACAUSSE Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 6 caméras autorisées sur 9 : 3 HC (réserve, bureau, cuisine) relevant du code du travail et du code civil – recommandation d'enregistrement des images de la caméra filmant le drive Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 02 048 B
45	Dossier 2012/0077 - Restaurant Mac Donald's – 195 avenue du Maréchal Foch – LIBOURNE Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 5 caméras autorisées sur 10 : 5HC relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 15 J Arrêté préfectoral n° 33 06 048 B-7-
46	Dossier 2012/0079 – Camping du Paradis – Route de Lesparre - ST LAURENT MEDOC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 3 caméras extérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 12 175
47	Dossier 2012/0080 – Pharmacie de Bacalan – 35 rue Joseph Brunet - BORDEAUX Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 2 caméras intérieures autorisées Délai de conservation des images : 15 j (6 j demandés) Arrêté préfectoral n° 33 12 176

48	Dossier 2012/0084 – Hypermarché CARREFOUR – rue des Frères Lumières – BEGLES – Modification de l'autorisation initiale : passage en périmètre vidéoprotégé dans lequel est incluse la station service Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : La mise en service de 50 caméras est prévue ; 26 sont HC relevant du code du travail et du code civil (23 intérieures et 3 extérieures) Délai de conservation des images : 30 j Arrêté préfectoral n° 33 97 047 C
49	Dossier 2012/0085 – Commune de VILLENAVE D'ORNON – Piscine Municipale – Route de Léognan – VILLENAVE D'ORNON Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : 5 caméras extérieures autorisées Délai de conservation des images : 20 j Arrêté préfectoral n° 33 12 177
50	Dossier 2012/0093 – Tabac Presse Le Fair Play – 4 avenue Pierre Corneille – PESSAC – Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 3 caméras autorisées sur 4 : 3 intérieures (tabac-presse, caisse, accès stock tabac) ; 1 extérieure HC relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 20 J Arrêté préfectoral n° 33 12 178
51	Dossier 2012/0094 – Tabac Presse Loto PMU Aurore Wenceslas – 5 place Verdun – CAMBLANES ET MEYNAC Avis de la commission : Partiellement favorable Nombre de caméras : 2 caméras intérieures autorisées sur 4 : 1 intérieure HC réserve et 1 extérieure HC (cour privée) relevant du code du travail et du code civil Délai de conservation des images : 21 J Arrêté préfectoral n° 33 12 179
52	Opération 2012/0095 - Ville de BORDEAUX – Extension du périmètre Quais de Garonne en périmètre Quais de Garonne/Bassins à Flot Avis de la commission : Favorable pour l'extension du 1er périmètre aux Bassins à Flot Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 10 141 B
53	Opération 2012/0096 – Ville de BORDEAUX – Extension du périmètre Centre Ville - Avis de la commission : Favorable pour l'extension du 1er périmètre (Mériadecq) Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service Délai de conservation des images : 15 j Arrêté préfectoral n° 33 10 139 B
54	Dossier 2012/0102 – LEGE CAP FERRET – 3 périmètres Avis de la commission : Favorable à la création de 3 nouveaux périmètres : Chemin du Cassieu – Rond point de Claouey – Rond point de l'Herbe Nombre de caméras : rajout de 13 caméras aux 11 existantes sur les 3 précédents périmètres Délai de conservation des images : 21 j Arrêté préfectoral n° 33 10 052 C
55	Dossier 2012/0103 – Communauté de Communes Médoc Estuaire – 6 périmètres – 1) ARSAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service Délai de conservation des images : 21 j Arrêté préfectoral n° 33 12 180
56	Dossier 2012/0104 – Communauté de Communes Médoc Estuaire – 6 périmètres – 2) CUSSAC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service Délai de conservation des images : 21 j Arrêté préfectoral n° 33 12 181
57	Dossier 2012/0105 – Communauté de Communes Médoc Estuaire – 6 périmètres – 3) LUDON MEDOC Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service Délai de conservation des images : 21 j Arrêté préfectoral n° 33 12 182
58	Dossier 2012/0106 – Communauté de Communes Médoc Estuaire – 6 périmètres – 4) MARGAUX Avis de la commission : Favorable Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service Délai de conservation des images : 21 j Arrêté préfectoral n° 33 12 183
59	Dossier 2012/0107 – Communauté de Communes Médoc Estuaire – 6 périmètres – 5) LE PIAN MEDOC

	<p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 184</p>
60	<p>Dossier 2012/0108 – Communauté de Communes Médoc Estuaire– 6 périmètres – 6) SOUSSANS</p> <p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : il sera connu à la date de mise en service</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 185</p>
61	<p>Opération 2012/0109 – SAINTE EULALIE– Extension du périmètre autorisé le 10/07/2009 pour 9 caméras</p> <p>Avis de la commission : Favorable au rajout de 5 caméras aux 9 existantes dans le 1er périmètre</p> <p>Nombre de caméras : 14 caméras extérieures autorisées</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 09 061 B</p>
62	<p>Dossier 2012/0114 – Station lavage Washtec France SAS – Boulevard St Antoine - BORDEAUX</p> <p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : 3 caméras autorisées dont 1 extérieure</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 186</p>
63	<p>Dossier 2012/0115 – Station lavage Washtec France SAS – 313 cours Galliéni - BORDEAUX</p> <p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : 2 caméras extérieures autorisées</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 187</p>
64	<p>Dossier 2012/0116 – Station lavage Washtec France SAS – 463 route du Médoc - BRUGES</p> <p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : 3 caméras autorisées dont 2 extérieures</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 188</p>
65	<p>Dossier 2012/0117 – Station lavage Washtec France SAS – 240 Boulevard Jean Jacques Bosc - BEGLES</p> <p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : 3 caméras extérieures autorisées</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 189</p>
66	<p>Dossier 2012/0118 – Station lavage Washtec France SAS – 21 route de Léognan – VILLENAVE D'ORNON</p> <p>Avis de la commission : Favorable</p> <p>Nombre de caméras : 2 caméras extérieures autorisées</p> <p>Délai de conservation des images : 21 j</p> <p>Arrêté préfectoral n° 33 12 190</p>